THESES & MASTERS

IAMM

Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien

Master of Science du CIHEAM-IAMM

Andrea **SEGRE**

1990

Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier
Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

Série Thèses et Masters

Ce Master est le dixième numéro de la nouvelle série *Thèses et Masters* de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (voir liste en fin de volume).

Cette collection réunit les thèses *Master of Science* du CIHEAM-IAM-M ayant obtenu la mention « *Publication* », ainsi que les travaux doctoraux réalisés dans le cadre des activités scientifiques et pédagogiques de l'Institut et de ses enseignants-chercheurs.

La thèse *Master of Science* du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes :

Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire

a été soutenue par Mr **Andrea SEGRE** en décembre 1989 devant le jury suivant :

Pr L. MALASSIS, Président d'Agropolis, Montpellier
Pr G. AMADEI, Directeur de l'Institut d'Economie et Politiques Agricoles de l'Université de Bologne (Italie)
Pr R. PEREZ, Directeur de l'IAM, Montpellier
Mme M. PADILLA, Enseignant-Chercheur à l'IAM, Montpellier

Le travail de recherche a été encadré par Mme **Martine PADILLA.**

Le texte a été mis en forme pour publication définitive par Mmes **Geneviève HEUMAN** et **Marie-Claude TIGOULET** pour le Bureau des Publications de l'Institut de Montpellier.

CIHEAM
Institut Agronomique Méditerranéen
de Montpellier

Directeur : Roland Pérez

3191, route de Mende – BP 5056
34033 Montpellier Cédex 1 – France
Tél. 67 04 60 00 – Télex 480 783 F
Fax : 67 54 25 27

Pages spéciales de ce numéro de la Série *Thèses et Masters* : R. Arnaud,
au Bureau des Publications de l'IAMM
(Resp. : F. Lerin)

n°10

Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien

Master of Science du CIHEAM-IAMM
(soutenu en octobre 1989)

Andrea **SEGRE**

CIHEAM/IAMM
Collection *Thèses et Masters* n°10

1990

L'institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.

Ces opinions n'engagent que leur auteur.

SEGRE (Andrea), 1991.- Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 153 p. (Thèse de Master of Science, IAM, 1989. Collection Thèses et Masters, n° 10).

REMERCIEMENTS

A Madame Martine Padilla, qui a dirigé ce travail, pour l'attention qu'elle a apportée à mes recherches et pour son appui et ses recommandations toujours précises.

Au Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes et notamment à Monsieur le Professeur Roland Pérez, Directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, qui m'ont permis d'approfondir mes connaissances dans le domaine de l'économie agro-alimentaire.

Aux amis et collègues de l'Institut d'Economie et Politiques Agricoles de l'Université de Bologna qui m'ont soutenu pendant toute cette période.

Aux amis Fabio Sanzani, Pius Wennbust et Michele Carafa qui ont eu la patience de collaborer d'une façon ou d'une autre à la réalisation de cette recherche.

A Madame Claudine Soudais qui m'a aidé a corriger le texte.

A Monsieur Michel Aslanian qui a rendu possible l'impression de cette thèse.

SOMMAIRE*

Partie Préliminaire : Agriculture et agribusiness au sein de l'agro-alimentaire

Chapitre I
De l'agriculture à l'agribusiness

Chapitre II
De l'agribusiness à l'agro-alimentaire

Première Partie : Disponibilités agro-nutritionnelles et modèles de consommation alimentaire

Chapitre III
Le modèle agro-nutritionnel italien

Chapitre IV
Evolution et tendances de la consommation alimentaire en Italie

Chapitre V
Le modèle de consommation alimentaire italien

Chapitre VI
Pour une typologie des modèles de consommation alimentaire en Italie

Deuxième Partie : La structure économique du système agro-alimentaire

Chapitre VII
Tendances structurelles du SAA italien

Chapitre VIII
Intégration, interdépendances dans le SAA et formation de la valeur marchande finale

Chapitre IX
Les échanges marchands dans le CPAA et les principaux coefficients structurels du SAA

Chapitre X
Typologie et évolution de l'économie agro-alimentaire italienne

Troisième Partie : Agriculture, industries agro-alimentaires et restauration dans le système économique

Chapitre XI
Le déclin relatif généralisé de l'agriculture

Chapitre XII
Le rôle des industries agro-alimentaires : entre déclin et croissance

Chapitre XIII
La croissance relative généralisée de la restauration

Chapitre XIV
Les coûts de distribution

Conclusion

---

* La table des matières figure à la fin du volume.

SIGLES UTILISES*

CV	Calories végétales
CA	Calories animales
CF	Calories finales
CI	Calories initiales
MAN	Modèle agro-nutritionnel
MCA	Modèle de consommation alimentaire
SMCA	Sous-modèle de consommation alimentaire
TES	Tableaux d'entrées et sorties
A	Agriculture
IAA	Industries agro-alimentaires
HR	Hôtels-Restaurants
CO	Commerce
ILA	Industries liées à l'agriculture
AI	Autres industries
S	Services
AB	Autres branches ou secteur auxiliaire du secteur agro-alimentaire (ILA+AI)
CPAA	(A+IAA) Complexe de la production agro-alimentaire
SAI	Secteur agro-industriel
SAA	Système agro-alimentaire
CF	Consommation finale
CI	Consommations intermédiaires achetées (intra-consommations déduites) :
CIA	- par l'agriculture
CII	- par les industries agro-alimentaires
CID	- par la distribution agro-alimentaire
VA	Valeur ajoutée
VAB	Valeur ajoutée brute
VAA	Valeur ajoutée par l'agriculture
VAI	Valeur ajoutée par les industries agro-alimentaires
VAD	Valeur ajoutée par la distribution agro-alimentaires
ET	Emploi total
EF	Emploi final
EFA	Emploi final par l'agriculture
EFI	Emploi final par les industries agro-alimentaires
EFD	Emploi final par la distribution agro-alimentaire
PFB	Production finale brute
FBCF	Formation brute de capital fixe
MG	Marge globale
MC	Marge commerciale
VAFD	Valeur alimentaire finale au stade de détail
VMF	Valeur marchande finale
CTD	Côut de transformation et de distribution
M	Importations
X	Exportations
VS	Variation de stock

* Par simplification les sigles ci-dessus sont fréquemment utilisés dans le texte. Nous prions donc le lecteur de se reporter à ce tableau.

INTRODUCTION

Bien que l'Italie soit reconnue comme un des pays les plus développés économiquement[1] (voir le tableau 1 pour les principaux indicateurs démographiques, économiques et du commerce extérieur), le modèle de consommation alimentaire reste encore profondément lié aux schémas traditionnels.

En fait, contrairement à ce qu'on pense, la dernière analyse de la consommation alimentaire en Italie (CENSIS, 1989) montre très clairement que :

- 57,2% des Italiens consomment le petit déjeuner (encore plutôt léger) à la maison, 6,2% à l'extérieur, tandis que 36,5% boivent seulement un café ou ne prennent rien ;
- 90,5% des Italiens consomment le déjeuner à la maison et pour environ la moitié d'entre eux, le repas de midi est encore très substantiel ; 9,1% seulement déjeunent à l'extérieur ;
- 96,8% des Italiens dînent chez eux.

En outre, la répartition des aliments par diffusion dans la consommation des ménages met en évidence la grande consommation des produits traditionnels (pain, pâtes, fruits et légumes, viande et poisson frais, vin en vrac) plutôt que des produits "d'innovation" (pains spéciaux, surgelés, précuits, vins de marque) qui ont encore un taux de pénétration assez bas (ISCOM, 1987).

De plus, la dépense alimentaire en Italie occupe encore la première place parmi les catégories des consommations privées des ménages et l'importance de la dépense alimentaire par rapport à la dépense totale des ménages (environ un tiers si l'on compte la consommation extra-domestique) est bien loin des valeurs des autres pays européens et des Etats-Unis (ISTAT, 1987).

La recherche de facteurs qui expliquent la "contradiction" entre le développement économique très poussé[2] et la consommation alimentaire encore traditionnelle (par rapport aux pratiques alimentaires, à la nature et à la quantité des aliments consommés, à la dépense alimentaire) caractérisant notre pays est à l'origine de cette étude.

Ainsi, l'analyse de l'évolution de la consommation et de l'appareil production-transformation-distribution des produits agro-alimentaires (la *chaîne agro-alimentaire*) au sein du système économique et les perspectives du système alimentaire italien, sont les propositions initiales de cette recherche.

1 L'Italie a remodelé ses agrégats économiques en 1987 et est devenue, ce faisant, la sixième puissance mondiale (le PNB était de 758,13 milliards de U.S. dollars) devançant ainsi le Royaume Uni. En considérant le PNB par habitant dans le classement mondial l'Italie fait partie des pays "très riches" : 13.250 $ par tête (ATLASECO, 1989/369).

2 La plupart des indicateurs économiques témoignent en fait d'une importante expansion, qu'il s'agisse de la croissance du PIB (+3,7%), de la consommation des ménages (+3,6%), de l'investissement privé (+6,3) et même de l'emploi (+1,4). Deux points d'ombre demeurent cependant: le taux d'inflation (qui, de 5% en 1988 est passé à 6,4 en mars 1989) et le déficit de la balance commerciale, où la balance agro-alimentaire joue un rôle important (-15,68 milliards de dollars en 1987 soit 2% du PIB) (OCDE, 1989).

Nous partons de l'hypothèse générale qu'en Italie, comparativement aux autres Pays Développés (PD) les composantes de la chaîne agro-alimentaire présentent des caractéristiques particulières, qui sont, en fait, les conséquences des différentes conditions du développement agissant sur les anneaux de cette chaîne.

Certaines questions se posent alors. Tout d'abord, comment se développent production, transformation, distribution et consommation et quel est actuellement le stade de leur développement ? Quelles sont les interrelations entre ces composantes de la chaîne agro-alimentaire ?

Et ces questions nous conduisent aux problématiques plus spécifiques. Ainsi, quels sont les produits utilisés pour satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels de l'Italie ? Quelles sont les variables qui caractérisent le modèle de consommation alimentaire italien ? Quel est le rôle de l'agriculture, des industries agro-alimentaires, de la restauration et de la distribution dans le système économique en général et en particulier dans les parties qui le constituent ?

L'objet de notre analyse sera alors l'ensemble des activités qui concourent à la fonction alimentaire et les phénomènes alimentaires proprement dits envisagés dans le cadre de la formation économique et sociale italienne. Les structures, les flux, les interactions et les mécanismes de régulation du système feront l'objet de l'analyse de l'économie agro-alimentaire italienne.

Pour représenter et comprendre la problématique agro-alimentaire italienne dans toute sa complexité, en suivant la méthode proposée par un groupe de chercheurs français, nous allons essayer de "modéliser" les différentes composantes de la chaîne agro-alimentaire. Cette méthodologie nous semble mieux correspondre à une réalité actuelle qui ne permet guère de considérer l'alimentation comme un phénomène isolé, et paraît donc convenir aux exigences de cette étude.

Nous allons donc expliquer les raisons pour lesquelles nous avons choisi l'approche "agro-alimentaire" plutôt que celle de l'"agribusiness" qui était souvent adoptée dans la recherche économique-agricole italienne. Cela va constituer la partie préliminaire de notre travail.

La première partie porte sur l'analyse des disponibilités agro-alimentaires déterminées par la méthode des bilans alimentaires, le modèle agro-nutritionnel (MAN) étant alors la représentation de la structure et du volume de ces disponibilités moyennes par personne. Celles-ci sont distribuées entre les différentes catégories sociales, essentiellement en fonction de leur pouvoir d'achat. Le modèle de consommation alimentaire (MCA) exprimera la répartition sociale des disponibilités, ainsi que les comportements et pratiques alimentaires de groupes sociaux homogènes. L'analyse de disponibilités débouchera sur le modèle agro-nutritionnel italien, tandis que l'étude de la consommation portera sur la proposition d'une typologie des modèles de consommation alimentaire pour l'Italie.

Le modèle de consommation qui s'est formé dans la societé italienne n'est que le reflet du modèle de production[3]-transformation-distribution qui le sous-tend et les disponibilités agro-nutritionelles sont, en fait, les produits du système agro-alimentaire (SAA) et du complexe de la production agro-alimentaire (CPAA), dont la base est l'agriculture. Mais sur

3 *"Les rythmes de changement du modèle de consommation s'accélèrent, en relation avec les rythmes de changement des conditions de production, car il est évident ... que les modèles de consommation sont, dans une large mesure, le reflet des modes de production"* (L. Malassis, 1979/14).

cette base se constitue une superstructure industrielle et commerciale de plus en plus importante. A travers l'analyse des structures du SAA on peut déterminer que certaines d'entre elles peuvent induire un blocage au développement du MCA dominant.

Ainsi le système agro-alimentaire sera analysé à l'aide des tableaux d'entrées et sorties en considérant les flux économiques qui se forment et qui se développent grâce aux interrelations parmi les diverses branches (agriculture, industries agro-alimentaires, restauration, commerce, industries liées à l'agriculture, autres industries, services) qui règlent son fonctionnement. Les résultats des élaborations nous conduiront aussi à une interprétation typologique de l'économie agro-alimentaire italienne. Cela va constituer la deuxième partie de notre travail.

Enfin, la troisième partie sera consacrée à l'approfondissement de l'analyse macro-économique en ce qui concerne l'évolution du rôle de l'agriculture, des industries agro-alimentaires, de la restauration et de la distribution au sein du système économique italien.

La modélisation — comprise comme une représentation simplifiée — de la chaîne agro-alimentaire qui guide l'analyse que nous avons proposée pour l'Italie pour la période 1959-1985, est faite sur la base des statistiques disponibles à l'échelle nationale et internationale, fournies plus particulièrement par la FAO, l'OCDE et l'ISTAT[4] (Institut Central de Statistique Italien).

4 En ce qui concerne les données utilisées dans la deuxième partie il faut remarquer le grand retard avec lequel l'ISTAT publie les tableaux d'entrées et sorties. Ainsi les tableaux de l'année 1985 ne seront disponibles que début 1990.

Tableau 1 Indicateurs démographiques, économiques et du commerce extérieur de l'Italie

Indicateur	Unité	1970	1980	1988
Démographie et culture				
Population	million	53,82	56,4	57,44
Densité	hab./km2	178,7	187,3	190,7
Croissance annuelle	%	0,6 (a)	0,3 (b)	0,1 9 (d)
Mortalité infantile	o/oo	29,6	14,3	11 (d)
Espérance de vie	année	71,6	74,5	76 (d)
Population urbaine	%	64,3	66,5	58,2
Nombre de médecins	o/oo hab.	1,81	2,90	4,24 (c)
Scolarisation 2.e degré (e)	%	61	72	76 (c)
Scolarisation 3.e degré	%	16,7	27,2	24,7 (c)
Postes tv (L)	o/oo	183	234	255 (c)
Livres publiés	titre	8615	12029	16297 (c)
Economie				
PIB	milliard $	115,9	422,6	765,2
Croissance annuelle	%	4,5 (a)	2,7 (b)	3,7
Par habitant	$	2160	7490	13322
Structure du PIB	100%			
Agriculture	%	7,1	5,5	4,1 (f)
Industrie	%	37,2	37,1	34,1 (f)
Services	%	55,7	57,4	61,8 (f)
Taux d'inflation	%	5,0	21,3	5,3
Population active	million	20,9	22,6	24,38
Agriculture	%	20,2	14,3	9,9
Industrie	%	39,5	37,9	32,6
Services	%	40,3	47,8	57,5
Chômage	%	5,3	7,5	11,9
Dépenses publiques				
Education	% PIB	4,0	5,0	4,0 (c)
Défense	% PIB	2,5	2,4	1,6
Recherche et Développement	% PIB	0,9	0,9	1,32
Production d'énergie	million TEC	25,8	26,3	29,0 (c)
Consommation d'énergie	million TEC	142,0	174,9	184,2 (c)
Commerce extérieur (g)				
Commerce extérieur	% PIB	14,0	19,6	16,3
Total imports	milliards $	15,0	100,7	138,6
Produits agricoles	%	29,2	19,6	6,9
Produits énergétiques	%	14,0	27,6	8,5
Autres produits miniers	%	5,9	4,2	1,7
Total exports	milliards $	13,2	77,9	128,5
Produits agricoles	%	10,1	8,0	6,9
Produits miniers (h)	%	3,2	4,6	0,6
Produits industriels	%	81,6	81,7	85,1

(a) 1965-75
(b) 1975-1985
(c) 1986
(d) 1985-90
(e) 11-18 ans
(f) 1987
(g) Marchandises
(h) Produits énergétiques non compris

Source : « L'état du monde », 1989, p. 158-159.

Partie Préliminaire

Agriculture et agribusiness au sein de l'analyse agro-alimentaire

Orientation

L'*agro-alimentaire* est un domaine dans lequel la recherche économique-agricole italienne montre certainement un retard considérable sur le plan de l'élaboration à la fois théorique et empirique, même si la contribution dans la littérature a dernièrement augmenté. A notre avis, les travaux publiés jusqu'à présent laissent ouvertes une série de questions, de caractère méthodologique et conceptuel surtout. Par exemple, comment utilise-t-on le concept d'agro-alimentaire ? Comment ce concept peut-il représenter une "nouvelle" méthode pour l'analyse du secteur agricole, des industries agro-alimentaires, de la consommation ? Quels sont les secteurs qui appartiennent à l'agro-alimentaire ?[1]

Dans la littérature agro-économique étrangère l'analyse agro-alimentaire est d'ailleurs fréquente à partir des années 1950. Mais ce champ d'étude a été utilisé pour se référer chaque fois à des parties plus ou moins larges et différentes du système économique. Au-delà de la nécessité d'élargir le domaine analysé pour pouvoir comprendre le rôle de l'agriculture au sein de l'économie, on peut expliquer cela par les objectifs spécifiques, profondément différents, de chaque auteur.

C'est ainsi qu'on a donné, dans le passé, des significations différentes à l'industrie de transformation des produits agricoles destinés à l'alimentation humaine en cherchant à comprendre des réalités hétérogènes : "la confusion millénaire entre agriculture et alimentation (et donc production alimentaire)" (Vergopoulos, 1986) ne nous a certainement pas aidé a déblayer le champ des incertitudes et ambiguïtés.

Par conséquent, à partir de différentes exigences, plusieurs méthodologies d'analyse se sont développées : les notions d'*agriculture*, *agribusiness*, *agro-alimentaire* et *filière* témoignent des différentes approches proposées au cours de ces dernières années[2].

Dans cette partie préliminaire, en parcourant de nouveau les étapes qui ont conduit à l'utilisation de ces concepts en rapport avec l'analyse de l'agriculture et de l'alimentation au sein d'un système économique en développement, on peut éclaircir des termes trop souvent ambigus, particulièrement dans la littérature récente (Di Cocco, 1987/4).

Ce parcours historique nous permettera d'expliquer pourquoi nous avons choisi l'approche "agro-alimentaire" afin d'étudier les composantes de la chaîne agro-alimentaire italienne.

---

1 Les données ISTAT sur le déficit "agro-alimentaire" italien pour l'année 1986 ont provoqué un débat sur la validité des chiffres publiés concernant aussi des produits d'origine non agricole. Une étude de la BANCA D'ITALIA (1987) a "épuré" le budget agro-alimentaire ISTAT des données non alimentaires (industries du cuir, du bois, du papier, du textile) : le déficit pour l'année 1986 est passé de 16.371 milliards de lires à 11 773 milliards.

2 Les concepts *agriculture*, *agribusiness*, *agro-alimentaire* et *filière* peuvent être considérés comme méthode d'analyse (l'ensemble des phases qui doivent être suivies pour découvrir une vérité), aussi bien que comme principes qui permettent de définir une forme qui a comme contenu la représentation générale et abstraite des relations économiques. Dans ce travail la notion de *filière* ne sera pas traitée. Pour une étude sur les filières agro-alimentaires on renvoie à F. Lauret, 1983.

Chapitre I - De l'agriculture à l'"agribusiness"

Autrefois, l'exploitation agricole produisait essentiellement pour les nécessités alimentaires de la famille qui y vivait[3]. La transformation de la plupart des produits agricoles était conduite au sein de la même unité de production. Normalement les instruments techniques, la force motrice, les engrais étaient produits dans l'exploitation même. Les contacts avec le marché étaient donc rares, c'est-à-dire que l'agriculture était caractérisée par une économie "fermée" ou de "subsistance".

Le développement technologique, économique et social a déterminé au cours du temps la dissolution de ce qu'on a appelé "économie rurale" en activités décentralisées relatives aux différentes phases du processus de "production-commercialisation" (Di Sandro, 1977/3). Ce dernier, en se différenciant en activités agricoles, industrielles et marchandes, rend difficile l'individualisation des liaisons entre les segments.

Parallèlement à cette évolution une nouvelle façon de concevoir la dynamique économique se détermine et ainsi on assiste à une reformulation du concept traditionnel de l'agriculture: les critères adoptés dans la classification statistique de l'agriculture par l'ISTAT (Institut de Statistique Italien) témoignent de ce changement.

En particulier on a pris en considération le cycle complet de la production-distribution des biens d'origine agricole (I), comprenant la phase de production de la matière brute, la transformation et enfin la commercialisation des produits agricoles. Ensuite on est passé au critère d'unité de gestion (II) qui estime comme appartenant à l'agriculture toutes les activités ou les productions au sein d'une seule exploitation agricole ou associée, ou même en unités séparées, si les producteurs de matière brute sont les mêmes. On a pris enfin en considération le critère le plus restrictif : celui de l'impossibilité de contrôler les conditions physiques et environnementales (III), dans lesquelles le champ de l'agriculture est restreint seulement à ces activités de production qui, en utilisant le sol d'une façon extensive, sont dépendantes des conditions mentionnées[4].

Le passage vers une définition plus restrictive de l'agriculture est donc cohérent avec une réalité agro-économique en évolution, mais en même temps cela ne justifie pas la tentative de confiner le champ d'analyse en isolant les secteurs (au niveau macro-économique) et les exploitations (au niveau micro-économique) qui font partie de différentes phases du processus de production et de commercialisation.

En fait, l'importance de la seule production agricole au sein de l'économie nationale diminue dans le temps et l'agriculture est de plus en plus vue comme une activité secondaire et en déclin, sans prendre en considération qu'avec ses productions elle met en marche une chaîne d'effets à la fois en aval (industries de transformation) et en amont (industries qui fournissent les moyens de productions).

C'est à partir de cette constatation qu'est née l'exigence de décrire des liaisons intersectorielles et entre les exploitations qui existent dans la structure verticale du système économique.

---

3 Pour une étude historique du développement des modèles de l'économie alimentaire occidentale voir L. Malassis, M. Padilla, 1986, p. 10 et de p. 186 à 190.

4 Les statistiques agricoles nationales avant 1965 (année où la CEE a introduit le système des comptes économiques homogènes NACE-CLIO) se sont référées au critère II. A partir de cette date, il y a une tendance à une conception plus restrictive de l'agriculture, donc au critère III.

On doit à J.H. Davis et à R.A. Goldberg d'avoir dirigé la recherche dans ce champ vers de nouvelles méthodologies d'analyse au cours de la fin des années 50 (Davis, 1956. Davis, Goldberg, 1957). Les deux auteurs américains sont partis de la constatation qu'avec le développement économique le secteur primaire est amputé de ses fonctions, assumées par les secteurs qui opèrent en amont et en aval, et qu'au cours du temps les fonctions de l'agriculture subissent une diminution.

La définition classique de l'agriculture n'était donc plus apte à exprimer les interrelations complexes qui s'étaient développées entre elles-mêmes et les autres secteurs économiques.

On a donc utilisé le terme de "agribusiness" (affaires agricoles) pour désigner le "produit de la dispersion des fonctions" et la représentation de l'ensemble de ces activités, c'est-à-dire : "... la somme totale de toutes les opérations inhérentes à la production et à la distribution des inputs pour l'agriculture (I segment), les opérations de production des exploitations agricoles (II segment) et l'emmagasinage et la commercialisation des produits de l'agriculture et des biens de dérivation agricole (III segment)"[5].

L'objectif de Davis et Goldberg était de décrire et de quantifier les effets de l'insertion de l'agriculture au sein des économies développées, élargissant ainsi le champ de l'analyse[6]. L'approche "agribusiness" était "une méthode pour examiner les problèmes de l'exploitation agricole dans un scénario nouveau et plus large" (Corsani, 1986). Autrement dit sous cette optique la centralité de l'exploitation agricole et de ces problèmes était confirmée. L'objectif était donc l'analyse de l'agriculture prise comme l'ensemble des entreprises qui produisaient principalement des produits agricoles non transformés.

La limite de cette approche est qu'elle ne peut expliquer les modalités du développement des parties qui constituent l'"agribusiness". Néanmoins le travail de Davis et Goldberg a constitué un point de départ important pour tous les auteurs qui se sont intéressés à l'industrialisation et à la dynamique des changements de l'agriculture.

5 J.H. Davis, R.A. Goldberg, 1957. Il faut noter que le principe de l'"agribusiness" s'étend donc à toutes les activités qui, il y a un siècle, étaient désignées par le terme "agriculture" (critère I) de la classification susnommée.

6 Les résultats de ce procédé appliqué à l'économie américaine en 1954 furent les suivants : l'agriculture au sens strict, constitue 5,1% du revenu national, le complexe des activités ou agribusiness absorbait 40% des achats pour la consommation privée et employait 37% des actifs totaux (J.H. Davis, R. A. Goldberg, 1957).

Chapitre II - De l'"agribusiness" à l'agro-alimentaire

Le terme "agro-alimentaire" a fait son apparition comme développement de l'approche agribusiness dans les travaux des auteurs qui, au delà du problème de l'industrialisation de l'agriculture, se sont donnés comme objectif l'explication des rapports entre agriculture et industrie en termes socio-économiques.

Dans ce sens, la référence principale de la littérature agro-économique sont les travaux de L. Malassis au cours des années 1960 et 1970[7], en France. Initialement, lui aussi se posait le problème de l'insertion de l'agriculture dans le développement économique. Son intérêt s'est déplacé, dans un deuxième temps, sur les problèmes liés à l'industrialisation de l'alimentation puis à l'ensemble des activités qui concouraient à la satisfaction de la demande alimentaire. Cet ensemble était défini comme "complexe agro-alimentaire" et était constitué par les secteurs en connection à la fonction alimentaire au sein d'un système économique donné.

L. Malassis a observé que l'agriculture était en train de se transformer de secteur final (en direction donc de la demande finale) en secteur à "demande dérivée", tandis qu'on enregistrait une hausse importante de la part des secteurs de la transformation et de la distribution des produits alimentaires.

Pour pouvoir étudier la structure du "secteur agro-alimentaire" et pour pouvoir quantifier et décrire au cours du temps les effets de la transformation dans un pays, cet auteur a proposé une série d'indices calculés d'après la comptabilité nationale (Malassis, 1989, 1973a, 1973b, 1979), qui nous permettent d'étudier les liaisons macro-économiques principales à un niveau désagrégé par branche ou par activité productive.

En analysant le secteur agro-alimentaire français au début des années 1970, L. Malassis se demandait si on ne pouvait pas déjà définir une économie agro-alimentaire comme discipline autonome de recherche et d'enseignement, exactement comme il existe l'économie agricole et l'économie rurale[8].

En poursuivant cette réflexion, il a écrit plus tard qu'en effet "l'économie agro-alimentaire peut être considérée comme discipline en cours d'élaboration" qui "examine l'ensemble des activités qui, à l'intérieur d'un pays, concourent à la fonction de l'alimentation. Son champ d'étude est essentiellement celui de l'agribusiness, mais cette discipline s'intéresse aussi à la formation et au développement des modèles de consommation alimentaire, aux transformations de l'appareil de production-distribution et aux rapports entre modèles de consommation et de production" (Malassis, 1978).

Selon L. Malassis l'économie agro-alimentaire s'identifie donc avec toutes les activités qui contribuent à la réalisation de la fonction alimentaire dans une société donnée[9]. Aujourd'hui comme hier, l'homme se nourrit quasi exclusivement avec les produits fournis

7 Systématisée en particulier dans l'ouvrage : Economie de la consommation et de la production agro-alimentaire, tome I, 1979. Voir la bibliographie pour les autres contributions principales.

8 L'économie agricole se rapporte à l'étude des exploitations agricoles, "dont l'objectif principal est de produire la nourriture des hommes". C'est donc l'unité de production qui est au centre de l'analyse. L'économie rurale étudie l'ensemble des agents et des activités qui s'exercent à l'intérieur d'une zone rurale, ainsi que leurs rapports et leurs interactions.

9 L'économie agro-alimentaire, toutefois, ne doit pas être considérée comme les autres branches de l'économie générale, car la production et la transformation des produits agro-alimentaires sont liées aux processus biologiques qui se réalisent dans l'espace et dans le temps et qui leur donnent certaines spécificités (L. Malassis, 1978/34).

par l'activité agricole, il en sera ainsi dans l'avenir. Au sein de l'économie agro-alimentaire, l'agriculture reste une activité de base irremplaçable, mais sur cette base se développe une superstructure industrielle et marchande de plus en plus complexe et dominante de sorte que la nourriture dépend d'un nombre de non-agriculteurs plus élevé que celui des agriculteurs. La production de biens agro-alimentaires est l'anneau final d'une chaîne de relations techniques, économiques et sociales qui commence avec la production agricole et qui finit avec la consommation en suivant une logique économique bien déterminée.

Il est donc important de souligner que la veine des études agro-alimentaires, à la différence de l'approche agribusiness[10], se réfère presque toujours à un certain produit final, au bien alimentaire, autour duquel les activités, qui concourent à sa production, transformation et distribution-consommation (c'est-à-dire à sa fonction socio-économique), se concentrent. C'est la raison pour laquelle cette définition semble être plus rigoureuse et surtout plus moderne que celles formulées par les théoriciens de l'agribusiness.

En Italie les principales contributions dans le domaine agro-alimentaire se basent sur l'approche "agribusiness" ou intersectorielle (l'ensemble des activités liées à l'agriculture). On peut expliquer cela en considérant que l'optique était de rendre compte des problèmes d'adaptation de l'agriculture à la societé industrielle. Ainsi, entre autres, le travaux de De Stefano et Cesaretti (1974), Di Sandro (1976), Fabiani et Manfredi (1976), Chang Ting Fa (1978, 1981, 1986), Filippucci et Artioli (1979), Fanfani (1982), Bernini-Carri (1981), De Benedictis (1981), Gios et Miglierina (1982), Paris (1984), Corsani (1986), Mazzilli (1986), Rossi (1988)[11].

Dans ce travail pour rendre compte plutôt des problèmes du processus global d'industrialisation de l'alimentation on utilisera donc le concept d'agro-alimentaire comme l'ensemble des activités nécessaires à l'alimentation de la societé.

10 En utilisant le Tableau des Echanges Inter-industriels pour définir la structure du "complexe agri-industriel", L. Malassis s'inspire des aspects méthodologiques de l'approche "agribusiness". Toutefois les similitudes s'arrêtent là, parce que Davis et Goldberg ne raisonnent absolument pas par rapport à l'alimentation, mais en fonction de l'ensemble des débouchés qui s'offrent aux produits agricoles (P. Combris, J. Nefussi, 1984/24).

11 Nous renvoyons à la bibliographie pour les autres contributions principales.

Première Partie

Disponibilités agro-nutritionnelles et modèles de consommation alimentaire

Orientation

Depuis quelques années, dans la plupart des pays développés, ainsi qu'en Italie, bien que la consommation alimentaire domestique ait été et reste relativement stable, en ce qui concerne la consommation extra-domestique et la diversification des produits alimentaires on a pu constater certains changements liés aux attitudes alimentaires.

Pour pouvoir comprendre cette évolution, l'étude "classique" de la demande individuelle des biens de consommation n'est plus suffisante. Ou plutôt : le champ d'analyse doit être élargi. En effet, les facteurs qui déterminent les modifications quali-quantitatives de la consommation alimentaire sont nombreux et peuvent être appliqués à tout le système socio-économique.

Dans cette première partie, pour une étude "élargie"[1] de la demande et donc de la consommation des produits agro-alimentaires en Italie, le champ d'études sera ainsi subdivisé en deux stades différents.

Au premier stade on prendra en considération les disponibilités agro-nutritionnelles déterminées par la méthode des bilans alimentaires[2], le modèle agro-nutritionnel (MAN) étant alors la représentation de la structure et du volume de ces disponibilités moyennes par habitant[3]. Celles-ci sont distribuées entre les différentes catégories sociales essentiellement en fonction de leur pouvoir d'achat. Le modèle de consommation alimentaire (MCA) exprimera la répartition sociale des disponibilités, ainsi que les comportements et pratiques alimentaires de groupes sociaux homogènes (deuxième stade)[4].

La liaison entre ces deux stades sera envisagée en prenant en considération l'évolution et la tendance de la consommation alimentaire par groupes de produits principaux.

L'étude conduit, enfin, à la proposition d'une typologie des modèles et sous-modèles de consommation alimentaire pour l'Italie.

---

1 La méthodologie qui sera utilisée a été mise au point d'une façon extrêmement détaillée par L. Malassis et M. Padilla (1978, 1982, 1983, 1986) et par J.L. Lambert (1984, 1986).

2 Cette méthode a été établie par la FAO afin d'apprécier le régime alimentaire des populations et son adéquation aux normes nutritionelles recommandées. Les bilans alimentaires sont bâtis sur la base de deux comptes: un compte de ressources, c'est-à-dire les approvisionnements, et un compte d'emplois ou d'utilisation des ressources précédentes. La "photographie instantanée" de la réalité alimentaire dans un pays, enregistrée régulièrement, est un moyen d'étude des tendances alimentaires.

3 En premier lieu il est nécessaire d'opérer une subdivision des produits agricoles de base en groupes, selon leurs caractéristiques nutritionnelles et économiques. C'est à ce point qu'on peut noter l'introduction d'un premier choix subjectif qui nous permet d'obtenir une classification (voir tableau 3.1). Son utilité est incontestable malgré une certaine approximation : en effet pour chaque aliment on prend en considération sa fonction principale, même en sachant qu'elle n'est certainement pas la seule.

4 Il existe donc un certain rapport de cause à effet entre MAN et MCA : d'un côté on a la production qui, les importations ajoutées et les exportations soustraites, répresente l'offre des produits agro-alimentaires et de l'autre côté le MAN et le MCA qui présentent la demande de biens alimentaires dans toute sa complexité. Si on veut être schématique on peut indiquer, à propos de la consommation alimentaire, ce qui suit :

MAN = que consomme-t-on et combien
MCA = comment et pourquoi on consomme

Chapitre III - Le modèle agro-nutritionnel italien

Un modèle agro-nutritionnel typique pour l'Italie peut être individualisé par deux coordonnées. Il s'agit avant tout de déterminer la base agro-nutritionnelle par groupes de produits et de caractéristiques nutritionnelles (Malassis, Padilla, 1986/32-36). Il faut donner ensuite un point de repère fixe qui puisse agir comme base pour pouvoir déterminer, à travers un système de confrontations, une typologie structurelle. Cette base est représentée par le modèle agro-nutritionnel occidental (index MAN.O = 100) (Malassis, Padilla, 1986/40).

1 Disponibilités agro-nutritionelles en Italie

En ce qui concerne l'Italie (tableau 3.2) l'énergie alimentaire disponible provenait en quasi totalité de la production agricole, notamment des produits végétaux. Pendant la période 1982-84, 99% des calories finales consommées par habitant (3.480) provenaient de l'agriculture et de l'élevage, 1% de la pêche. Environ trois quarts des calories finales provenaient des produits végétaux, même si leur importance relative était réduite dans les années 1970-80. La consommation des calories d'origine animale a augmenté passant de 20 à 27%. Ce phénomène a une énorme importance du point de vue économique : en exprimant les calories animales en terme de calories végétales ou calories initiales (pour produire une calorie animale il faut environ 7 calories d'origine végétale)[5], on peut voir qu'en 1982-84 les produits animaux représentaient 72% des calories initiales disponibles[6], contre 65% en 1972-74.

Les céréales et les produits amylacés constituent encore la base de la diète italienne avec 34,4% de calories finales (39,3% en 1972-74), tandis que du point de vue protéique, les protéines d'origine animale ont depassé la moitié de l'apport total. En ce qui concerne les lipides, les produits laitiers accroissent leur importance (+2,2%), tandis que la consommation de viande a atteint un palier.

En déterminant ensuite la valeur énergétique (VE) de chaque groupe agro-nutritionnel, la tableau 3.3 nous montre[7] que les céréales (CR), le sucre (SM), les fruits et les légumes (FL) représentent, au niveau national, la fonction glucidique dominante; le poisson (PS), la viande (VO) et les légumineuses (LS) la fonction protéique et les huiles et les graisses (MG), ainsi que la viande (VO) et les produits laitiers (LT) la fonction lipidique. En outre l'apport glucidique est essentiellement d'origine végétale, tandis que l'apport protéique et lipidique est d'origine animale.

2 Positionnement du MAN italien sur l'échiquier international

Pour pouvoir confronter et ensuite distinguer les pays présentant un MAN proche, il est nécessaire de parvenir à un type de classification valable pour tous les pays. A cause de l'hétérogénéité de comportements par rapport au modèle de base, pour pouvoir réaliser une typologie structurelle des disponibilités, nous n'avons pris en considération que les

---

5 L. Malassis, M. Padilla, tome III, 1986, ibid., p. 37.

6 2.530 + (7 * 950) = 9.180 CI (1982-84).

7 Pour le calcul voir L. Malassis, M. Padilla, tome III, 1986/21.

produits qui contribuent pour 10% de la disponibilité calorique moyenne par habitant et par jour[8].

L'artifice qui a été introduit n'a pas empêché d'obtenir des résultats intéressants. Plus précisément, les données du tableau 3.4 permettent de définir les principaux produits de base qui forment le régime alimentaire typique de chaque pays. En observant le tableau, le MAN italien se distingue par de grosses disponibilités relatives en céréales (35,8% des CF), huiles et graisses (20,2%), fruits et légumes (6.5%), légumineuses, et cela paraît logique si l'on pense aux conditions agro-climatiques qui favorisent ce genre de production agricole[9].

Le tableau 3.5 nous permet de distinguer les quatre combinaisons suivantes : CR-MG, CR-MG-VO, CR-MG-VO-SM, et CR-MG-VO-SM-LT[10]. Donc, selon les aliments typiques, quatre modèles principaux ont été définis au niveau international, de sorte que les caractéristiques nutritionnelles ont étés déterminées en calculant la moyenne des données de tous les pays qui appartenaient au même groupe. Ces modèles sont les suivants : "agricole traditionnel", "méditerranéen", "européen", "anglo-saxon"[11].

Dans le tableau 3.6 sont indiqués les trois modèles qui concernent les pays européens. D'un point de vue énergétique le modèle anglo-saxon se distingue par une forte hausse de la consommation de calories d'origine animale (grâce surtout à l'importance des produits laitiers) qui atteint 47% du total ; par contre pour les autres modèles elle constitue seulement 29%. En ce qui concerne les protéines, le modèle méditerranéen montre un pourcentage de protéines d'origine animale nettement inférieur par rapport aux autres modèles.

Les lipides prédominent dans la structure nutritionnelle anglo-saxonne contrairement aux glucides qui se présentent dans les modèles européen et méditerranéen. De plus, la structure européenne se distingue de la méditerranéenne par une plus importante consommation de sucre et d'édulcorants.

La spécificité des modèles peut être visualisée sous forme de profil agro-nutritionnel (fig. 3.1). La confrontation visuelle entre les MAN des Etats-Unis, de la France, de l'Italie et le MAN.O semble être particulièrement intéressante : le profil français est celui qui se rapproche le plus du profil de base, par contre celui des Etats-Unis montre un surplus en ce qui concerne les disponibilités de sucre, légumineuses et viande et une carence en poisson. En ce qui concerne le profil italien, on constate un surplus pour les huiles et graisses, céréales, fruits et légumes et légumineuses et une carence en viande, poisson, sucres et produits laitiers.

On peut noter que pour les résultats reportés dans le tableau 3.7 où sont combinées les géographies structurelles des MAN par rapport à 1985 et à 1975-77, sur la base d'un

8 La priorité a été ainsi donnée aux caractéristiques énergétiques d'un aliment au détriment des caractéristiques quantitatives.

9 En outre, la diffusion des cultures protégées a permis l'allongement de la période de production, tandis que les distances relativement courtes entre régions déterminent la disponibilité d'un grand nombre de produits frais. Cela expliquera leur pourcentage élevé par rapport au total de la consommation.

10 A une plus grande complexité de la ration, correspond l'augmentation du pourcentage des calories finales d'origine animale sur le total. On peut relever la même tendance en ce qui concerne les caractéristiques protéiques. Enfin la structure nutritionnelle est mieux répartie.

11 Pour le calcul voir L. Malassis, M. Padilla, tome III, 1986/47.

travail précédent de L. Malassis et M. Padilla (1986), l'Italie s'approche de la partie "haute" du modèle méditerranéen car à la fois avec 31% des calories animales par rapport à la consommation totale et avec 55% de l'apport protéique d'origine animale, elle dépasse de deux points la moyenne du modèle. Le premier chiffre nous indique qu'il y a une nette distance avec le modèle anglo-saxon, alors que le deuxième montre une tendance vers le modèle européen diminuée à cause de la consommation nettement inférieure des sucres.

Si on compare le cas de la France on peut dire qu'elle se place dans la partie "haute" du modèle anglo-saxon, à cause de sa structure nutritionnelle dirigée vers les protéines et les lipides et de l'apport calorique et protéique d'origine animale qui dépasse nettement la moyenne. Les Etats-Unis, par contre, fournissent l'exemple le plus typique du modèle anglo-saxon à l'exception de l'apport de calories d'origine animale qui se situe légèrement au-dessous de la moyenne.

En reprenant le tableau 3.7 dans la période 1975-85 on a pu constater une dynamique internationale vers le modèle anglo-saxon (à travers le modèle européen). En effet le Japon s'est approché du modèle méditerranéen (rappellons qu'il doit sa position dans le modèle traditionnel uniquement à la consommation de riz, qui a une importance fondamentale dans la ration japonaise en couvrant encore 47% des apports caloriques), l'Espagne est passée du modèle méditerranéen à l'européen, tandis que l'Allemagne, le Bénélux et la France, qui en faisaient partie, ont conflué vers l'anglo-saxon.

L'évolution du MAN vers le modèle anglo-saxon, avec une plus grande utilisation de calories et de protéines d'origine animale est déterminée par la hausse des revenus. Cette relation est en train de se vérifier ou s'est déjà vérifiée dans de nombreux pays[12] figurant dans le tableau 3.7. La figure 3.2, qui met en relation revenus et consommation en Italie, semble bien le démontrer. Pourtant des cas exceptionnels et importants liés aux traditions culinaires existent. Il suffit de penser au Japon, pays à haut revenu mais caractérisé par un MAN traditionnel. On peut dire de même pour l'Italie, avec sa grosse consommation de pâtes.

En ce qui concerne les futures tendances, on semble se diriger toujours plus vers le modèle anglo-saxon, même si récemment apparaissent certaines contre-tendances en faveur du modèle méditerranéen (et pas seulement en Italie), liées surtout à des motivations d'ordre sanitaire.

12 François, Périssé, Sizaret ont confirmé cette relation en analysant la structure nutritionnelle en fonction de la variation des revenus dans 85 pays.

Chapitre IV - Evolution et tendances de la consommation alimentaire en Italie

1 La consommation alimentaire: quelques notions de base

En général on constate qu'il y a trois phases évolutives de la consommation alimentaire. De celle composée essentiellement par les produits végétaux, on est passé à celle de la conversion vers des produits d'origine animale, pour arriver enfin à une phase caractérisée par une énorme différenciation de produits à haut contenu de services. En ce qui concerne le rapport de conversion entre calorie animale et calorie végétale, la première est nettement plus chère (tableau 4.1) et a des effets sur le coût de production et donc sur le prix d'achat (KLATZMANN, 1983).

La substitution, dans la diète, de la calorie animale à la calorie végétale entraîne une hausse de la dépense. De plus, la troisième phase a aussi une influence sur les prix et, comme on le verra en détail, sur les habitudes alimentaires. En effet le consommateur recherche de plus en plus des aliments qui lui permettent une réduction du temps consacré à l'activité domestique. Ce sont les aliments précuits et tous les produits qui, ayant subi une transformation industrielle et commerciale considérable, ont un coût de production par calorie très élevé.

Il nous paraît intéressant d'étudier la variation de la consommation liée au niveau des revenus des consommateurs. Si pour Keynes la propension moyenne à consommer décroît quand le revenu disponible augmente, pour Engel c'est encore plus vrai quand il s'agit de consommation alimentaire : elle augmente d'une façon moins que proportionnelle si on la compare à la consommation totale (fig. 4.1).

D'un point de vue pratique il est extrêmement important de bien éclaircir la notion de hausse relative de la consommation alimentaire. En ce qui concerne l'aspect quantitatif, ou énergétique, l'effet du revenu sur le volume de consommation alimentaire est presque nul, ou pour être plus précis il est positif jusqu'à la saturation calorique. A ce point, si le revenu s'accroît encore, une tendance négative s'établit, dans le sens d'une contraction de la consommation, déterminée par l'importance de facteurs sociaux, comme par exemple la nécessité de maintenir son poids pour des raisons d'image ou de santé ; de plus, les catégories à haut revenu ont en réalité des besoins énergétiques plus bas.

Qualitativement, la tendance à la hausse des revenus pousse vers un achat global plus grand de produits alimentaires, mais qui ne peut guère entrer en concurrence avec les besoins extra-alimentaires qui se créent. Fondamentalement, par rapport à une hausse continue des revenus, une "société de satiété" (Malassis, Padilla, 1986/275) se constitue, déterminée selon le processus suivant : saturation de la consommation énergétique, saturation relative de l'achat, saturation absolue de l'achat[13].

Si on pouvait considérer tous les moments de la consommation et donc de la demande et suivre parallèlement l'offre, les tendances résultantes seraient assez claires : au niveau de la saturation de la consommation énergétique on pourrait noter une offre de produits peu différenciés et tertiaires, pour la plupart d'origine végétale. En ce qui concerne la saturation relative de l'achat, la hausse de l'incidence des industries agro-alimentaires avec une production d'aliments transformés, dont beaucoup d'origine animale, serait bien amorcée.

---

13 Il s'agit bien entendu de l'achat relatif à la consommation alimentaire.

Finalement, au niveau de la saturation absolue de l'achat, on pourrait assister à une stagnation du secteur agro-alimentaire. Le conditionnel est obligatoire parce qu'en effet ces phases coexistent dans une société. Les catégories de revenu sont nombreuses et il en existe certainement pour lesquelles la saturation absolue est déjà un fait acquis, tandis que pour d'autres on atteint à peine la saturation énergétique.

De plus, la tendance au passage vers des catégories à revenu plus élevé, n'est pas du tout un événement certain même dans les sociétés industrialisées. Il suffit de penser à la nouvelle pauvreté, en majorité urbaine, qui s'est récemment et largement développée aux Etats-Unis et en Europe[14]. On peut donc parler uniquement d'une tendance vers la saturation absolue de la dépense alimentaire, mais on ne peut pas dire exactement quand on parviendra à ce point-là.

On peut résumer tout cela d'une façon visuelle (fig. 4.2) en reliant la consommation des matières premières agricoles à leur transformation industrielle. On peut efficacement comparer la situation des pays en voie de développement à celle des pays développés. Mais la même analyse s'avère bien plus difficile concernant les pays qui ont un développement économique similaire.

2 Evolution et tendances de la consommation alimentaire italienne

Après la Deuxième Guerre Mondiale on a assisté, dans les pays développés, à une hausse continuelle de la consommation alimentaire et donc calorique. Au début des années 1980, en Italie comme pour la plupart des pays européens, non seulement cette hausse s'est arrêtée, mais on a même enregistré une légère inversion de tendance : en 1983-85 la consommation journalière par personne était fixée autour de 3.480 calories, contre 3.620 dans la période 1979-81, avec une diminution donc de 3,5% (tableau 4.2).

Cependant, si l'on observe la dépense absolue pour les produits alimentaires à prix constants, elle augmente d'une façon continuelle en se fixant autour de 7,6% pour la période 1980-86, c'est-à-dire environ 1% par an (tableau 4.3).

D'autre part, comme on a vu, la consommation alimentaire monte d'une façon moins que proportionnelle si on la compare à la consommation totale. En effet pendant la période qui va de 1970 à 1985 on a pu constater une diminution de 4% du coefficient budgétaire. Malgré cela, la dépense alimentaire en Italie occupe encore la première place (30% en 1985) parmi les catégories des consommations privées des ménages (tableau 4.4).

Au niveau de la composition de la dépense alimentaire des ménages on peut noter (ISTAT, 1987) :

1) une diminution de la dépense pour le pain et pour les céréales (de 15,6% en 1962 à 11,7% en 1986) ;

2) une croissance très élevée de la consommation de viande : de 22,4% en 1962 à 29,5% en 1986 (mais il faut noter qu'elle était de 33,1% en 1982) ;

3) une forte diminution pour les huiles et les graisses (de 7,3 en 1962 à 4,2% en 1986) et pour les boissons alcooliques (de 9,6% à 5,5%) ;

14 En ce qui concerne cette dernière, en 1986 les pays du marché commun comptaient à eux seuls 16 millions de chômeurs.

4) une sensible augmentation des fruits et légumes : de 17,4% en 1962 à 20% en 1986

Une estimation faite pour les deux années 1988-89 nous indique, pour chaque catégorie de produits, quelles sont les tendances de consommation actuelle en Italie (Largo Consumo, 1989) :

Produits laitiers

Ils commencent à se substituer du moins partiellement, à la viande comme source protéique. Les produits au goût assez neutre et de consistance moelleuse sont de plus en plus appréciés au détriment de ceux qui sont durs et forts. La consommation en dehors des repas traditionnels et au petit-déjeuner augmente, favorisant ainsi la destructuration des repas. On a tendance à se diriger vers des produits frais et écrémés pour des raisons diététiques.

Viande et charcuterie

La consommation de ces produits est en diminution pour des raisons liées à la santé et à la destructuration des repas. En ce qui concerne la charcuterie cette tendance est encore plus prononcée à cause de la mise en discussion des méthodes de conservation actuelles. A ce propos, on remarque la hausse de la consommation du jambon sans polyphosphates.

Pâtisserie

La tendance à la hausse de la consommation semble être liée à l'énorme gamme de produits offerts. La pâtisserie perd lentement sa fonction traditionnelle de cadeau et de dessert.

Poisson

La consommation augmente, en particulier celle du thon en boîte.

Céréales

La tendance est positive même si la consommation est déjà très élevée. La forte demande de céréales prêtes à consommer pour le petit-déjeuner agit comme facteur principal.

Boissons

La consommation de boissons sans alcool augmente, surtout celle de jus de fruits, tandis que décroît nettement celle des alcools, mis à part la bière qui a définitivement pris sa place dans l'alimentation italienne. Enfin, à cause de problèmes de pollution des nappes phréatiques, on constate ces derniers temps une explosion de la consommation d'eaux minérales naturelles non gazeuses.

Produits diététiques

On se trouve encore dans la phase de lancement. Un vrai boom reste pour l'instant impensable, non pas à cause de l'absence de demande, mais plutôt parce que la production est encore organisée de façon approximative. On peut confirmer une tendance

à la hausse de la consommation de produits naturels[15] ainsi que celle de fruits et légumes frais, bien que ces derniers soient déjà au-dessus de la moyenne européenne.

A travers les données analytiques de la production industrielle (ISTAT, 1987), qui peuvent être considérées comme un bon indicateur du changement de la consommation, on peut noter qu'en 1986 la croissance la plus grande était pour les produits moins traditionnels : yaourt (+ 123%) ; eaux minérales (+58%) ; boissons non-alcoolisées (+53%) ; glaces (+50%) ; fromages à pâte dure (+43%) ; chocolat (+39%) ; fruits et légumes conservés (+33%) ; café et thé (+30%) ; bière (+30%) ; surgelés (+22%).

On peut donc remarquer la tendance croissante de la consommation des produits :

- à haut contenu de services ;
- pris entre les repas ;
- ayant subi un processus industriel ;
- de marque.

15 Selon l'ASSOCIAZIONE ITALIANA TECNICA ALIMENTARE (AITA) le chiffre d'affaire des aliments diététiques a atteint en 1985 345 milliards de lires (AITA, 1988/3).

Chapitre V - Le modèle de consommation alimentaire italien

1 La formation du modèle

A partir de la deuxième moitié de ce siècle, dans les pays développés (PD) s'est formé un modèle de consommation alimentaire (MCA) qu'on pourrait qualifier d'agro-industriel par le fait que l'agriculture et l'industrie concouraient à la formation de la valeur alimentaire marchande d'une façon plus ou moins équivalente. Le MCA agro-industriel des PD a été défini par L. Malassis et M. Padilla comme un modèle marchand à haut profil énergétique, de consommation de masse, à forte utilisation des produits services et servis, internationalisé et à coût social élevé (Malassis, Padilla, 1986/253-295).

Evidemment le modèle développé ne présente pas les mêmes caractéristiques pour tous les PD. En ce qui concerne l'Italie les variables qui caractérisent ce modèle peuvent être résumées ainsi : la forte croissance des disponibilités alimentaires par tête ; la croissance du pouvoir d'achat, le changement radical des conditions objectives de la consommation; l'évolution de l'éducation et de l'information. La consommation par rapport à la différenciation régionale et aux catégories socio-professionnelles, qui jouent un rôle déterminant, sera traitée plus tard.

Forte croissance des disponibilités alimentaires par tête

C'est le résultat de la croissance de la capacité de production de la chaîne alimentaire, à partir de la production agricole primaire et en même temps en raison du ralentissement de l'expansion démographique.

Au cours des vingt dernières années en Italie — de même que dans les autres pays occidentaux — le taux de croissance moyen de la population s'est effondré passant de 0,9% en 1965 à 0,01% en 1986. La "croissance zéro", ou tendant au 0, s'accompagne d'un allongement de l'espérance de vie, qui, sur la base des données de recensement, est passée de 63,7 (1950-53) à 71,1 (1981) ans pour l'homme et de 67,2 à 77,8 pour la femme (ISTAT, 1988).

La population vieillit : de 1971 à 1981 la classe 0-4 ans a diminué de 27,3% ; par contre on constate une relative stabilité de la classe jusqu'à 44 ans et une hausse de 14% de celle de 45 à 54 ans (ISTAT, 1988). Le vieillissement de la population constitue un aspect très important car, comme l'a démontré J.-L. Lambert (1984), parallèlement à l'augmentation de l'âge, la dépense énergétique diminue, passant de 1.665 calories pour la classe 20-29 ans, à 1.500 calories pour la classe 60-69 ans. De plus la consommation change aussi en fonction du sexe, la consommation énergétique féminine étant plus basse que celle des hommes dès les premières années de vie.

Simultanément au vieillissement de la population, en Italie on peut aussi relever une tendance à la diminution de la taille des familles, qui sont passées de quatre membres en 1951 à trois en 1981 (ISTAT, 1987c) à la suite de l'évolution démographique et de la diminution progressive de la cohabitation de plusieurs familles sous le même toit. Cette tendance a des conséquences sur les disponibilités alimentaires car, au niveau familial, le coefficient d'achat destiné à l'alimentation est partagé entre un plus petit nombre d'éléments, et provoque ainsi la hausse des disponibilités par tête.

Toutefois, comme on l'observait précédemment, la consommation en calories finales a enregistré en Italie, après une période de croissance, une phase de stagnation et, plus

récemment, de léger déclin. Cela est dû à la saturation énergétique typique des pays développés.

Croissance du pouvoir d'achat

A partir des années 1970 l'accroissement, même s'il est plutôt lent, de la productivité du travail a déterminé la hausse des salaires réels et la réduction des prix réels des denrées alimentaires.

De plus, il ne faut pas oublier le rôle, pas tout à fait marginal, du double salaire familial et de l'accroissement des prestations sociales. En Italie la tendance à avoir plus d'une source de revenus a enregistré pendant les dix dernières années une hausse, passant de 32,9% en 1975 à 36,4% en 1985[16]. En ce qui concerne les prestations sociales un exemple significatif est donné par le nombre des pensions et leur montant: en 1961 le nombre total était de 8 millions, avec un montant total de 1.400 milliards de lires[17] et une moyenne par tête de 175 000 lires (égal à 1,4 millions en valeur 1984) ; en 1984 on est passé à 18 millions de pensions, avec une dépense annuelle de 89 000 milliards et 4,5 millions par tête (ISTAT, 1987c).

Tous ces facteurs, agissant en synergie, ont permis aussi en Italie l'avènement d'une société de consommation de masse et de satiété.

Changement des conditions de la consommation

Les causes qui ont contribué au changement des conditions objectives de consommation sont nombreuses : une population de plus en plus urbaine, une diffusion du travail salarié, une amélioration générale des conditions du travail et une modification de style de vie.

Le déclin de la population agricole, et par conséquent la diminution de la population qui habite dans les centres ruraux, est sans doute l'élément qui a déterminé le développement des grands centres urbains. En 1982 environ 78% de la population des pays industrialisés étaient des urbains, et environ 55% vivaient dans des villes de plus de 500 000 habitants (Malassis, Padilla, 1986/285). En Italie le degré d'urbanisation n'est pas si élevé car actuellement seuls 20% de la population vivent dans des villes d'au moins 250 000 habitants et par rapport à 1961 le pourcentage a augmenté seulement d'un point (ISTAT, 1987c). On a pu constater plutôt un abandon des zones marginales en faveur d'un développement des petites et moyennes villes. Une autre donnée statistique peut mieux éclaircir la tendance : 1,6% des communes italiennes (celles ayant plus de 50 000 habitants) représente 37,2% de la population résidante, c'est-à-dire plus de 21 millions d'habitants[18]. Le manque de concentration dans les grandes agglomérations urbaines peut être vu comme un des éléments qui ont déterminé le retard du développement du "modèle agro-industriel" qui par ses caractéristiques a eu un succès rapide dans des nations à urbanisation plus élevée.

En effet, tout cela est lié directement à l'un des aspects les plus contrastants des conditions de la consommation alimentaire en Italie par rapport aux autres pays : la structure du détail alimentaire. En Europe la distribution est constituée en moyenne par 80% des

16 Notre élaboration à partir de ISTAT, Roma.- Collana di informazione e supplemento al bollettino mensile.- Roma : ISTAT, années correspondantes.

17 Pour la conversion des montants de Lires en Francs français voir l'annexe 2.

18 Notre élaboration à partir de ISTAT, Roma.- Annuario di Statistiche italiane.- Roma : ISTAT, 1985.

marchés de gros, hypermarchés et supermarchés, tandis qu'en Italie, en 1984 cela représentait seulement 32%, avec une grande différence entre les régions septentrionales et méridionales[19] en faveur des premières. Mais il faut aussi signaler que le grand détail s'accroît à un taux annuel qui en 1987 variait entre 30 et le 70%[20].

Cependant les conditions de l'activité économique ont profondément changé. Au cours des années la société s'est tertiarisée. La diminution de l'activité manuelle (actuellement les employés dépendant du secteur primaire et secondaire représentent environ 40% de l'ensemble des actifs, tandis qu'en 1970 ils représentaient encore 60%) influe sur la consommation énergétique car l'amélioration des conditions physiques du travail grâce à l'automation et la mécanisation, la diminution des horaires de travail à 40 heures (ou même moins) par semaine, une meilleure organisation des transports, une meilleure climatisation des lieux de travail et d'habitation, déterminent une diminution de nécessités énergétiques[21].

La hausse de l'emploi féminin est aussi très importante. Elle est passée de 22,8% de la population féminine totale en 1965 à 29,5% en 1987. Ceci a sûrement déterminé un bouleversement de la structure quotidienne des repas. Le repas ne pourra être préparé par aucun membre de la famille. En effet on estime que le temps-domestique d'une femme mariée avec des enfants et qui travaille diminue au moins d'un tiers et atteint 30 heures par semaine (Lambert, 1984). Le dîner prend l'importance qu'avait autrefois le déjeuner et le temps consacré à la préparation et à la cuisson est limité. D'où la tendance à la hausse de la consommation extra-domestique et de plats à haut contenu de service. Par conséquent les habitudes alimentaires commencent à changer.

Les plats à emporter (*take away*) et les *fast food* style americain se sont développés. A ce propos il est intéressant de reporter quelques données statistiques sur ce genre de restauration. En Italie le fast food est né en 1982. Maintenant on compte 140 centres différents avec une croissance annuelle qui atteint 20%. La plupart (62%) appartiennent à des chaînes de restauration et on prévoit pour l'an 1990 un taux de 2,5% du chiffre d'affaires du marché de la restauration[22].

En plus, la concentration économique favorise celle des travailleurs, la distance de l'habitation du lieu de travail (rappellons qu'environ 35% des actifs italiens n'exercent pas leurs activités dans leurs ville de résidence), le manque de temps pour la consommation des repas en famille, favorisent le développement des cantines et des lieux de restauration publics commerciaux et institutionnels. Le chiffre d'affaires et sa croissance en pourcentage pour quelques unes des plus grandes entreprises italiennes de restauration nous montre ce développement : la Gemeaz a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 190

19 Les indices de croissance les plus élevés ont étés calculés dans le Midi (Carafa, 1988/54).

20 LARGO CONSUMO, Roma.- n. 12, 1987, p. 24.

21 On a pu percevoir dans ce sens en Italie une diminution de la consommation de viande, accompagnée par une croissance de celle des produits laitiers, frais ou demi-frais, comme les yaourts et les fromages frais, les fruits et les légumes et enfin les céréales, avec en première ligne les produits pour le petit-déjeuner.

22 Les résultats d'un sondage fait à Milan pour identifier le type de client sont significatifs : 70% n'ont pas plus de 24 ans ; 36% travaillent dans le tertiaire tandis que 48% sont des étudiants. 45% y vont parce que c'est tout près de leur lieu d'habitation, d'école ou de travail. 45% s'y rendent aux heures habituelles des repas et, ce qui est très important, 83% des interviewés utilisent moins de 30 minutes pour chaque consommation (LARGO CONSUMO, Roma.- n. 2, 1987.- p. 99 à 103).

milliards de lires et une croissance à partir de 1983 de 37%, Onama 50 milliards et 42% de croissance, Rest Hotel, 25 milliards et 81% de hausse en deux années[23].

Enfin, il faut tenir compte de deux phénomènes liés au développement économique, c'est-à-dire le nombre de plus en plus significatif de personnes seules (*singles*) qui utilisent très souvent des produits précuits et des surgelés, et la naissance d'une "nouvelle pauvreté" induite par la croissance des chômeurs qui dépassent actuellement 12% de la population.

Ajoutons encore que la diffusion de l'information concernant les progrès scientifiques et techniques, ainsi que l'information médiatique et l'élevation du niveau d'éducation[24] (voir tableau 1) ont influencé à la fois les modes de consommation et les produits consommés.

Désormais, le consommateur est concerné par les excès nutritionnels et les régimes déséquilibrés (ITPA, 1987/10). D'après une enquête statistique basée sur un échantillon représentatif de la population, au-moins la moitié de la population italienne dépasse nettement son poids-forme[25].

Il est donc important de noter que les caractéristiques des produits changent : les aliments ont généralement une composition plus équilibrée et on remarque une hausse de demande (10% par an) pour les produits diététiques et biologiques[26].

2 La différenciation régionale

En Italie la localisation géographique conserve un rôle essentiel dans la détermination et la différenciation de la consommation alimentaire.

Au cours d'une première phase, après la deuxième guerre mondiale, la partie méridionale du pays s'est trouvée nettement défavorisée par rapport à la zone septentrionale qui connaissait une forte industrialisation. Le développement qui a suivi n'a pu qu'accentuer les différences, en conduisant à une concentration de la richesse dans les zones industrialisées. La pauvreté, le niveau de santé et le niveau d'éducation du midi par rapport au nord ont eu une influence importante sur le niveau de consommation générale, et encore aujourd'hui, malgré une certaine croissance économique et sociale, les effets sur la consommation alimentaire sont évidents.

La figure 5.1 nous permet de visualiser la distribution des ménages et des dépenses selon une répartition de l'achat mensuel familial. On remarque qu'au niveau de la classe de dépense mensuelle la plus basse (400 000 lires) le pourcentage des ménages est bien plus élevé au sud (9%) qu'au nord (5%). Inversement, en Italie du nord-centre 12,7% des ménages dépensent plus de 3 millions contre 6% seulement au sud. Globalement , le plus gros pourcentage des ménages du midi dépense entre 400 000 et 1,4 millions de lires, alors que pour le nord il se concentre autour de 1,2 millions de dépense.

---

23 LARGO CONSUMO, Roma.- n. 3, 1987.- p. 184.

24 Par exemple la croissance en pourcentage des titulaires d'un baccalauréat de 1960 à 1985 à été de 330% (ISTAT, 1987, op. cit.).

25 25% de plus de 100 000 milliard de lires dépensés par les italiens pour l'alimentation peuvent être attribués à des gaspillages (ITPA, 1987, op. cit., p. 34).

26 LARGO CONSUMO, Roma.- n. 1, 1989, p. 149.

Les courbes de distribution des dépenses révèlent un déséquilibre régional en faveur de la zone nord-centre, les fréquences de population dans les classes supérieures de dépense y étant plus élevées. Ceci reflète la répartition nationale des revenus familiaux. La moyenne des revenus dans le nord-centre (presque 2 millions de lires) dépasse de près de 25% le revenu moyen des familles du sud (1,6 millions de lires).

Nous reviendrons sur cette différence de degré de développement entre nord et sud à propos de la consommation sur la base de la catégorie socio-professionnelle du chef de famille. Dans cette phase on analyse plutôt la consommation du point de vue quantitatif et du point de vue de la dépense par rapport à la région de résidence. Le tableau 5.1 nous donne la valeur de la quantité mensuelle moyenne consommée en 1985. Les données, réparties par région, ont été ensuite reliées et résumées dans la moyenne de deux circonscriptions nord-centre et sud sur la base de la répartition territoriale utilisée par l'ISTAT.

Quelques chiffres significatifs témoignent de la différence qui existe entre le sud et le reste de l'Italie. En moyenne dans le sud chacun consomme chaque mois environ 1,6 kg de pain et 1,3 kg de pâtes de plus qu'au nord-centre, ainsi que 600 g de poisson en plus, ce qui constitue une valeur très intéressante, bien que ce produit n'ait pas un poids très fort dans l'apport nutritionnel de la ration. Ce qui compense pour le nord-centre cette différence de consommation, c'est la viande, le lait et les produits laitiers et les fruits.

Pour mieux comparer les différentes habitudes alimentaires septentrionales et méridionales, nous pouvons nous reporter aux figures 5.2 et 5.3 concernant la variation en pourcentage de la moyenne nationale de la consommation de quelques aliments parmi les principaux. On peut remarquer que les tendances indiquées trouvent une pleine confirmation. La localisation géographique, et donc les traditions et les habitudes, jouent dans plusieurs cas un rôle important en définissant une sorte de spécialisation gastronomique. Ainsi, dans les régions méridionales on constate la prédominance de la consommation de produits (pain et pâtes) qui assurent une acquisition énergétique (en calories végétales) à bon marché, ce qui a permis dans le passé de combattre la famine. Actuellement ces produits constituent les recettes considérées comme traditionnelles dans ces régions. En réalité les conditions économiques de certains lieux stimulent encore la consommation de ces produits "pauvres".

Si on observe le centre et surtout le nord, on peut noter que la situation change complètement. Ces régions, tout en maintenant une alimentation méditerranéenne encore riche en produits amylacés, ont développé la consommation de calories chères, comme celles fournies par la viande, les fruits, le lait, les fromages, illustrant la loi de substitution de la société de satiété liée à la hausse du revenu et donc du pouvoir d'achat.

Le tableau 5.2, dans lequel on mentionne la valeur de la dépense mensuelle par tête et par produit selon la région de résidence, confirme ce qui précède. On peut noter que, si l'on exclut la dépense pour le poisson, les valeurs moyennes les plus élevées de la dépense pour tous les produits concernent la circonscription nord-centre. De même, pour les dépenses alimentaires totales (à l'exclusion des repas hors domicile), on observe un écart de 13,5% entre le nord et le sud.

Une autre donnée plutôt intéressante est celle qui concerne la consommation extra-domestique : en moyenne 100 lires dans le midi pour une dépense dans le reste de l'Italie de 230 lires. Selon le Ministère de l'Industrie et du Commerce, en 1985 les 3/4 des 170 000 bars et restaurants se trouvaient dans la région nord-centre, avec un taux record de 85% en ce qui concerne les *fast foods*.

3 Consommation et catégories socio-professionnelles

La localisation géographique et la répartition territoriale des revenus et de la consommation, ne sont pas les seuls faits qui expliquent la différenciation des modèles de consommation alimentaire. Pour bien définir un MCA, il importe d'analyser la relation entre consommation et répartition sociale du revenu.

Les données nationales[27] relatives à 1985 (tableau 5.3) indiquent que les chefs d'entreprise et les professions libérales ont réalisé la plus grande dépense moyenne mensuelle familiale pour l'alimentation, tandis que les ouvriers agricoles réalisent la plus petite. Si on observe la structure de la dépense exprimée par certaines catégories de produits, les pourcentages sont relativement homogènes tant pour la viande que pour les fruits et les légumes[28].

Au contraire le tableau 5.4 démontre comment la consommation extra-domestique est dépendante des conditions objectives de la consommation ainsi que du niveau des revenus. En effet la catégorie des agriculteurs indépendants, qui réalise les dépenses pour l'alimentation les plus élevées, consacre seulement 8,2% du montant total à la consommation extra-domestique contre près de 25% pour les professions libérales.

La consommation extra-domestique des ouvriers et assimilés de l'industrie et des services est la plus basse, 2,5 fois inférieure à celle des professions libérales ; ces dernières sont suivies par les ouvriers du secteur des services et les chefs et les employés de tous les secteurs.

A ce stade il faut observer s'il existe, pour les mêmes catégories socio-professionnelles (C.S.P.) vivant dans des régions différentes, un mode de consommation similaire.

Les tableaux 5.5 et 5.6, qui prennent en considération le coefficient de la dépense des deux circonscriptions en fonction de la C.S.P., nous indiquent que pour chaque type d'aliment la dépense des régions nord-centre et du midi présentent des valeurs différentes confirmant ainsi la non-égalité du degré de développement. On peut noter que la part des dépenses consacrée à l'alimentation varie avec la C.S.P. (loi d'Engel) ; ainsi cette part est la plus faible chez les chefs d'entreprise et les professions libérales, et la plus grande chez les ouvriers agricoles. Mais de plus, ces deux catégories montrent des écarts de coefficients de l'ordre de +5,6% pour les entrepreneurs du sud et +10,35% pour les ouvriers agricoles de la même zone.

Il est donc clair que même entre C.S.P. homogènes mais qui appartiennent à des régions différentes il n'existe ni un comportement ni un pouvoir d'achat qui se ressemblent. Tout ceci nous permet de comprendre que la différence de consommation entre midi et nord-centre n'est pas seulement le résultat d'une différente distribution des classes ouvrières dans les deux circonscriptions, mais aussi d'un manque de développement dans tous les secteurs productifs du sud qui entraîne une grande différence avec le nord, même dans les classes les plus aisées.

Nous examinerons maintenant le comportement alimentaire selon les catégories socio-professionnelles.

---

27 Les familles sont classées par l'ISTAT en 10 catégories socio-professionnelles selon la profession et le grade du chef de famille.

28 Excepté les travailleurs indépendants et les salariés de l'agriculture.

Un premier aspect étonnant ressort des données qui concernent les retraités. Ils ont réalisé au nord la plus grande dépense pour l'alimentation en absolu avec 176 000 lires mensuelles, environ 16% de plus que la même catégorie du midi, dont la part dépasse de 9% celle des chefs d'entreprise de la même zone.

D'un point de vue quantitatif, ils détiennent au nord la plus haute consommation de viande (après les agriculteurs), d'huile, lait et dérivés, oeufs, fruits et sont parmi les principaux consommateurs en ce qui concerne les pâtes, le pain et le sucre. La même tendance existe au sud du pays, mais avec la liste de produits opposée.

Face à ce résultat surprenant, contraire à l'image qu'on a du retraité peu exigeant et modéré dans la consommation, on peut présenter une hypothèse qui se base sur la répartition du coefficient d'achat. On peut supposer que ces gens, notamment la vieille génération de travailleurs retraités, n'étant pas trop exigeants en ce qui concerne les besoins quotidiens (excepté ceux relatifs à la santé), donnent leur préférence à l'alimentation, y compris extra-domestique.

Toutefois, sur la base des données du tableau 5.7, on peut relever que la plus grande consommation quantitative absolue (le prix par unité de produit) est dépassée par de nombreuses catégories. Par exemple, les retraités dépensent pour une quantité unitaire de lait 103 au nord et 107 au sud, tandis que pour le même produit les valeurs sont respectivement 108 et 116 dans la catégorie des chefs d'entreprise. Cela signifie donc que la catégorie des retraités, par rapport à celles ayant un revenu plus élevé, montre une tendance à la consommation de produits avec un contenu de service peu élevé et donc moins chers.

Les cadres et les employés du tertiaire au nord-centre, ne présentent pas seulement un niveau de dépense qui se rapproche de celui des chefs d'entreprises, mais ils réalisent dans certains secteurs des rapports dépense-qualité égaux sinon meilleurs (pain, viande, fromage, oeufs). Dans le midi cette tendance existe mais elle est loin d'être aussi évidente parce que la dépense totale est inférieure de 10,5% à celle des chefs d'entreprise de la même zone. Malgré tout ils forment une catégorie qui essaie d'imiter les chefs d'entreprise tout en présentant des caractères de différenciation et d'évolution dans la façon de consommer.

Une position assez proche de celle des cadres du tertiaire est occupée par les professions libérales du même secteur productif. Même en réalisant une dépense totale inférieure à 3% au nord (un peu plus au sud), en réalité des comportements tout à fait semblables se dessinent dans beaucoup de secteurs alimentaires. Si l'on juge l'achat par rapport au revenu, on se rend compte que pour les pâtes, le poisson, l'huile, les fromages, les fruits et le sucre, les valeurs sont très proches et dans certains cas même meilleures.

Même tendance, mais avec des habitudes alimentaires différentes, dans la catégorie des ouvriers agricoles indépendants: d'un point de vue quantitatif ils sont les plus grands consommateurs au nord-centre de pain, pâtes, viande, huile, oeufs et sucre. Cette considération est aussi valable dans le midi, mais nettement inférieure notamment pour la consommation du lait, de la viande et des fruits.

La catégorie avec la moindre dépense pour l'alimentation, à cause des limites imposées par une disponibilité économique inférieure, est celle des ouvriers agricoles dépendants. Ceux-ci sont de gros consommateurs de pain et de pâtes (et de volailles au nord), c'est-à-dire de tous les produits qui permettent d'atteindre la satiété avec la plus petite dépense par unité de consommation.

Ensuite on trouve la catégorie des ouvriers de l'industrie et du tertiaire, qui non seulement dépensent davantage que les ouvriers agricoles, mais atteignent une quantité et une qualité supérieures notamment pour ce qui concerne la viande bovine, poisson, lait et fruits.

Enfin, les cadres et les employés de l'agriculture et de l'industrie montrent, surtout au nord, la plus petite consommation absolue de pain et de pâtes et un rapport dépense-qualité pour la viande très élevé : 12,6 par consommation unitaire par rapport à 12,2, valeur enregistrée par la catégorie des entrepreneurs.

Chapitre VI - Pour une typologie des modèles de consommation alimentaire en Italie

1 Typologie des MCA en Italie

L'analyse qui a été développée précédemment nous permet de constater que les variables principales qui déterminent la complexité du MCA italien sont au nombre de deux.

La première, qui souligne les aspects régionaux du pays, nous indique l'existence de deux modèles de consommation alimentaire bien distincts qui caractérisent l'Italie septentrionale et méridionale. Les régions du nord et du centre ont en effet un style de vie qui les lie au modèle des autres pays développés, tandis que le midi reste encore solidement lié à ses traditions méditerranéennes.

La deuxième variable, qui souligne les aspects socio-économiques du pays, nous permet une répartition des deux modèles en sous-modèles[29] (voir fig. 6.1).

Le MCA du *nord-centre* intéresse 64% de la population nationale. Le revenu mensuel moyen par tête (692 000 lires) dépasse de 44% celui du midi (479 000 lires), et, de plus, le nombre de femmes employées dans des travaux extra-domestiques y est bien supérieur.

Les effets en sont évidents à travers certaines habitudes qui distinguent le modèle. La dépense moyenne mensuelle par composante destinée à la consommation alimentaire dépasse de 5% la moyenne nationale et en même temps détermine un coefficient moyen de la dépense (26%) inférieur de deux points au coefficient national. Le consommateur du nord-centre satisfait ses besoins primaires d'une façon différente, en se tournant vers l'achat de produits alimentaires plus chers. Il consomme , par rapport à la moyenne nationale, plus de viande de boeuf (8%), de lait (11%), de fromages (14%), de fruits (8,5%) et de sucre (5%), et moins de pain (12%) et de pâtes (16%)[30].

De plus, c'est surtout ce groupe qui répond d'une façon positive aux nouvelles propositions de l'industrie agro-alimentaire en dépensant de grandes quantités d'argent même pour les secteurs dans lesquels les quantités consommées sont inférieures à la moyenne nationale. Le manque de temps domestique et la nécessité de disposer toujours de produits prêts à la cuisson, dirigent les consommateurs vers les aliments à haut contenu de services, achetés dans un réseau de supermarchés bien plus développé dans cette zone qu'au sud. La consommation sur le lieu de travail est de plus en plus importante ; le consommateur du nord-centre dépense pour ce secteur 30% de plus que celui du sud.

Face au MCA nord-centre, dans son ensemble très développé et même internationalisé, on trouve le MCA sud apparemment fort lié aux habitudes et consommations des pays méditerranéens. Ressources et conditions de production moins développées constituent le pivot pour une distribution des revenus qui restent au-dessous de la moyenne nationale.

---

29 Il faut quand-même observer que dans cette analyse il manque la catégorie des marginaux, ou plutôt des "nouveaux pauvres" : chômeurs qui survivent avec des travaux précaires et avec l'aide publique mais qui sont difficiles à identifier à travers les données publiées par l'ISTAT.

30 Cela confirme les données de J. Klatzmann (1983) à propos du coût de la calorie et la démonstration de P. François (1984) à propos de la modification de la structure nutritionnelle par rapport au revenu.

Cela se traduit par un niveau de la dépense inférieur de 9% à la moyenne et par un coefficient d'achat de produits alimentaires qui dépasse de 5% la moyenne nationale.

L'alimentation polarise l'attention des consommateurs en les dirigeant vers les produits à bon marché et en même temps plus typiques du régime alimentaire méditerranéen. Pain, pâtes, huile et poisson représentent la base de leur achat, même si toutes les catégories sont dépassées par les catégories correspondantes du nord-centre. La tendance à l'approvisionnement quotidien en est un facteur fondamental, facilité par une plus grande disponibilité de temps des femmes, moins engagées dans le travail extra-domestique.

Signalons, pour terminer, que les repas sont davantage pris à domicile, et, de ce fait, la dépense extra-domestique est de 51% inférieure à la moyenne nationale.

2 Les sous-modèles alimentaires

En récapitulant en partie ce qu'on a mis en évidence jusqu'à présent, on peut maintenant proposer des sous-modèles alimentaires (SMCA), (fig. 6.1).

On peut indiquer comme SMCA *nord-centre supérieur*, celui des chefs d'entreprise et des professions libérales, dont la dépense alimentaire dépasse de 9% la moyenne nationale et pour qui l'effet qualité est particulièrement important par rapport à la quantité consommée. La restauration à l'extérieur est très élevée (2,8 fois la moyenne), ce qui confirme un choix de vie moins lié aux habitudes domestiques.

Un sous-modèle très proche du précédent, est celui des cadres, c'est-à-dire des travailleurs indépendants, chefs et employés du tertiaire. Leur dépense alimentaire par tête se place entre la situation globale du nord-centre et celle des chefs d'entreprise. On peut donc définir ce sous-modèle comme SMCA *nord-centre intermédiaire*.

On trouve ensuite le sous-modèle *nord-centre populaire*, constitué essentiellement par les travailleurs indépendants de l'agriculture et de l'industrie, chefs et employés des mêmes secteurs, et ouvriers. Ces catégories (avec des aspects différents) réalisent une dépense alimentaire au-dessous de la moyenne. Puisque leur consommation énergétique (surtout les ouvriers) dépasse la moyenne, on constate une plus grande consommation de produits de basse qualité. Les travailleurs indépendants de l'industrie et les chefs du même secteur forment une importante exception. Ils peuvent acheter des produits de meilleure qualité, tandis que les ouvriers sont l'exemple typique de la catégorie de consommateurs plus traditionalistes.

Reste à prendre en considération le sous-modèle *nord-centre retraité* qui constitue la vraie surprise du MCA nord-centre. Le revenu moyen de cette catégorie est bas, mais partagé entre un petit nombre de personnes par foyer. Cela leur permet, au moins dans le secteur alimentaire, une satisfaction qualitative et quantitative supérieure à leurs besoins. Ce sont des consommateurs qui ne dédaignent pas, dans certains cas, les nouveautés alimentaires et les repas hors de la maison.

En prenant en considération le MCA qui qualifie le sud, on peut aussi dégager un sous-modèle *sud supérieur* qui se distingue nettement de la moyenne. C'est celui des chefs d'entreprise et des professions liberales qui peuvent se permettre de dépenser pour l'alimentation le même chiffre que leurs collègues du nord-centre, mais qui achètent moins d'aliments-service à cause des conditions objectives de consommation différentes. Ce sont justement ces conditions qui déterminent une consommation extra-domestique qui dépasse de 2,3 fois la moyenne du midi, mais qui est en même temps, insignifiante par rapport à la moyenne du nord-centre.

Le sous-modèle *sud intermédiaire* comprend les cadres moyens et les travailleurs indépendants de l'industrie et des services du midi. Il se distingue nettement de celui du nord-centre à la fois par la dépense soutenue et par les habitudes. La consommation extra-domestique est presque inexistante. La recherche d'une certaine qualité dans les limites des possibilités économiques constitue la tentative d'imitation du modèle supérieur.

Le sous-modèle *sud populaire* concerne les travailleurs qui ont une dépense alimentaire nettement inférieure à celle du sous-modèle du nord-centre. Dans ce cas le coefficient d'achat pour l'alimentation se situe autour de 35 et 40% et démontre l'importance qu'a encore l'alimentation dans le bilan familial. Il est difficile de penser que ces consommateurs peuvent se réapprovisionner périodiquement et avec des produits-service auprès des grands centres de distribution (il y en a d'ailleurs très peu). Les jardins potagers, et donc une forte autoconsommation, peuvent constituer souvent une solution à leurs problèmes de budget difficiles à résoudre.

On trouve enfin le sous-modèle *sud retraité* qui est le seul à réaliser, avec les cadres du tertiaire et les chefs d'entreprise, une dépense supérieure à la moyenne relevée au sud. Pour ceux-ci (avec les limitations opportunes imposées par la différence des coefficients de l'achat et par la dépense totale) les considérations faites pour la catégorie équivalente du nord-centre sont valables, excepté la restauration hors de la maison.

TABLEAUX ET FIGURES

PREMIERE PARTIE

Tableau 3.1 Classification agro-nutritionnelle des aliments

Catégories nutritionnelles	Produits agricoles de base	Groupes agro-nutrit.
Produits riches en glucides (PRG)	Sucre et miel	SM
	Céréales	CR
	Racines et tubercules	
	Fruits	FL
	Légumes	
Produits riches en protéines (PRP)	Légumineuses	LS
	Viandes et abats	VO
	Œufs	
	Lait et produits laitiers	LT
	Poissons et fruits de mer	PS
Produits riches en lipides (PRL)	Huiles et graisses végétales	MG
	Huiles et graisses animales	
Boissons et stimulants (BS)	Boissons alcooliques et non-alc.	BS
	Stimulants (café, thé, etc.)	
	Épices	

Source: Malassis, Padilla, 1986/34.

Tableau 3.2 Evolution de la base agro-alimentaire italienne, 1972-74/1982-84*
(disponibilités moyennes par habitant et par jour)

Groupes de produits	Protéines			Lipides			Calories Finales		
de base (sigles)	grammes	%	Δ**	grammes	%	Δ**	nombre	%	Δ**
CR	37.6	35.7	-13.2	4.1	2.9	-14.6	1198	34.4	-13.3
	43.6	**44.4**		**4.8**	**3.9**		**1382**	**39.3**	
SM							291	8.4	-10.2
							324	**9.2**	
FL	7.6	7.2	7	1.8	1.3	0	244	7	0.4
	7.1	**7.2**		**1.8**	**1.5**		**243**	**6.9**	
LS	2	1.9	-26	0.2	0.1	0	31	0.9	-26.2
	2.7	**2.7**		**0.2**	**0.2**		**42**	**1.2**	
VO	30.8	29.3	15.4	35.5	25.5	13.4	453	13	13.8
	26.7	**27.2**		**31.3**	**25.6**		**398**	**11.3**	
PS	4.4	4.2	18.9	1	0.7	25	28	0.8	16.7
	3.7	**3.8**		**0.8**	**0.6**		**24**	**0.7**	
LT	18.7	17.8	52	19.7	14.2	34.9	316	9.1	44.3
	12.3	**12.5**		**14.6**	**11.9**		**219**	**6.2**	
MG	0.8	0.8	-20	75.9	54.6	11.9	681	19.6	12
	1	**1**		**67.8**	**55.4**		**608**	**17.3**	
BS	1.1	1	22	0.4	0.3	-60	225	6.5	-20
	0.9	**0.9**		**1**	**0.8**		**281**	**3**	
Prod. végétaux	49.3	46.9	-11	66.8	48.1	2.3	2530	72.7	-9.2
	55.4	**56.4**		**65.3**	**53.4**		**2786**	**79.2**	
Prod. animaux	55.9	53.1	30	72.2	51.9	26.7	950	27.3	29.6
	42.8	**43.6**		**57**	**46.6**		**733**	**20.8**	
Total	105.2	100	7.2	138.9	100	13.9	3480	100	-1.1
	98.1	**100**		**122.3**	**100**		**3519**	**100**	

Source : nos calculs sur la base FAO (Bilans alimentaires).

* En gras les données pour 1972-74; sigles : cf. tableau 3.1.
** Variation en pourcentage par rapport aux quantités consommées entre 1982-84 et 1972-74.

Tableau 3.3 Fonction nutritionnelle des groupes de produits de base en Italie, moyenne 1982-84*

Sigles	Protéines (en %)	Lipides (en %)	Glucides (en %)	Total
CR	12.55	3.08	84.37	100
SM			100.00	100
FL	12.46	6.64	80.90	100
LS	25.81	5.81	68.39	100
VO	27.20	70.53	2.27	100
LT	23.67	56.11	20.22	100
MG		100.00		100
PS	62.80	32.00	5.20	100
PV	7.80	23.80	68.40	100
PA	23.50	68.40	8.10	100

Source : nos calculs sur la base FAO (Bilans alimentaires).

* En pourcentage des apports énergétiques totaux pour chaque groupe de produits sigles : cf. tableau 3.1.

Tableau 3.4 Disponibilités agro-nutritionnelles pour quelques pays en 1985

Disponibilités énergétiques relatives (indices calculés sur la base du MAN O=100) par groupes de produits de base (première ligne) et importance relative de ces différents groupes dans les disponibilités totales de chaque pays (en gras)

Pays	CR *	SM	LS	FL	VO	LT	PS	MG
Australie	73,72	121,97	29,24	103,35	108,73	107,08	54,14	72,84
	22,84	**16,53**	**0,20**	**5,42**	**23,35**	**14,36**	**0,80**	**15,52**
France	104,96	89,42	45,81	98,31	118,32	103,46	85,12	101,35
	33,76	**12,58**	**0,32**	**5,35**	**26,37**	**14,40**	**1,31**	**22,42**
Allemagne	94,67	107,65	47,76	113,99	140,32	102,06	47,68	94,20
	25,14	**12,50**	**0,28**	**5,12**	**25,82**	**11,73**	**0,61**	**17,21**
Italie	130,44	69,87	139,38	140,17	92,82	72,76	53,48	107,00
	35,77	**8,38**	**0,84**	**6,50**	**17,64**	**8,64**	**0,70**	**20,18**
Japon	131,37	54,09	137,43	70,62	49,46	23,22	343,14	55,16
	47,12	**8,49**	**1,08**	**4,29**	**12,30**	**3,61**	**5,89**	**13,62**
Nouvelle-Zélande	91,69	98,04	56,04	117,70	103,40	132,12	37,21	48,22
	32,17	**15,04**	**0,43**	**6,99**	**25,14**	**20,07**	**0,62**	**11,64**
Royaume-Uni	111,80	95,99	108,19	82,45	87,49	89,76	68,18	124,43
	30,90	**11,61**	**0,65**	**3,86**	**16,76**	**10,74**	**0,90**	**23,66**
États-Unis	78,13	159,46	136,45	99,01	125,63	93,53	44,12	105,46
	20,69	**18,47**	**0,79**	**4,44**	**23,06**	**10,72**	**0,56**	**19,21**
Turquie	216,00	70,80	677,88	156,60	24,34	26,57	24,73	52,99
	60,55	**8,68**	**4,15**	**7,43**	**4,73**	**3,22**	**0,33**	**10,22**
Yougoslavie	128,94	88,20	223,68	66,72	82,94	57,73	11,36	39,57
	36,87	**11,04**	**1,40**	**3,23**	**16,45**	**7,15**	**0,16**	**7,79**
Finlande	96,37	97,62	75,05	68,42	87,45	106,51	101,60	67,33
	30,92	**13,70**	**0,53**	**3,71**	**19,44**	**14,79**	**1,56**	**14,86**
Canada	88,50	113,01	108,67	106,62	106,61	95,40	43,00	91,00
	25,84	**14,43**	**0,69**	**5,27**	**21,57**	**12,06**	**0,60**	**18,28**
Espagne	107,58	86,38	275,83	159,49	89,90	61,82	145,94	100,21
	31,01	**10,89**	**1,74**	**7,78**	**17,96**	**7,71**	**2,01**	**19,87**

Source : nos calculs sur la base OCDE, 1986.

* Sigles : cf. tableau 3.1.

Tableau 3.5 Caractéristiques nutritionnelles des MAN pour quelques pays en 1985

	Caractéristiques énergétiques			Caractéristiques protéiques			Structure nutritionnelle		
Pays	Principaux produits de base*	CF	% CA	Principaux produits de base*	PT (g)	% PA	P	L	G
Australie	CR-SM-VO-LT-MG	3030,6	41	CR-VO-LT	100,50	73	13	42	45
France	CR-SM-VO-LT-MG	2920,1	52	CR-VO-LT	112,60	73	15	52	33
Allemagne	CR-SM-VO-LT-MG	3536,5	46	CR-VO-LT	103,00	68	12	47	41
Italie	CR-VO-MG	3425	31	CR-VO-LT	108,30	55	13	42	46
Japon	CR-VO-MG	2616,8	25	CR-VO-PS	91,40	51	14	30	56
Nouvelle-Zélande	CR-SM-VO-LT-MG	2676,7	52	CR-VO-LT	97,90	71	15	38	48
Royaume-Uni	CR-SM-VO-LT-MG	3397,4	38	CR-VO-LT	95,30	61	11	44	44
États- Unis	CR-SM-VO-LT-MG	3546,3	36	CR-VO-LT	106,60	70	12	45	43
Turquie	CR-MG	3350,2	10	CR-VO	102,90	21	12	19	69
Irlande	CR-SM-VO-LT-MG	3846,7	41	CR-VO-LT	115,90	65	12	42	46
Espagne	CR-SM-VO-MG	3258,3	29	CR-VO-LT	96,60	57	12	41	47
Canada	CR-SM-VO-LT-MG	3216,1	45	CR-VO-LT	100,70	67	13	43	45
Finlande	CR-SM-VO-LT-MG	2927,1	46	CR-VO-LT	91,80	66	13	40	47

Source : nos calculs sur la base OCDE, 1986.

* Produits de base représentant plus de 10% des apports énergétiques et protéiques; sigles: cf. tableau 3.1.

Tableau 3.6 Caractéristiques nutritionnelles des trois MAN types en 1985

	Caractéristiques énergétiques			Caractéristiques protéiques			Structure nutritionnelle		
	Principaux produits de base*	CF	% CA	Principaux produits de base*	PT (g)	% PA	P	L	G
Anglo-saxon	CR-SM-VO-LT-MG	3292,3	43	CR-LT-VO	102,0	69	13	45	43
Européen	CR-SM-VO-MG	3258,3	29	CR-LT-VO	96,6	57	12	41	47
Méditerranéen	CR-VO-MG	3263,8	29	CR-LT-VO	98,2	53	12	39	49

Source : nos calculs sur la base OCDE, 1986.

* Produits de base représentant plus de 10% des apports énergétiques et protéiques; sigles: cf. tableau 3.1.

Tableau 3.7 Évolution de la géographie des MAN structurels, moyenne 1975-77, 1985.

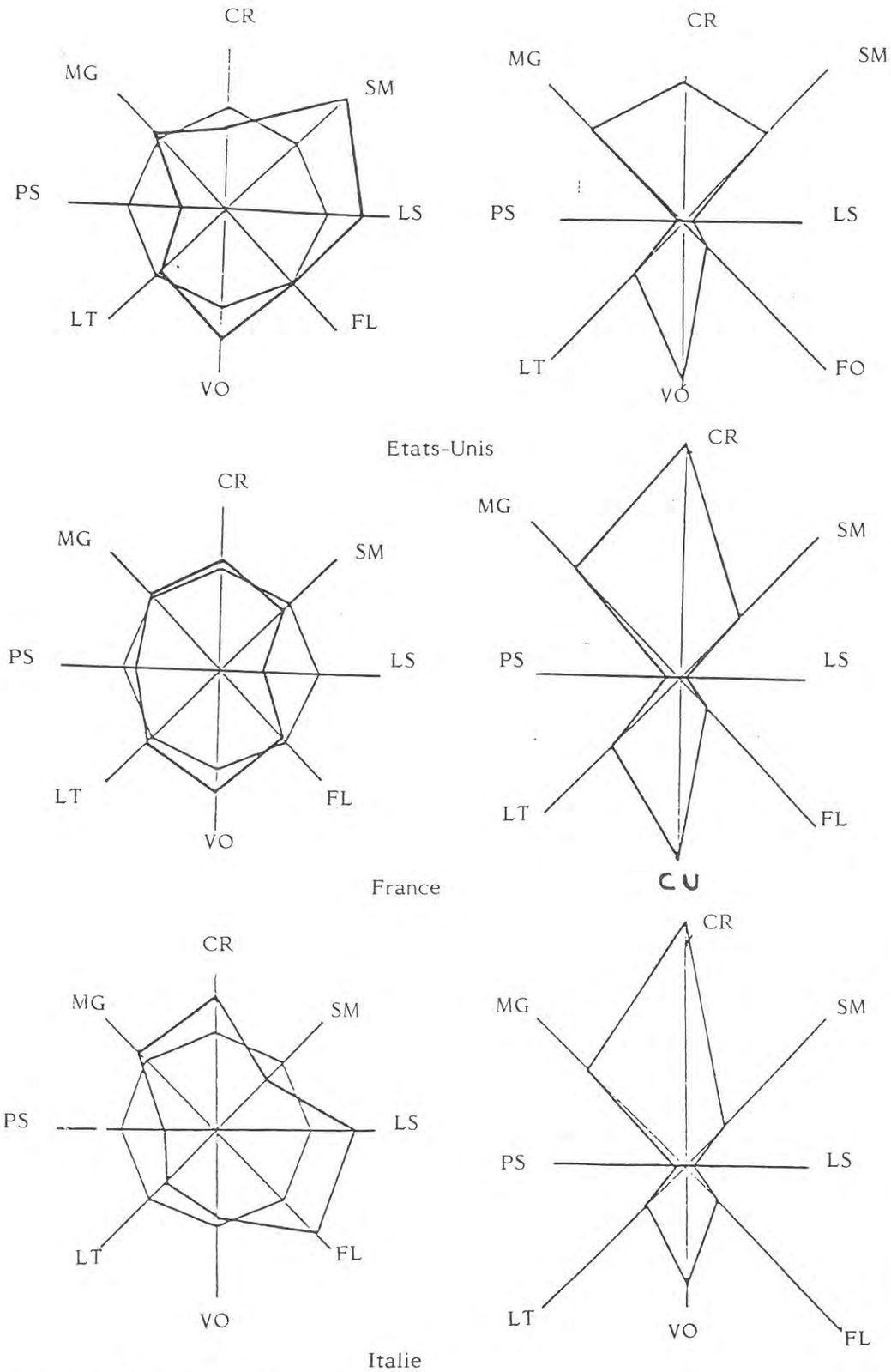
Typologie	Produits caractéristiques*	1975-77	1985
Anglo-saxon	CR-SM-LT-VO-MG	Australie, États-Unis, Canada, Danemark, Finlande, Irlande Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas Royaume-Uni, Suède, Suisse	Australie, États-Unies, Canada, Danemark, Finlande, Irlande Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas Royaume-Uni, Suède, Suisse *Allemagne Fédérale, France, Bénélux*
Européen	CR-SM-VO-MG	Allemagne Fédérale, Bénélux, France	*Espagne*
Méditerranéen	CR-VO-MG	Espagne, Italie, Portugal	Italie, Portugal
Traditionnel agricole:			
Céréalier	CR-VO-MG ** CPA-OG	Japon Turquie	*Japon* Turquie

Source : nos calculs sur la base OCDE, 1986 et Malassis, Padilla, 1986/47.

* Sigles: cf. tableau 3.1.
** En 1975 le Japon avait comme unique produit caractéristique le groupe CR

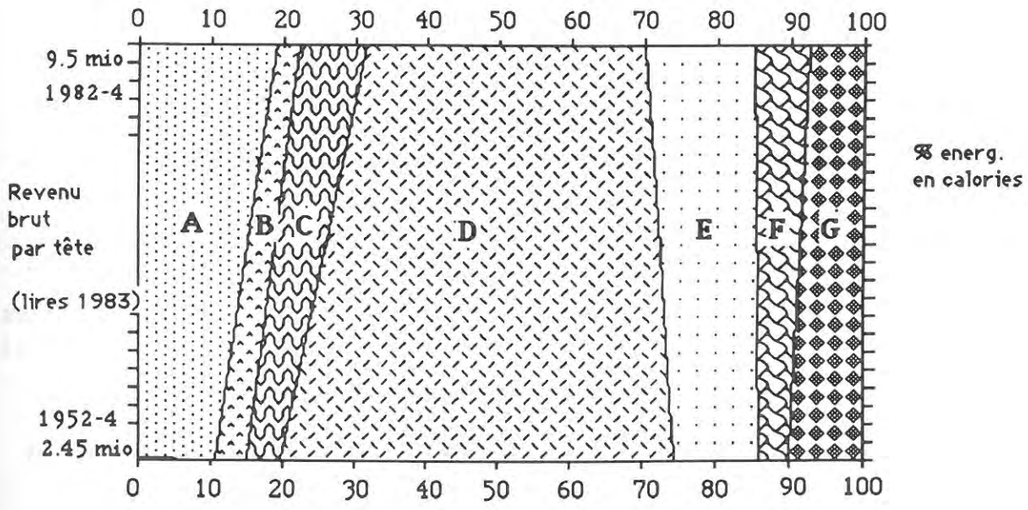
N.B. En italique les pays qui ont modifié la structure du MAN.

Fig. 3.1 Profils agro-nutritionnels d'orientation (gauche : indices/MANO. = 100) et structurels (droite : répartition des calories finales en %) pour les Etats-Unis, la France et l'Italie en 1985.



siales : cf. tab. 3.1

Fig. 3.2 Variation de la structure de la ration moyenne italienne par rapport à la variation du revenu brut, 1952-1984



A=graisse visible
B=graisse végétale invisible
C=graisse animale invisible

D=hydrate de carbone complexe (amidon)
E=sucres
F=protéines animales
G=protéines végétales

Source : ITFN, 1987.

Fig. 4.1 Dépense mensuelle des ménages par rapport aux revenus en italie, 1985

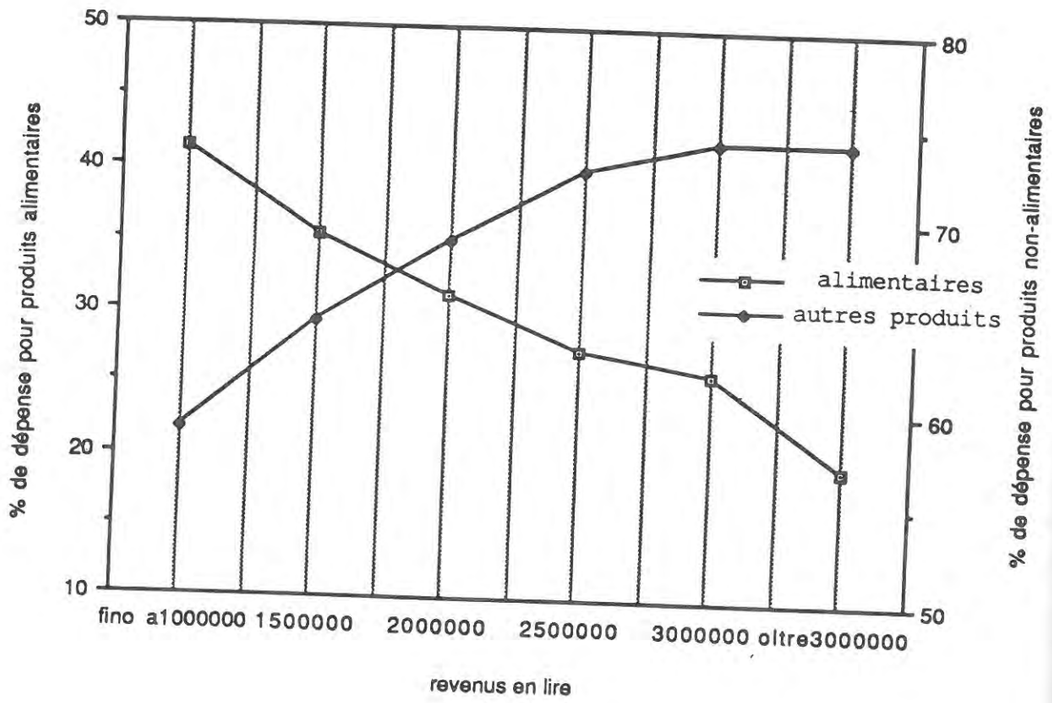
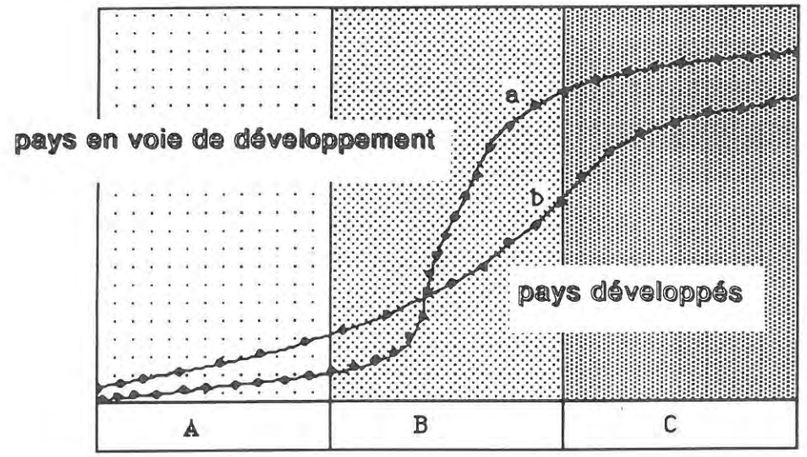


Fig. 4.2 Evolution du degré de transformation industrielle de produits par rapport à la variation de la consommation des matières premières agricoles



a=degré du développement de la transformation industrielle des productions

b=consommation par tête des matières premières agricoles

A=phase végétale
B=phase zootechnique et industrielle
C=phase post-zootechnique et de haute transformation

Source : R. ZOBOLI, en PARADIGMA, 1988/12

Tableau 4.1 Coût de la calorie pour les principaux groupes de produits

Céréales, sucres	1
Légumes secs et noix	1.5
Racines et tubercules, corps gras	2
Lait	6
Légumes, fruits, viande, oeufs, poisson	12

Source : Klatzmann, 1983/77.

Tableau 4.2 Évolution de la consommation moyenne par habitant dans les principaux pays occidentaux (en calories par jour)

Pays	1961-63	1979-81	1983-85
États-Unis	3263	3606	3652
Japon	2519	2851	2804
France	3256	3221	3337
Royaume-Uni	3355	3174	3130
RFA	3032	3433	3475
Pays-Bas	3190	3352	3355
Suisse	3479	3494	3440
Suède	2884	3068	3053
Italie	2984	3622	3486
Europe	3122	3407	3390

Source : FAO, 1987.

Tableau 4.3 Évolution des dépenses alimentaires en Italie, 1970-1986 (valeur à prix 1986)*

années	milliards de lires	variation % **
1970	104.271	-
1975	111.616	7.05
1977	114.038	2.17
1980	126.009	10.50
1984	134.675	6.88
1986	136.461	1.33

Source : nos calculs sur la base ISTAT.- Collana d'informazione.

* Voir Annexe 2 pour les taux de change.

** Dépense de l'année considérée par rapport à la dépense de l'année précédente.

Tableau 4.4 Évolution des dépenses des ménages en Italie, 1970-1985

	1970 (%)	1975 (%)	1980 (%)	1985 (%)
Alimentation	35.4	33.3	30.8	30.8
Habillement	9.5	8.8	9.2	7.8
Logement	12.8	13.0	12.6	13.1
Équipement du logement	6.2	6.7	7.0	6.1
Santé	3.7	4.9	5.2	5.7
Transports	10.1	10.2	11.3	11.9
Loisirs/culture	7.6	7.5	8.4	8.8
Divers	14.6	15.5	15.5	15.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : nos calculs sur la base ISTAT, 1987b.

Fig. 5.1 Distribution des ménages et des dépenses alimentaires par tranches de dépense en Italie

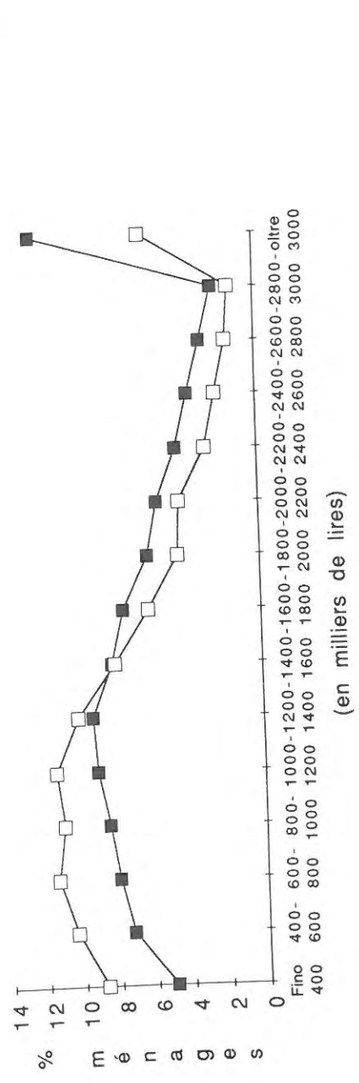


Fig. 5.2 Variation de la consommation de quelques aliments (en pourcentage de la moyenne nationale)

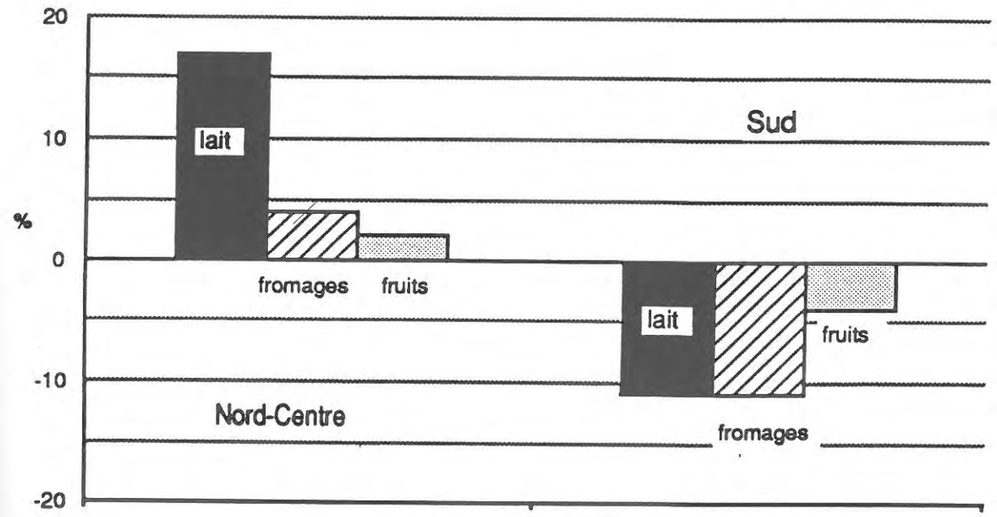


Fig. 5.3 Variation de la consommation de quelques aliments (en pourcentage de la moyenne nationale)

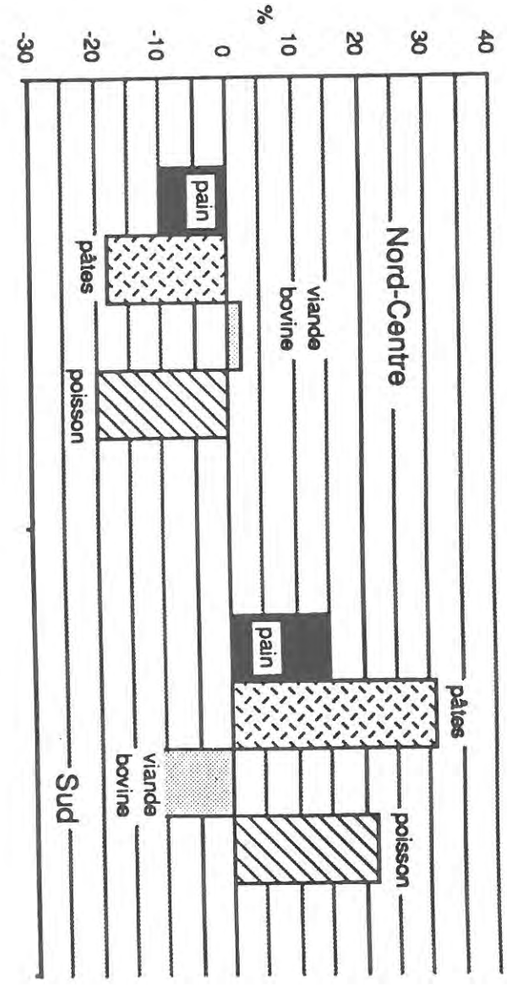


Tableau 5.1 Consommation des ménages selon la région en Italie, 1985 (quantité moyenne mensuelle en grammes)

Regions	Pain	Pâtes	Viande de boeuf	Volaille	Autres viandes	Poissons	Huiles	Lait (Dl)	Fromages	Oeufs (N)	Fruits frais et sec	Sucre
Piemonte	5643	2115	2210	1011	643	688	22	66	1064	14	7379	1609
Valle d'Aosta	5016	2071	2005	933	453	595	20	79	1089	12	5708	1674
Lombardia	4762	2044	2197	1136	679	600	18	67	1167	11	7425	1357
Trentino A. A.	4458	1768	1376	768	797	373	17	88	1112	14	6095	1766
Veneto	4741	1849	1808	1269	866	817	20	80	1132	11	6635	1663
Friuli V. G.	4882	1956	2114	1097	748	876	22	84	1551	14	8215	1454
Liguria	4513	2131	1972	1056	699	1126	22	71	1122	15	7438	1547
Emilia R.	5398	1763	1634	1246	1162	632	18	62	1016	14	6848	1120
Toscana	6036	2527	2290	1347	966	762	23	63	780	12	6584	1312
Umbria	6142	2598	1746	1480	1121	642	24	54	759	12	6355	1430
Marche	5928	2878	1998	1583	1611	1358	23	60	815	14	7193	1381
Lazio	5618	2815	2149	1402	1168	1120	25	67	1003	15	7824	1393
Abruzzi	5959	3233	1807	1446	1025	1000	25	53	849	15	7527	1464
Molise	6478	3849	1764	1149	1247	1085	28	55	954	14	6047	1643
Campania	7079	3747	1884	1109	882	1621	30	55	1102	13	7067	1533
Puglia	6219	2966	1520	985	774	1374	20	56	1127	14	7607	1211
Basilicata	6048	3643	1297	1123	668	816	20	54	747	13	5854	1436
Calabria	6834	4067	1573	1271	911	1293	28	58	1001	13	6126	1672
Sicilia	7758	4032	1653	982	581	1313	21	61	621	16	6347	1355
Sardegna	7445	2834	1776	1259	1236	1217	23	68	754	12	5891	1694
Nord-Centre	**5241**	**2194**	**2042**	**1217**	**897**	**788**	**21**	**68**	**1060**	**13**	**7193**	**1425**
Sud	**6877**	**3401**	**1718**	**1099**	**959**	**1418**	**23**	**56**	**876**	**14**	**6539**	**1351**
Italie	**5932**	**2610**	**1891**	**1202**	**908**	**1020**	**21**	**61**	**930**	**13**	**6628**	**1359**

Source : ISTAT.- I consumi delle famiglie.- Roma: ISTAT, 1986.

Tableau 5.2 **Consommation des ménages selon la région en Italie, 1985 (dépense mensuelle moyenne par tête en lire)***

Regions	Pain, céréales	Viande	Poissons	Huiles et graisses	Laits, fromages oeufs	Fruits et légumes	Sucre, café	Repas pris à l'extérieur	Total Consommation Alim. excl. repas pris à l'extérieur
Piemonte	24026	48911	6817	10255	21312	23811	11363	26330	160946
Valle d'Aosta	22929	43297	6223	10983	21867	24235	10316	37813	155618
Lombardia	24448	51680	6328	9674	22448	25765	17564	38931	168726
Trentino A. A.	19491	35497	3659	9788	21294	21079	11623	34130	135853
Veneto	21360	40004	7558	8899	20609	21731	10807	31788	145901
Friuli V. G.	23465	44095	7572	10828	24354	27112	12221	37279	166015
Liguria	25750	49793	10914	11596	24211	26161	11545	35023	176263
Emilia R.	23006	45667	5966	8687	21170	22717	8994	29929	150171
Toscana	22412	55247	8466	11947	18621	24225	10288	27806	165374
Umbria	19897	44297	6647	11405	16276	20907	9079	13677	138451
Marche	20712	55866	13260	10255	18735	23686	9608	31797	168150
Lazio	21098	54908	11648	11179	21769	26685	9123	28285	168436
Abruzzi	20477	44061	10546	11060	17363	19956	8873	18570	145970
Molise	21562	44737	10683	12308	17336	17775	11465	17399	151505
Campania	20436	42216	14444	12155	20038	21932	9842	11872	153651
Puglia	19935	35645	12854	8973	19397	21345	8155	11090	136709
Basilicata	17270	32224	6683	9175	14946	16223	8466	13660	116477
Calabria	21833	38848	9611	10055	18940	19364	11185	11109	143189
Sicilia	22437	34852	11626	8423	15975	17724	7302	11519	126444
Sardegna	22386	41420	10650	9169	16858	19844	9708	11391	142033
Nord-Centre	**22864**	**49343**	**7927**	**10179**	**21330**	**24453**	**10400**	**31805**	**161439**
Sud	**21064**	**38554**	**12116**	**8856**	**18180**	**19982**	**8885**	**12060**	**139993**
Italie	**22210**	**45419**	**9451**	**10117**	**20184**	**22827**	**9850**	**24632**	**153641**

Source : ISTAT.- I consumi delle famiglie.- Roma: ISTAT, 1986.

* Voir Annexe 2 pour les taux de change.

Tableau 5.3 **Consommation des ménages par catégories socio-professionnelles en Italie, 1985 (dépense mensuelle moyenne par ménages, en lire* et en pourcentage)**

	Indépendantes				Dépendantes					Condition non-professionnelle
	Entrepreneurs et prof. libérales	Particuliers			Dirigeants et employés		Ouvriers			
		Agriculture	Industrie	Autres	Agric. et ind.	Autres	Agriculture	Industrie	Autres	Retraités
Dépenses alimentaires en lires	582106	560790	538424	549579	506894	515739	469723	514619	510509	359532
	Dépenses alimentaires en %									
Fruits et légumes	15,03	12,29	14,45	15,01	15,79	15,59	12,94	14,52	14,49	15,09
Produits de l'élevage	29,82	30,76	30,81	30,32	30,03	29,5	29,39	29,64	29,59	28,77
Lait, fromages, oeufs	12,79	12,21	12,91	12,46	13,69	13,28	13,17	13,11	13,34	13,35
Autres	42,36	44,75	41,83	42,21	40,49	41,62	44,51	42,73	42,58	42,79
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : nos calculs sur la base ISTAT.- Collana d'informazione, n. 6.- Roma: ISTAT, 1987.-

Tableau 5.4 **Consommation extra-domestique des ménages par catégories socio-professionnelles en Italie, 1985. (dépense mensuelle moyenne par ménages, en lire* et en pourcentage)**

	Indépendantes				Dépendantes					Condition non-professionnelle
	Entrepreneurs et prof. libérales	Particuliers			Dirigeants et employés		Ouvriers			
		Agriculture	Industrie	Autres	Agric. et ind.	Autres	Agriculture	Industrie	Autres	Retraités
Consommation extra-domestique en lires	187754	50149	96589	119446	113512	102940	31277	66077	76245	43032
CED/CAT** (%)	24,39	8,21	15,21	17,85	18,3	16,64	6,24	11,38	12,99	11,97

** CED: consommation extra-domestique
CAT: consommation alimentaire totale

Source: nos calculs sur la base ISTAT.- Collana d'informazione, n. 6.- Roma: ISTAT, 1987.-

* Voir Annexe 2 pour les taux de change.

Tableau 5.5 **Coefficients budgétaires des ménages du Nord-Centre par catégories socio-professionnelles en Italie, 1985.**

	Indépendantes				Dépendantes					Condition non-professionnelle
	Entrepreneurs et prof. libérales	Particuliers		Autres	Dirigeants et employés		Ouvriers		Autres	Retraités
		Agriculture	Industrie		Agric. et ind.	Autres	Agriculture	Industrie		
Alimentation	19,77	28,91	24,99	22,65	23,14	24,06	30,11	27,88	26,71	29,04
Habillement	9,40	9,25	9,52	8,97	9,73	9,34	6,89	8,41	8,27	7,27
Équip. du logement	7,23	6,89	5,91	6,99	5,98	6,45	8,45	7,25	6,47	6,96
Logement	18,85	17,04	18,94	18,99	18,06	18,70	16,82	17,67	16,10	23,21
Santé	1,79	1,14	1,22	1,49	1,86	1,68	0,80	1,73	2,12	2,52
Transports	16,43	16,06	16,97	18,59	17,37	15,80	22,21	16,66	18,45	12,12
Loisirs/culture	7,73	6,69	6,37	6,17	7,89	7,95	4,31	6,06	7,06	5,27
Divers	17,44	12,71	14,62	14,94	14,94	14,44	8,70	12,68	13,18	12,44
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : nos calculs sur la base ISTAT.- I consumi delle famiglie.- Roma: ISTAT, 1986.-

Tableau 5.6 **Coefficients budgétaires des ménages du Sud par catégories socio-professionnelles en Italie, 1985.**

	Indépendantes				Dépendantes					Condition non-professionnelle
	Entrepreneurs et prof. libérales	Particuliers		Autres	Dirigeants et employés		Ouvriers		Autres	Retraités
		Agriculture	Industrie		Agric. et ind.	Autres	Agriculture	Industrie		
Alimentation	25,37	35,59	34,30	29,92	27,75	28,72	40,46	37,67	35,26	36,24
Habillement	8,81	10,96	9,21	9,59	9,97	9,44	8,48	8,60	8,16	7,69
Équip. du logement	6,89	7,74	7,02	6,03	6,26	7,06	7,11	6,68	7,91	8,38
Logement	19,75	16,15	17,14	18,65	17,93	17,96	16,82	15,86	16,29	23,08
Santé	0,77	0,98	0,73	1,05	1,19	1,07	0,68	0,95	0,77	1,81
Transports	20,08	12,09	13,78	15,70	18,49	15,58	10,90	14,06	14,96	8,56
Loisirs/culture	5,64	4,95	6,13	5,46	6,35	6,51	4,11	4,55	5,23	3,47
Divers	10,93	9,57	9,72	11,62	10,00	11,79	9,04	9,16	9,29	9,17
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

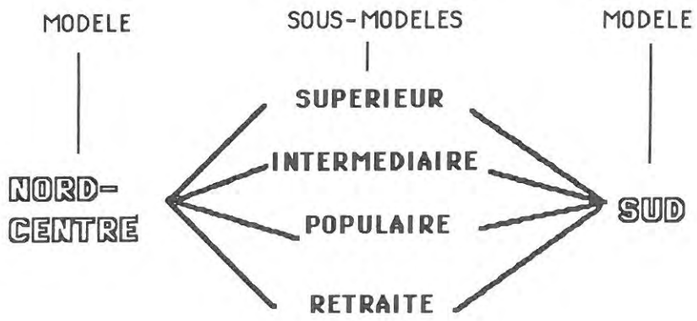
Source : nos calculs sur la base ISTAT.- I consumi delle famiglie.- Roma: ISTAT, 1986.-

Tab. 5.7 **Dépense par catégories socio-professionnelles pour acheter une unité de consommation selon la répartition territoriale italienne, 1985 (première ligne : valeurs pour le nord-centre ; deuxième ligne en gras : valeurs pour le sud)**

	Indépendantes				Dépendants					Condition non-professionelle
	Entrepreneurs et Prof. libérales	Particuliers			Dirigeants et employés		Ouvriers			
		Agriculture	Industrie	Autres	Agric. et ind.	Autres	Agriculture	Industrie	Autres	Retraités
Pain	1.96	1.76	1.94	1.98	2.12	2.01	1.71	1.94	1.93	2.02
	1.40	**1.24**	**1.35**	**1.34**	**1.46**	**1.40**	**1.27**	**1.28**	**1.32**	**1.33**
Pâtes	1.81	1.69	1.76	1.83	1.88	1.82	1.55	1.71	1.76	1.80
	1.51	**1.41**	**1.43**	**1.49**	**1.45**	**1.49**	**1.40**	**1.41**	**1.40**	**1.44**
Viande	12.20	9.79	11.91	12.15	12.59	12.46	10.78	11.94	11.58	11.73
	11.66	**9.82**	**10.58**	**10.87**	**11.36**	**11.32**	**10.06**	**10.38**	**10.54**	**10.38**
Viande de boeuf	12.20	11.19	12.48	12.68	12.45	12.49	12.08	12.11	12.00	12.19
	12.46	**11.44**	**11.93**	**11.90**	**12.11**	**11.94**	**11.57**	**11.53**	**11.76**	**11.78**
Volaille	6.20	5.51	5.97	6.09	6.25	6.13	5.26	5.94	5.81	6.03
	6.33	**5.45**	**5.60**	**5.63**	**5.74**	**5.77**	**5.56**	**5.54**	**5.36**	**5.60**
Autres viandes	8.47	7.21	8.55	9.07	8.63	9.21	8.60	8.57	8.53	8.59
	8.90	**8.38**	**8.82**	**9.01**	**9.18**	**9.20**	**8.48**	**8.99**	**9.03**	**8.58**
Poissons	11.35	8.79	10.17	10.65	10.40	10.64	9.07	9.65	9.68	9.83
	11.10	**7.61**	**9.01**	**9.67**	**9.79**	**9.74**	**7.52**	**8.16**	**8.78**	**8.50**
Huiles	444.48	350.36	347.89	391.11	384.00	361.35	350.74	358.71	360.20	
	354.92	**374.62**	**357.74**	**350.96**	**364.67**	**363.76**	**355.76**	**368.00**	**341.09**	**359.83**
Lait	108.27	94.72	102.46	107.82	110.81	108.13	97.07	102.67	105.18	102.55
	116.02	**110.58**	**107.81**	**112.54**	**113.04**	**109.83**	**109.14**	**108.75**	**108.53**	**106.69**
Fromages	10.86	10.90	11.17	11.17	10.84	11.11	9.99	10.69	10.59	10.98
	10.08	**9.49**	**9.69**	**9.68**	**10.33**	**9.99**	**9.26**	**9.58**	**9.85**	**9.59**
Oeufs	214.18	191.20	205.18	198.15	200.64	218.42	191.83	197.25	202.23	198.80
	216.50	**214.38**	**210.15**	**197.21**	**213.00**	**216.14**	**200.29**	**204.62**	**202.64**	**204.25**
Fruits	1.88	1.60	1.71	1.83	1.81	1.78	1.58	1.75	1.70	1.73
	1.62	**1.42**	**1.48**	**1.50**	**1.56**	**1.54**	**1.38**	**1.47**	**1.48**	**1.44**
Sucre	1.31	1.35	1.29	1.31	1.31	1.31	1.34	1.31	1.29	1.32
	1.34	**1.33**	**1.32**	**1.33**	**1.31**	**1.37**	**1.32**	**1.32**	**1.32**	**1.32**

Source : nos calculs sur la base ISTAT.- I consumi delle famiglie.- Roma : ISTAT, 1985.

Fig. 6.1 Typologie des modèles de consommation alimentaire en Italie



Deuxième Partie

Structure économique du système agro-alimentaire

Orientation

Les disponibilités agro-alimentaires sont les produits du système agro-alimentaire (SAA), dont la base est l'agriculture, mais sur cette base se constitue une superstructure industrielle et commerciale de plus en plus importante qui assure l'approvisionnement alimentaire. Ainsi le modèle de consommation qui s'est formé dans la societé italienne n'est que le reflet du modèle de production, de transformation et de distribution qui le sous-tend.

L'analyse des structures du SAA montre que certaines d'entre elles peuvent freiner le développement des modèles et sous-modèles alimentaires proposés pour l'Italie. Ainsi, dans cette partie, le SAA italien sera analysé en considérant les flux économiques qui se forment et qui se développent au sein des interrelations entre les diverses branches - notamment l'agriculture (production), les industries agro-alimentaires (transformation), les industries et les services liés à l'agriculture (en amont ou en aval) et les autres industries et services, la restauration, le commerce - qui règlent son fonctionnement[1].

Les informations de base nécessaires pour ce type d'analyse macro-économique sont disponibles dans les publications des comptes nationaux et plus particulièrement dans le tableau des entrées-sorties (TES). Les 44 branches invidualisées et agrégées au sein des TES italiennes - années 1970, 1974, 1978, 1982 - qui concernent le SAA sont :

1) les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ("agriculture", A) ;
2) les produits alimentaires, les boissons et le tabac ("industries agro-alimentaires", IAA) ;
3) les auberges et les établissements publics ("hôtels et restaurants", HR) ;
4) le commerce (CO) ;
5) les industries liées à l'agriculture (ILA) ;
6) les autres produits industriels ("autres industries", AI) ;
7) les services (S).

Sur la base des comptes de ces sept branches peut être établi un "compte fonctionnel" du secteur agro-alimentaire au sein de l'économie nationale (Malassis, 1979/191). En utilisant les indices calculés[2] sur la base de ce compte fonctionnel on peut dégager les tendances fondamentales de l'évolution du SAA italien entre 1970 et 1982.

Les résultats des élaborations sur les tableaux agrégés nous conduisent aussi à une interprétation typologique de l'économie agro-alimentaire dans laquelle on a pu insérer le cas italien.

---

1 L'analyse du SAA italien se fonde sur les travaux de L. Malassis (1969, 1973a, 1973b, 1979), J.L. Rastoin (1976), G. Ghersi et M. Allaya (1979), G. Ghersi (1987). Pour les autres contributions on renvoie à la bibliographie.

2 Pour ces calculs on a utilisé un programme de traitement de données (LOTUS 123) qu'on a adapté aux tableaux d'entrées-sorties et qui nous a permis de calculer les coefficients verticaux et horizontaux de la matrice input-output. Pour chaque coefficient une note en bas de page explique les calculs.

Chapitre VII - Tendances structurelles du SAA italien

Les tableaux agrégés des entrées-sorties nous permettent d'analyser les branches agro-alimentaires de l'économie nationale en déterminant leurs tendances structurelles. Le procédé se base sur le calcul de quelques coefficients appartenant aux lignes et aux colonnes de la matrice input-output[3] :

- coefficients verticaux de la production finale ;
- coefficients structurels ;
- coefficients techniques globales ;
- coefficients techniques spécifiques ;
- coefficients horizontaux des emplois.

1 Intégration verticale: les coefficients de la production finale des branches[4]

Ces indices permettent d'évaluer la composition des consommations intermédiaires et leurs poids (avec la valeur ajoutée) pour la formation de la production finale (PF) d'une certaine branche. Calculés pour l'Italie en 1982 ils sont représentés au tableau 7.1

Les branches strictement agro-alimentaires (A, IAA) ont des caractéristiques opposées. Tandis que la branche agriculture présente un bas pourcentage de consommations intermédiaires et une grande valeur ajoutée, la branche IAA a une haute consommation de biens et de services intermédiaires et une valeur ajoutée comparativement faible. De plus il faut signaler le gros pourcentage d'achat de produits agricoles par les IAA qui concourent à plus de la moitié de la production finale pour cette branche.

La dynamique des coefficients verticaux de l'agriculture (tableau 7.2) montre la croissance dans l'agriculture de la consommation de biens et de services intermédiaires, qui est passée de 17,6% du 1970 à 26,6% du 1982.

L'agriculture, pour réaliser ses productions, a de plus en plus besoin de biens et de services d'autres secteurs de l'économie, surtout ceux de l'IAA, qui, de 8,2% en 1978, passent en 1982 à 13,2% de la production finale de l'agriculture. Ceux des autres industries (AI) passent de 7 à 10%.

La hausse des achats des produits agro-industriels par l'agriculture est due principalement au secteur élevage (aliments du bétail et similaires réalisés par les IAA), tandis que dans les autres secteurs des autres industries cette hausse est due principalement à la croissance des achats de produits chimiques et pharmaceutiques (engrais, antiparasitaires, etc.).

A cette augmentation s'oppose une diminution en pourcentage de la valeur ajoutée de l'agriculture, une caractéristique qui existe dans toutes les économies occidentales (voir plus avant) en liaison avec l'évolution du système économique général. Par contre, la

---

3 On rappelle qu'en analysant une branche dans le sens vertical, elle acquiert biens et services d'autres secteurs de l'économie, tandis que dans le sens horizontal la même devient fournisseur de biens et services aux autres secteurs ou bien comme emplois finals.

4 Les coefficients verticaux se calculent en posant égale à 100 la production finale et en rapportant la valeur de la branche considérée avec la valeur effective de la PF donnée par les tableaux.

valeur ajoutée des autres branches du SAA et en particulier celle de l'IAA (tableau 7.3) s'accroît. On a donc un phénomène de translocation de la valeur ajoutée de l'agriculture aux autres secteurs productifs du SAA.

Dans les IAA, au contraire de l'agriculture, on constate une diminution en pourcentage des consommations intermédiaires et une augmentation de la valeur ajoutée. La diminution importante de l'achat de biens et de services des produits agricoles en est responsable passant de 61,4% à 54,7% de la production finale des IAA[5].

La diminution des consommations intermédiaires ne concerne pas les autres secteurs du système économique qui, au contraire, passent globalement de 14,7 à 17,7%. Les IAA ont donc besoin, pour pouvoir produire, de plus en plus de biens et de services extra-agricoles ; en particulier l'intégration avec les autres industries et avec les services s'accroît.

On peut attribuer cela au processus de tertiarisation du système économique qui "*dérive largement de la hausse de l'utilisation des activités classées dans les branches du tertiaire, mais intégrées avec le système productif et particulièrement avec l'industrie ; c'est donc un effet de changement du système productif et en particulier du système de la production de biens industriels*" (Momigliano, Siniscalco, 1982/148-49).

Cette tendance s'accompagne de la croissance de la valeur ajoutée dans les IAA dont la cause est la même : une plus grande sophistication des produits des IAA avec, en conséquence, une valeur ajoutée plus grande et une plus haute demande de biens industriels (par exemple les confections) et de services (par exemple la publicité).

La branche hôtels et restaurants démontre une liaison stricte au système agro-alimentaire (tableau 7.4) : l'achat de produits agricoles transformés, constituait, en 1982, plus d'un tiers (34,8%) de la production finale.

L'analyse de la dynamique des coefficients verticaux de la branche HR met en évidence la tendance à la diminution de la consommation intermédiaire de biens et de services et une croissance correspondante de la valeur ajoutée. Seul le pourcentage des produits agricoles non transformés maintient sa position, tandis que les produits agricoles transformés perdent leur importance. En effet en 1982 l'agriculture contribuait, avec 6,6%, à la production des HR contre 28,2% à celle des IAA.

La distribution des achats des HR du complexe agro-industriel (A + IAA), est obtenue en posant égal 100 les achats de tous les produits agricoles, transformés ou pas, et en rapportant ainsi les contributions données par A et IAA pour la formation du total.

On peut ainsi mieux mettre en évidence (tableau 7.5) le poids des produits transformés (81,1%) par rapport aux produits agricoles (18,1%).

On notera cependant une croissance des consommations intermédiaires de produits agricoles qui passent de 14% en 1970 à 18% en 1982.

5 Les calculs sont en pourcentage. La forte hausse des IAA a amené une augmentation de l'achat des matières premières de l'agriculture, c'est-à-dire que la consommation intermédiaire des produits agricoles est diminuée en pourcentage mais augmentée en absolu.

2 Structure économique des branches

La structure économique d'une branche est caractérisée par le type de consommation intermédiaire, ou de la valeur ajoutée, dans la formation de la production de chaque branche considérée. En particulier, l'importance relative des consommations intermédiaires exprime la participation des autres branches à la production de celle prise en considération. Le pourcentage de la valeur ajoutée indique la participation de la branche à l'élaboration de ses produits (Malassis, 1979/193).

La structure économique d'une branche peut être analysée par :

- le coefficient structurel ;
- le coefficient technique global ;
- les coefficients techniques spécifiques.

A. Coefficient structurel de branche (CSB)

Il est exprimé par le rapport entre consommations intermédiaires totales (autoconsommation déduite) et valeur ajoutée.

Les branches agro-alimentaires avec une grande quantité de consommations intermédiaires (IAA et HR), et donc avec un coefficient structurel élevé, sont très intégrées dans le système économique et dans le secteur agro-alimentaire, tandis que pour l'agriculture on peut dire exactement le contraire.

La structure des branches évolue dans le temps : le coefficient structurel s'accroît pour l'agriculture et diminue pour les IAA (tableau 7.6).

Ces tendances caractérisent la transformation structurelle du SAA : la production nécessite de plus en plus la participation des autres branches, en déterminant le déclin relatif de la valeur ajoutée de cette branche, tandis que les IAA produisent des denrées plus sophistiquées, en y intégrant plus de valeur ajoutée (Malassis, 1979/194).

B. Coefficient technique global (CTG)

Le coefficient technique global indique la quantité des consommations intermédiaires nécessaire à la production d'une unité de produit de la branche considérée[6].

La hausse des coûts intermédiaires dans l'agriculture, qui a été calculée pour l'Italie en 1982, montre que l'agriculture est constituée par les consommations intermédiaires de biens et services des autres secteurs de l'économie italienne (tableau 7.7).

6 Dans l'analyse input-output classique, il est indiqué comme "indice liaison en arrière", même si dans ce cas on rapporte la valeur des consommations intermédiaires totales (autoconsommation comprise) à la production effective.

C. Coefficients techniques spécifiques (CTS)

Les coefficients techniques spécifiques représentent la contribution des secteurs économiques à la production d'une branche[7]. L'analyse de la dynamique des CTS nous permet d'examiner les tendances principales des branches examinées.

En 1982 les coefficients techniques spécifiques (c'est-à-dire l'achat des autres secteurs économiques) plus élevés, calculés pour l'agriculture, concernaient les autres industries (AI), notamment l'énergie (3,79%), l'industrie chimique (5,4%), les IAA (13,81%) et les services (crédits et assurances) (1,29%) (tableau 7.8).

A travers l'analyse historique on peut noter la hausse des achats par l'agriculture, surtout pour les produits des IAA, qui augmentent de 1970 à 1982 de 66%. On peut enregistrer une croissance de 55% des crédits et des assurances, de 108% des produits énergétiques, et de 22% des produits chimiques et pharmaceutiques, ceux-ci se confirmant comme la deuxième branche par importance, après les IAA, source pour l'agriculture de produits intermédiaires nécessaires à son activité productive. Les diminutions constatées dans certains secteurs sont toutefois négligeables à cause de leur faible importance relative dans la production agricole.

Pour les IAA (tableau 7.9), en 1982, les CTS plus élevés constatés dans l'agriculture (54,72%), l'énergie (3,47%), les ILA (2,61%), suivent les services et les autres industries. Comme les IAA sont situées en aval du système économique de l'agriculture, elles ont besoin d'une plus grande quantité et qualité de biens et de services. Si on analyse l'évolution des coefficients, on constate l'énorme diminution du CTS de l'agriculture (-11%) et de celui des produits chimiques et pharmaceutiques (-29%). En ce qui concerne les secteurs qui augmentent leur coefficient technique spécifique on signale le commerce (463%), l'énergie (30%), les transports, les industries liées à l'agriculture, etc.

Finalement par rapport aux coefficients techniques spécifiques des restaurants et des établissements publics (tableau 7.10), on peut relever, au-delà du fort apport des branches alimentaires, des quotes-parts non négligeables des branches énergie, location d'édifices et autres services, des industries liées à l'agriculture et des transports. Pour ce qui concerne l'évolution des coefficients des HR, on relève des diminutions dans presque tous les secteurs examinés, sauf agriculture (17%), industries liées à l'agriculture (ILA 19%) et, même si de faible importance, les produits miniers et mécaniques. Les diminutions les plus importantes dans la formation de la production finale des HR sont : IAA (-16%), location des édifices et autres services (-30%), produits énergétiques (-39%).

7 Les CTS sont la quantité des consommations intermédiaires de chaque branche du tableau (donc le nombre de coefficients dépend du degrée d'aggrégation) nécessaire pour la production unitaire d'une branche bien déterminée (CTS=Clx/PF). Pour obtenir ces coefficients on a utilisé des tableaux plus désagrégés (15 secteurs), parce que dans le tableau à 7 branches la valeur des coefficients techniques spécifiques correspondraient aux valeurs des coefficients verticaux des branches.

3 Coefficients horizontaux des emplois des branches[8]

Au cours des pages précédentes nous avons étudié le SAA dans le sens vertical, c'est-à-dire les colonnes. Nous allons, maintenant, porter notre attention sur les emplois des branches du secteur agro-alimentaire en travaillant sur les tableaux dans le sens horizontal.

La structure des emplois (tableau 7.11), nous permet de classer les branches en quatre grandes catégories selon la destination principale des emplois[9] :

1) à production prédominante de biens intermédiaires. L'agriculture italienne fait partie de cette catégorie parce qu'en 1982, 49% de ses produits étaient destinés aux autres branches (principalement les industries agro-alimentaires), tandis que la consommation finale se place autour de 46% de ses emplois totaux[10] ;

2) à production prédominante de biens de consommation ; il en est ainsi des IAA dont 70% de la production est destinée à la consommation finale des familles. Dans cette catégorie on trouve aussi la branche HR avec 87% de la production destinée à la consommation ;

3) à production prédominante de biens d'équipement : ni l'agriculture ni les IAA ne produisent de tels biens (produits par les AI) vu les gros investissements fixes bruts ;

4) à production prédominante de biens d'exportation: les branches agro-alimentaires ainsi agrégées ne nous permettent pas de les introduire dans cette catégorie, néanmoins il y a des sous-branches qui ont une vocation à l'exportation (vin, fruits et légumes, fleurs, etc.)[11].

En Italie l'agriculture n'est plus une branche qui produit exclusivement des biens de consommation. En effet le pourcentage de ses emplois intermédiaires sur ses emplois totaux est supérieur à celui de la consommation finale. Dans d'autres pays, comme par exemple la France, cette caractéristique est encore plus prononcée : l'agriculture a réduit sa vocation de producteur de denrées alimentaires pour devenir producteur de matières premières industrielles. Dans les pays développés les industries agro-alimentaires sont la branche principale de transformation et de distribution de biens alimentaires vers le consommateur final (Malassis, 1979/195).

8 On les calcule en posant indice 100 les emplois totaux d'une branche et on rapporte la valeur des secteurs finals des tableaux pour chaque branche considérée à la valeur effective de son emploi total. On prend en considération la valeur correspondante des emplois intermédiaires (EI) avec les emplois totaux (ET) des IAA en 1970 ; le coefficient sera ainsi calculé: 1682 / 12540 * 100 = 13,4%.
On fera la même chose avec les autres emplois finals du tableau et pour tous les secteurs dans lesquels le tableau a été subdivisé (7 dans nôtre cas), d'une façon toujours horizontale.

9 Classification due à L. Malassis (t1979/194).

10 La caractéristique de l'agriculture vue comme branche de production de biens intermédiaires est plus nette dans d'autres pays occidentaux comme la France, qui en 1971 avait des pourcentages de 59% et de 31% respectivement. En général dans le cas ou l'on voudrait utiliser le tableau agrégé y compris les intra-consommations, les emplois intermédiaires augmenteraient leur quote-part en pourcentage en comparaison avec les emplois finals, car les intra-consommations sont des consommations ou emplois intermédiaires selon le point de vue du tableau (vertical ou bien horizontal).

11 Cette caractéristique est relevable seulement à l'aide des tableaux plus détaillés (84 et 96 branches).

La tendance structurelle (tableaux 7.12, 7.13, 7.14) démontre la diminution en pourcentage de la vocation agricole vers la production pour la consommation et en même temps la hausse de ses emplois intermédiaires. Une tendance à la croissance des emplois intermédiaires qu'on observe aussi dans les IAA, est probablement due à l'augmentation de la vente à la restauration et à l'agriculture (aliments pour le bétail). La branche auberges et établissements publics confirme le rôle productif de biens destinés à la consommation finale.

Chapitre VIII - Intégration, interdépendance dans le secteur agro-alimentaire et formation de la valeur marchande finale

1 Coefficients fondamentaux du SAA

Pour chaque sous-secteur fonctionnel qui constitue la chaîne agro-alimentaire (production, transformation, distribution) on peut calculer les coefficients d'achat, qui agissent dans le sens vertical, et de livraison qui agissent dans le sens horizontal dans les TES[12].

Les achats et les ventes d'une branche sont en relation à la fois avec les autres secteurs de l'économie ou "secteur auxiliaire du SAA"[13] et avec les autres branches de l'agro-alimentaire (échanges intra-sectoriels). Les coefficients d'achat sont les coefficients verticaux, et les coefficients de livraison sont les coefficients horizontaux du secteur agro-alimentaire (Malassis, 1979/195).

Les donnés représentées dans le tableau 8.1, nous permettent de distinguer les échanges entre branches à l'intérieur du SAA (échanges intra-sectoriels) et entre les branches du secteur agro-alimentaire et les autres branches de l'économie (échanges extra-sectoriels).

En général, plus élevés sont les achats par une des branches du SAA aux autres branches (AB) de l'économie, plus ceux-ci seront dépendants en amont du secteur auxiliaire.

C'est ainsi qu'entre les branches du SAA, celles qui présentent une haute dépendance de l'extérieur sont, d'une part l'agriculture qui achète en amont de l'agro-industrie (chimie, mécanique, etc.) des biens ou services nécessaires pour produire, et d'autre part le commerce qui a besoin des productions des autres secteurs pour accomplir sa fonction d'intermédiaire dans le système économique.

Inversement les deux autres branches du secteur agro-alimentaire sont nettement intégrées à l'intérieur du système-même, c'est-à-dire que la plupart de leurs achats présente un caractère sectoriel et, plus particulièrement, les IAA sont dépendantes en amont de l'agriculture (achat de biens agricoles bruts), tandis que la branche HR dépend de l'agriculture et des IAA.

A partir de l'analyse de la dynamique des coefficients verticaux (tableaux 8.2, 8.3, 8.4), on peut noter que l'agriculture est de plus en plus dépendante du ravitaillement de biens intermédiaires pour son cycle productif par les IAA, tandis que la quote-part de ces derniers est passée de 47,1% à 52,7%.

Pour ce qui concerne les IAA le phénomène est inverse, c'est-à-dire qu'on note une croissance des achats des autres branches de l'économie et une diminution nette (de 80,7 à 75,6%) de ceux de l'agriculture.

---

12 Ils peuvent être calculés en posant égales à 100 les consommations intermédiaires totales de chaque branche et en rapportant les consommations moyennes de chaque secteur (CIx) par la valeur effective des consommations intermédiaires totales donnée par les tableaux.

13 Le sous-secteur auxiliaire du SAA est défini comme l'ensemble des autres branches (AB) (L. Malassis, 1979/212).

Pendant que l'agriculture et la branche HR (celle-là avec une tendance moins nette) augmentent en pourcentage en ce qui concerne les échanges intra-sectoriels (à l'intérieur du SAA), dans les IAA on perçoit une tendance à la hausse des échanges extra-sectoriels.

L'agriculture donne 44,3% de ses emplois totaux aux autres branches agro-alimentaires (IAA et HR) et 50,6% à l'utilisateur final; les IAA et la branche HR, par contre, donnent respectivement 79,4 et 88,7% de leurs produits à l'utilisateur final (tableau 8.5).

Les emplois de l'agriculture pendant la période considérée, exprimés en pourcentage des emplois totaux, ne montrent pas de gros changements ou déplacements sinon une petite hausse des emplois intermédiaires, c'est-à-dire une plus grande importance des livraisons de ces produits aux autres secteurs économiques comparée à l'utilisateur final, dûe à la croissance des ventes aux branches industries et services, qui dans le schéma sont contenus en AB (autres branches)(tableau 8.6).

Le rôle moins important de l'agriculture dans la livraison dirigée vers le consommateur, est une caractéristique fondamentale de la transformation structurelle du SAA (Malassis, 1979/196). Néanmoins cette tendance n'est pas si évidente en Italie.

Pour les IAA il faut relever la diminution (de 86,6 à 79,4%) de ces livraisons de produits finals et une croissance correspondante des livraisons pour l'emploi intermédiaire, spécialement à la branche HR, qui ont redoublé leur importance en 1982 (10%) par rapport à 1970 (5,8%) (tableau 8.7).

La série historique des coefficients de la branche HR (tableau 8.8) ne nous donne pas la possibilité de mettre en évidence ni des changements structurels importants ni des tendances dynamiques particulières. Car ni les emplois finals, ni les emplois intermédiaires ne sont déterminés par des diminutions ou bien des hausses importantes.

Plus significatives sont par contre les séries historiques de l'agriculture (tableau 8.6) et des IAA (tableau 8.7). En effet les deux montrent une augmentation considérable des ventes à la branche HR : cette dernière prend donc de plus en plus d'importance dans le secteur agro-industriel comme débouché des productions de l'A et des IAA. Cette tendance sera à l'avenir encore plus évidente si la diminution des utilisations finales en agriculture et dans les IAA se confirme au cours des prochaines années.

2 Les flux de la valeur marchande

Dans ce paragraphe le calcul de la répartition des composantes de la valeur marchande le long de la chaîne agro-alimentaire italienne se base sur la méthodologie proposée par L. Malassis selon qui : "*La valeur marchande de la production agro-alimentaire s'amplifie le long de la chaîne de production-distribution par consommation de biens intermédiaires extra-sectoriels (CIA) et d'équipement (CK) et par addition des valeurs ajoutées par les sous-secteurs fonctionnels de la chaîne*" (Malassis, 1979/196).

La figure 8.1 représente le processus de formation de la valeur marchande finale et des ressources produites par le SAA, exceptées les importations et avec l'annulement des intra-consommations sectorielles[14].

14 Les quatre branches qui font parties du SAA (A, IAA, HR, une partie du commerce) sont considérées comme une seule branche et les échanges intra-sectoriels, qui deviendraient intra-consommations, sont annulés.

Le tableau des entrées-sorties de l'économie italienne nous permet de calculer la formation et la répartition de la valeur alimentaire finale, c'est-à-dire de la valeur marchande finale (VMF), qui correspond à la valeur marchande finale de détail (VMFD), ou bien de le calculer au niveau de la consommation finale (VMFC).

Dans le premier cas on considère pour la formation de la valeur marchande finale l'agriculture, les IAA et le commerce comme secteurs de la distribution des produits alimentaires, tandis que pour la formation de la valeur au niveau de la consommation finale, il faut en plus prendre en considération la restauration commerciale et sociale, qui dans les tableaux est représentée par la branche hôtels-restaurants et établissements publics (HR).

Il faut néanmoins se rappeler que les branches HR et le commerce ne sont que partiellement "alimentaires" et donc, pour calculer le VMF, leur valeurs sont pondérées par des coefficients, qui, en 1982 étaient respectivement de 0,73 et 0,44[15]. C'est-à-dire que la branche HR doit être considerée comme alimentaire pour 73% et de commerce pour 44%.

Ceci dit, en 1982 la VMFD (ou VMF), exprimée en milliards de lires et en pourcentage, était donc :

VMFD = (CIA + VAA) + (CII + VAI) + (CID + VAD)
= 4.983 29.691 8.388 13.272 9.502 33.505 = 99.341
= 5,0 29,9 8,4 13,4 9,6 33,7 = 100%

La série historique du VMFD (tableau 8.9) nous révèle une nette augmentation du rôle de la distribution dans la formation de cette valeur.

Le coût de la transformation et de la distribution (CTD) est égal aux consommations intermédiaires et à la valeur ajoutée des IAA et du commerce alimentaire, c'est-à-dire :

CTD = (CII + VAI) + (CID + VAD)
en 1982 = 8.388 13.272 9.502 33.505 = 64.667

Comme on parle de VMF on peut examiner le coefficient global, défini par le rapport entre le coût de transformation et de la distribution (CTD) et la valeur marchande finale au stade de détail :

$$MG = \frac{CTD}{VMFD} = \frac{64.667}{99.341} = 65\%$$

La tendance évolutive (tableau 8.10) montre une considérable croissance de la marge globale pendant la période 1970-82, due principalement à la hausse de la valeur ajoutée du secteur de la distribution qui, pendant la même période, est passée de 25,9 à 33,7% du VMFD[16].

On analyse maintenant la valeur marchande finale de la consommation (VMFC) en 1982 en Italie : (D = CO + HR)

15 Pour approfondir l'argument des coefficients de pondération voir l'Annexe 1 relative aux calculs en utilisant les tableaux des entrées-sorties italiennes.

16 Dans les pays OCDE la marge globale représente 50 à 55% de la valeur marchande de la production alimentaire, tandis qu'aux Etats-Unis entre 60 et 70% (L. Malassis, 1985b./7).

On analyse maintenant la valeur marchande finale de la consommation (VMFC) en 1982 en Italie : (D = CO + HR)

VMFC	=	(CIA	+ VAA)	+ (CII	+ VAI)	+ (CID	+ VAD)	
	=	4.983	29.691	8.388	13.272	12.647	46.098	= 115.079
	=	4,3	25,8	7,3	11,5	11,0	40,1	= 100%
		30,1%		18,8 %		51,1%		

Donc pour 100 lires de dépense alimentaire, 1/3 va à l'agriculture. L'économie agro-alimentaire italienne se transforme : elle n'est plus agricole mais est en train de devenir agro-industrielle, exactement comme pour les autres économies agro-alimentaires occidentales[17].

On peut aussi écrire :

VMFC	=	(CIA	+ CII	+ CID)	+	(VAA	+ VAI	+ VAD)
100	=	4,3	7,3	11,0		25,8	11,5	40,1
		22,6%				77,4%		

et donc :

VMFC	=	AB	+ SAA
100%	=	23	77

Le secteur agro-alimentaire contribue pour 77% à la formation de la valeur marchande agro-alimentaire finale et le secteur auxiliaire pour 23%.

L'évolution de la structure des ressources produites (tableau 8.11), nous permet de considérer comme fondamentales quelques tendances de l'économie agro-alimentaire, parmi lesquelles le déclin de l'agriculture dans la formation du VMF. La cause tient à deux processus : croissance relative des coûts de transformation et de distribution en aval et hausse relative des achats sectoriels de l'agriculture en amont, avec par conséquent une diminution de la valeur ajoutée.

17 Pour les détails à propos de la typologie de l'économie agro-alimentaire italienne voir le Chapitre X.

Chapitre IX - Echanges marchands dans le complexe de la production agro-alimentaire et principaux coefficients structurels du SAA

1 Echanges marchands dans le complexe de la production agro-alimentaire

La branche agriculture et celle des industries agro-alimentaires, étant "*alimentaires*" pour la quasi-totalité, peuvent être regroupées dans un agrégé économique qu'on peut appeler "*complexe de production agro-alimentaire*" (CPAA), ou sous-système agro-industriel[18].

Après avoir relevé, au cours des précédents paragraphes, les rapports d'interconnexion entre l'agriculture et les IAA, on examine maintenant, d'une façon plus approfondie, les échanges qui existent dans le complexe de production agro-alimentaire et les secteurs mentionnés et on évaluera l'importance qu'ils ont dans la production totale du CPAA.

Le CPAA peut être analysé à travers des groupes d'indices qui mesurent les caractéristiques et les tendances principales.

A. Echanges à l'intérieur du CPAA

Le premier groupe de coefficients[19], visible dans le tableau 9.1, met en évidence les échanges à l'intérieur du complexe (coefficients d'achat-vente).

L'agriculture, en 1982, vendait 82,8% de ses "biens intermédiaires" aux IAA et achetait 52,7% de ses consommations intermédiaires à celles-ci. Inversement, les IAA vendaient seulement 29% de leurs emplois intermédiaires à l'agriculture, tandis qu'elles achetaient 75,6% des mêmes consommations intermédiaires à l'agriculture.

L'agriculture vendait, pendant la même année, 17,22% de ses emplois intermédiaires aux autres branches de l'économie qui n'appartenaient pas au CPAA, les industries agro-alimentaires le faisaient pour 70,99% ; de même la première achetait à l'extérieur du CPAA 47,29% de ses consommations intermédiaires, tandis que les deuxièmes 24,41%.

La série historique 1970-82 nous montre quelques tendances dans le CPAA :

- en ce qui concerne l'agriculture, les indices Ia et Ic soulignent la diminution des ventes de biens intermédiaires aux IAA (84,47% en 1970 et 82,78% en 1982) et une croissance des ventes aux secteurs économiques à l'extérieur du CPAA (de 15,53% à 17,22%) ; par contre les indices Ib et Id signalent une hausse des achats de biens provenants des IAA (de 47,08 à 52,71%) et par conséquent une diminution de ceux qui dérivent de l'extérieur des CPAA (de 52,92 à 47,29%) ;

- en ce qui concerne les industries agro-alimentaires les indices Ia et Ic révèlent une diminution des ventes à l'agriculture (de 32,09 à 20,01%) et une croissance correspondante des ventes extérieures (de 67,91 à 70,99%) ; plus nette est la diminution

18 Ces définitions sont de L. Malassis (1979/198).

19 Le schéma d'analyse du complexe de production agro-alimentaire proposé ressemble seulement partiellement à celui élaboré par L. Malassis (1973a).

des achats de consommations intermédiaires (Ib et Id) de ce secteur (de 80,70% à 75,59) et une hausse parallèle de ceux de l'extérieur (19,30% à 24,41%).

Dans le CPAA il y a donc un double processus :

- dans l'agriculture, par rapport aux IAA, on enregistre une croissance de l'intégration en amont et une décroissance de l'intégration en aval ;

- la dynamique des interéchanges des IAA met en évidence une décroissance de l'intégration à la fois en amont et en aval par rapport à l'agriculture et elle est de plus en plus dépendante pour les achats et pour les ventes aux secteurs économiques à l'extérieur du CPAA (AI, S, HR).

B. Structure des ressources et de production dans le CPAA et répartition intérieure des branches

Le deuxième groupe d'indices (tableau 9.2) analyse la structure des ressources et de la production à l'intérieur du complexe et la répartition intérieure des branches.

Le premier indice (IIa) examine la structure des importations à l'intérieur du complexe, c'est-à-dire le poids donné aux importations par rapport aux productions de tout le complexe, et révèle une forte dépendance vis à vis de l'étranger pour ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire.

Les deux autres indices (IIb et IIc) de ce groupe mesurent l'importance des deux branches agro-alimentaires pour la formation de la production et de la valeur ajoutée de tout le complexe. L'indice IIb montre qu'en 1970 l'agriculture contribuait pour 51,61% à la formation de la production du CPAA et pour 49,39% aux industries agro-alimentaires, tandis qu'en 1982 les IAA sont la branche la plus importante dans la formation de la production du complexe avec une quote-part de 54,44% et parallèlement l'agriculture passe à 45,56%.

L'indice IIc indique que la valeur ajoutée de l'agriculture est la plus importante dans la formation de celle du complexe. Toutefois la tendance est à une diminution de la valeur ajoutée de l'agriculture (de 78% en 1970 à 69% en 1982) et donc pour les IAA la croissance est, pendant la même période, de 9% (22 à 31%). Cette tendance est très remarquable dans les autres pays occidentaux: par exemple aux Etats-Unis la valeur ajoutée des IAA a dépassé celle de l'agriculture (Malassis, 1973a/2039).

2 Les principaux coefficients structurels du SAA

Les coefficients structurels des branches du système agro-alimentaire, du complexe de production agro-alimentaire, de la valeur marchande finale, permettent de construire un modèle de développement agro-alimentaire occidental et de caractériser les principales transformations (Malassis, 1979/89).

Autrement dit on peut choisir parmi les coefficients étudiés ceux qui mettent en évidence les changements structurels du secteur agro-alimentaire, si on les analyse en série historique (tableau 9.3). Pour cela plusieurs indices sont proposés :

- le rapport consommations intermédiaires et valeur ajoutée (CI/VA) a déjà été analysé. Une faible valeur de ce rapport en agriculture, est un symptôme à la fois d'un

développement économique général réduit du pays et de manque d'intégration technologique entre agriculture et autres secteurs de l'économie ;

- le rapport emplois intermédiaires et emplois finals (EI/EF) s'accroît à la fois pour l'agriculture et pour les IAA. Si dans les IAA l'indice ressemble à celui des autres pays occidentaux (0,20 en France en 1971 et 0,15 en Italie en 1970), on ne peut pas faire la même constatation pour l'agriculture car la valeur italienne est encore beaucoup réduite (0,93 en 1970 et O,98 en 1982 contre 1,44 en France en 1971)[20] ;

- l'indice CTD/PBA indique le rapport entre le coût de transformation et de distribution (CTD) calculé sur la valeur marchande au stade de détail et de la production finale de la branche agriculture (PBA). Parallèlement à l'évolution du système économique, l'indice tend à augmenter, signe d'un déclin de l'importance économique de l'agriculture dans la chaîne agro-alimentaire et la croissance conséquente des IAA et de la distribution dans la formation de la valeur marchande finale ;

- le rapport entre la valeur ajoutée des IAA (VAI) et celle de l'agriculture (VAA), confirme le phénomène de translocation de la valeur ajoutée entre les deux branches, à cause de l'exigence d'une plus grande élaboration des produits alimentaires (et par conséquent avec une croissance de la valeur ajoutée des IAA), en reléguant l'agriculture au rôle de secteur de production des produits agricoles intermédiaires pour les IAA ;

- le rapport EFI/EFA exprime l'importance des emplois finals des IAA et de ceux de l'agriculture. Du point de vue dynamique l'indice augmente en faveur des emplois des IAA, confirmant leur rôle principal (avec le HR non représenté dans l'indice) de ravitailleur pour l'utilisateur final des biens alimentaires d'origine agricole.

A notre avis un rapport plus significatif serait le CFI/CFA, c'est-à-dire la consommation finale des produits alimentaires provenant des industries alimentaires par rapport à ceux provenant de l'agriculture. En effet dans les emplois finals on ne trouve pas seulement les consommations finales (privées et publiques), mais aussi les investissements fixes bruts et la variation des provisions, qui peuvent être la source des oscillations statistiques de certaines années. En plus, ces indices comprennent les exportations qui ne sont pas constantes dans le temps et qui n'ont pas une valeur élevée dans le secteur agro-alimentaire italien, si on les compare à celles de la France.

Les résultats de ce rapport (tableau 9.4), soulignent l'importance des IAA dans les sociétés économiquement développées en tant que ravitailleurs de biens alimentaires pour les consommateurs finals (les ménages).

---

20 Les donnés françaises sont citées par L. Malassis (1979/199).

Chapitre X - Typologie de l'économie agro-alimentaire italienne

1 Typologie des économies agro-alimentaires

Pour pouvoir mettre en évidence les transformations structurelles au sein du SAA, L. Malassis (1979/378) a proposé des indicateurs (exprimés en pourcentages ou sous forme de coefficients) qui nous permettent d'établir une typologie des économies agro-alimentaires. Ce sont :

1) le rapport CTD/PBA qui exprime la valeur marchande formée par l'appareil de tranformation-distribution par rapport à la valeur formée par le secteur agricole (coefficient structurel du secteur agro-alimentaire) ;

2) le rapport VAI/VAA qui exprime l'importance relative de la valeur ajoutée de l'industrie alimentaire par rapport à la valeur ajoutée par l'agriculture (coefficient structurel du complexe de production agro-alimentaire) ;

3) le rapport EFI/EFA qui exprime, au stade de l'emploi final, l'importance des produits provenant de la branche des IAA par rapport à celle des produits provenant de l'agriculture.

Sur cette base, on peut établir une typologie des économies agro-alimentaires (tableau 10.1). Les valeurs de ces coefficients pour quelques pays, élaborées par L. Malassis (1979/379 et tableau 65), et pour l'Italie[21] sont données dans le tableau 10.2.
Selon ce tableau, la typologie de la Côte-d'Ivoire, qui représente les pays en cours de développement, était en 1970 au stade "agricole". La France et l'Italie sont au stade de l'économie agro-alimentaire "de transition" (la France tend actuellement vers le stade de l'économie agro-industrielle). Les Etats-Unis, enfin, ont atteint le stade de l'"agro-industrie" au début des années 1960.
On propose un autre schéma (tableau 10.3) qui réunit les indices les plus importants pour pouvoir identifier une typologie simplifiée des économies agro-alimentaires[22].

Nous allons voir maintenant les caractéristiques principales des trois modèles théoriques de l'économie agro-alimentaires[23] :

I) Le *modèle traditionnel ou agricole* est celui dans lequel l'agriculture est encore essentiellement manuelle, avec une faible consommation intermédiaire et où le concours de la valeur ajoutée est considérable. Les transformations des produits agricoles sont réduites au minimum et elles sont effectuées au niveau artisanal par les opérateurs agricoles eux-mêmes ou bien par les consommateurs. La distribution est relativement peu

---

21 Il faut se rappeler que le coût de transformation et de distribution est calculé sur la valeur marchande finale qui correspond à la valeur alimentaire finale au stade de la consommation (Malassis, 1979/III3). Pour la comparaison avec les autres pays le premier rapport (CTD/PFA) du tableau 10.2 a donc été calculé pour l'Italie en 1970 en suivant cette démarche.

22 Indices choisis dans les nombreuses publications de L. Malassis, parmi lesquelles : Malassis, 1979 ; 1985. Malassis, Padilla, 1986 ; 1988.

23 Intégration des caractéristiques proposées par L. Malassis, M. Padilla, 1988/27-29.

importante et elle se déroule au niveau local grâce aux marchés. L'autoconsommation est relativement importante à cause des nombreux actifs du secteur et donc des ménages qui consomment des produits agricoles. L'économie agro-alimentaire est basée sur l'agriculture comme le système économique général de ces pays qui sont à ce stade de développement.

II) Le *modèle intermédiaire ou de transition* : l'agriculture s'intensifie, un important processus de mécanisation prend pied, le coût de la transformation et de la distribution augmente rapidement, le marché de produits agricoles n'est plus local et le phénomène de l'exode des campagnes devient important. L'économie alimentaire n'est plus constituée seulement par l'agriculture mais aussi par les industries agro-alimentaires et le commerce, notamment le détail; dans le système économique général l'industrie et les services prennent la place de l'agriculture.

III) Le *modèle agro-industriel* : il est caractérisé par l'intensification et par la mécanisation de l'agriculture (consommation intermédiaire supérieure à la valeur ajoutée) ; les industries agro-alimentaires se développent à cause de la hausse de la demande de produits agricoles transformés (valeur ajoutée des IAA égale ou supérieure à celle de l'agriculture), le marché des produits agricoles s'internationalise, les coûts de distribution augmentent, la restauration sociale et collective prend de l'importance au sein du système agro-alimentaire. L'agriculture a en pourcentage (en général) une faible importance à la fois dans l'économie globale et au sein de l'économie agro-alimentaire.

Cette simple et rigide division de l'économie agro-alimentaire peut donner lieu à quelques hésitations[24] ; en effet :

- chaque stade serait facilement divisible en sous-stades ;
- les politiques économiques de certains pays pourraient être différentes au cours de leur développement ;
- les habitudes alimentaires diffèrent d'un pays à l'autre ;
- le système productif peut être constitué essentiellement par le commerce de détail ou la grande distribution ;
- l'intensification de l'agriculture n'est pas une caractéristique constante ; dans beaucoup de pays, au contraire, on constate une inversion de tendance dans le sens d'une extensification[25].

Malgré toutes ces limites qui rendent le modèle extrêmement simplificateur de la réalité, cette typologie peut nous aider à envisager l'évolution de l'économie agro-alimentaire italienne.

2 Evolution de l'économie agro-alimentaire italienne

On a pu définir la typologie de l'économie agro-alimentaire italienne à l'aide des indices calculés au cours du paragraphe précédent pour la période 1970-82 (tableau 10.4).

24 Même L. Malassis met en garde contre une simplification et signale que chacune des périodes décrites est, dans son ensemble, plus ou moins hétérogène pour de nombreuses raisons (L. Malassis, M. Padilla, 1988/29).

25 Cela a été démontré par le phénomène de gel des terres (set-aside) aux Etats-Unis, et, plus récemment, (bien qu'avec quelques problèmes) dans les pays de la CEE.

Grâce à ces élaborations on peut affirmer, avec toutes les restrictions dues à une classification rigide, que l'Italie était en 1970 un pays avec une économie agro-alimentaire au stade de transition, surtout si l'on prend en considération les indices III et IV, c'est-à-dire le concours des deux branches du CPAA (A + IAA) dans la formation de la valeur ajoutée de ce complexe (III) et l'importance de la production agricole (extra-SAA) et du coût de la transformation et de la distribution dans la formation de la valeur alimentaire au stade du détail (IV).

Les deux premiers indices, relatifs aux emplois agricoles par rapport aux emplois totaux du pays et au concours de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée dans la production finale de l'agriculture, se trouvaient encore dans une position intermédiaire entre ce stade et le précédent de typologie "agricole", car l'importance de la valeur ajoutée agricole par rapport à la consommation intermédiaire de l'agriculture et à la valeur ajoutée des IAA était encore excessive.

L'Italie en 1982 présentait, au contraire, une typologie de l'économie agro-alimentaire entre le stade de "transition" (en prenant en considération les trois premiers indices) et le stade "agro-industriel", montré par les indices IV et V (en partie). Même en ce cas on peut relever que la valeur ajoutée agricole empêche le passage de l'économie agro-alimentaire italienne au stade agro-industriel.

TABLEAUX ET FIGURES

DEUXIEME PARTIE

Tableau 7.1 Coefficients verticaux de la production finale des branches. Italie, 1982.

	A	IAA	HR	CO	ILA	AI	S
A	0,0	54,7	6,6	0,0	3,4	0,4	0,2
IAA	13,8	0,0	28,2	0,0	3,2	0,4	0,6
HR	0,0	0,2	0,0	0,7	0,2	0,7	0,6
CO	0,0	1,3	0,0	0,0	3,5	2,5	0,2
ILA	0,3	2,6	1,6	2,7	0,0	4,4	2,1
AI	10,0	8,5	6,4	5,7	19,3	0,0	15,6
S	2,1	5,1	5,0	13,5	10,0	14,4	0,0
CI	26,6	72,4	47,8	22,7	39,6	22,8	19,3
VA	73,8	27,6	52,2	77,3	60,4	77,2	80,7
PF	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : nos calculs à partir du tableau agrégé, 1982.

Tableau 7.2 Evolution des coefficients verticaux de la production finale des branches pour l'agriculture. Italie, 1970-1982.

	1970	1974	1978	1982
A	0,0	0,0	0,0	0,0
IAA	8,3	12,0	13,2	13,8
HR	0,0	0,0	0,0	0,0
CO	0,0	0,0	0,0	0,0
ILA	0,4	0,3	0,3	0,3
AI	7,0	8,4	7,8	10,0
S	2,0	2,3	2,3	2,1
CI	17,6	23,0	23,6	26,2
VA	82,4	77,0	76,4	73,8
PF	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.3 **Evolution des coefficients verticaux de la production finale des branches pour les IAA. Italie, 1970-1982.**

	1970	1974	1978	1982
A	61,4	60,8	58,3	54,7
IAA	0,0	0,0	0,0	0,0
HR	0,4	0,3	0,4	0,2
CO	0,2	0,3	0,3	1,3
ILA	2,3	2,7	2,6	2,6
AI	7,4	8,5	8,3	8,5
S	4,4	4,0	4,3	5,1
CI	76,1	76,6	74,2	72,4
VA	23,9	23,4	25,8	27,6
PF	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.4 **Evolution des coefficients verticaux de la production finale des branches pour les HR. Italie, 1970-1982.**

	1970	1974	1978	1982
A	5,6	6,4	10,2	6,6
IAA	33,6	32,6	31,9	28,2
HR	0,0	0,0	0,0	0,0
CO	0,0	0,0	0,0	0,0
ILA	1,4	1,3	0,9	1,6
AI	8,7	8,9	5,7	6,4
S	7,2	5,7	4,2	5,0
CI	56,6	54,8	52,9	47,8
VA	43,5	45,2	47,1	52,2
PF	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.5 **Distribution des consommations intermédiaires de l'A et de l'IAA. Italie 1970-1982.**

	1970	1974	1978	1982
A	14,3	16,3	24,3	18,1
IAA	85,7	83,7	75,7	81,1
CAA	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.6 **Evolution du coefficient structurel des branches. Italie 1970-1982.**

	1965	1970	1974	1978	1982
A	0,18	0,21	0,30	0,31	0,36
IAA	2,88	3,19	3,28	2,88	2,62
CAA	0,74	0,87	1,00	1,00	1,06
HR	1,51	1,30	1,21	1,13	0,91
CO	0,36	0,35	0,40	0,37	0,29

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.7 **Evolution du coefficient technique global pour l'A et pour les IAA. Italie 1965-1982.**

	1965	1970	1974	1978	1982
A	0,16	0,18	0,23	0,24	0,26
IAA	0,74	0,76	0,77	0,74	0,72
CAA	0,42	0,47	0,50	0,50	0,51

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.8 Evolution des coefficients techniques spécifiques pour l'agriculture Italie, 1970-1982 (en %).

	1970	1974	1978	1982	1970-1982
1-Produits de l'agriculture-sylviculture-pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	-
2-Produits énergétiques	1,82	2,50	2,35	3,79	108,37
3-Minéraux	0,27	0,23	0,21	0,19	-29,71
4-Produits chimiques et pharmaceutiques	4,42	5,22	4,79	5,40	22,27
5-Pièces mécaniques et moyens de transport	0,28	0,26	0,23	0,48	72,78
6-Produits alimentaires, boissons et tabac	8,30	12,00	13,22	13,81	66,34
7-Textiles, cuirs, bois, papiers	0,37	0,32	0,25	0,26	-28,02
8-Matériaux plastiques	0,13	0,18	0,18	0,16	20,41
9-Bâtiments	0,05	0,04	0,04	0,03	-43,38
10-Hotels et restaurants	0,01	0,01	0,01	0,01	6,93
11-Commerce	0,00	0,00	0,00	0,00	-41,21
12-Transports et communications	0,27	0,25	0,22	0,21	-21,74
13-Crédit et assurances	0,83	1,12	1,26	1,29	55,02
14-Location et autres services	0,88	0,88	0,88	0,57	-35,55
15-Services non marchands de l'administration publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.9 Evolution des coefficients techniques spécifiques pour les IAA. Italie, 1970-1982 (en %).

	1970	1974	1978	1982	1970-1982
1-Produits de l'agriculture-sylviculture-pêche	61,45	60,80	58,35	54,72	-10,96
2-Produits énergétiques	2,67	3,06	2,32	3,47	29,69
3-Minéraux	0,78	1,41	2,09	1,65	111,34
4-Produits chimiques et pharmaceutiques	2,04	1,93	1,84	1,44	-29,34
5-Pièces mécaniques et moyens de transport	1,12	1,04	0,89	0,90	-19,24
6-Produits alimentaires, boissons et tabac	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7-Textiles, cuirs, bois, papiers	2,26	2,65	2,57	2,61	15,48
8-Matériaux plastiques	0,58	0,82	0,90	0,84	44,35
9-Bâtiments	0,24	0,26	0,28	0,20	-17,45
10-Hotels et restaurants	0,36	0,30	0,36	0,22	-38,40
11-Commerce	0,23	0,31	0,31	1,27	462,95
12-Transports et communications	1,30	1,22	1,31	1,71	31,00
13-Crédit et assurances	0,94	0,77	0,78	0,94	-0,50
14-Location et autres services	2,17	2,04	2,20	2,42	11,80
15-Services non marchands de l'administration publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.10 Evolution des coefficients techniques spécifiques pour les HR. Italie 1970-1982 (en %)

	1970	1974	1978	1982	1970-1982
1-Produits de l'agriculture-sylviculture-pêche	5,62	6,36	10,23	6,56	16,73
2-Produits énergétiques	5,52	5,62	3,52	3,37	-38,91
3-Minéraux	0,26	0,29	0,23	0,85	233,14
4-Produits chimiques et de la pharmacie	1,71	1,60	1,07	0,94	-44,67
5-Pièces mécaniques et moyens de transport	0,27	0,32	0,22	0,46	73,03
6-Produits alimentaires, boissons et tabac	33,60	32,62	31,93	28,15	-16,20
7-Textiles, cuirs, bois, papiers	1,38	1,26	0,86	1,64	18,91
8-Matériaux plastiques	0,21	0,25	0,19	0,12	-43,73
9-Bâtiments	0,80	0,80	0,51	0,62	-22,41
10-Hotels et restaurants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11-Commerce	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
12-Transports et communications	1,65	1,54	1,19	1,19	-28,02
13-Crédit et assurances	0,21	0,20	0,22	0,16	-26,48
14-Location et autres services	5,30	3,98	2,78	3,70	-30,26
15-Services non marchands de l'administration publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.11 Coefficients horizontaux des emplois des branches. Italie, 1982.

	EI	CF	FBCF	VS	X	ET
A	49,4	45,7	0,2	-0,5	5,2	100,0
IAA	20,6	73,0	0,0	1,7	4,7	100,0
HR	11,3	88,7	0,0	0,0	0,0	100,0
CO	19,1	0,0	0,0	0,0	80,9	100,0
ILA	18,0	55,0	2,8	1,8	22,4	100,0
AI	20,0	23,2	34,8	1,1	20,9	100,0
S	21,4	72,7	1,0	-0,1	5,0	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.12 Evolution des coefficients horizontaux des emplois pour l'agriculture. Italie, 1970-1982.

	EI	CF	FBCF	VS	X	ET
1970	48,2	48,8	-0,6	-1,0	4,7	100,0
1974	49,5	46,1	-0,1	-0,7	5,2	100,0
1978	51,7	42,7	0,3	-0,4	5,7	100,0
1982	49,4	45,7	0,2	-0,5	5,2	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.13 Evolution des coefficients horizontaux des emplois pour les IAA. Italie, 1970-1982.

	EI	CF	FBCF	VS	X	ET
1970	13,4	83,7	0,0	0,4	2,5	100,0
1974	14,9	79,5	0,0	1,9	3,7	100,0
1978	18,0	77,5	0,0	1,0	3,5	100,0
1982	20,6	73,0	0,0	1,7	4,7	100,0

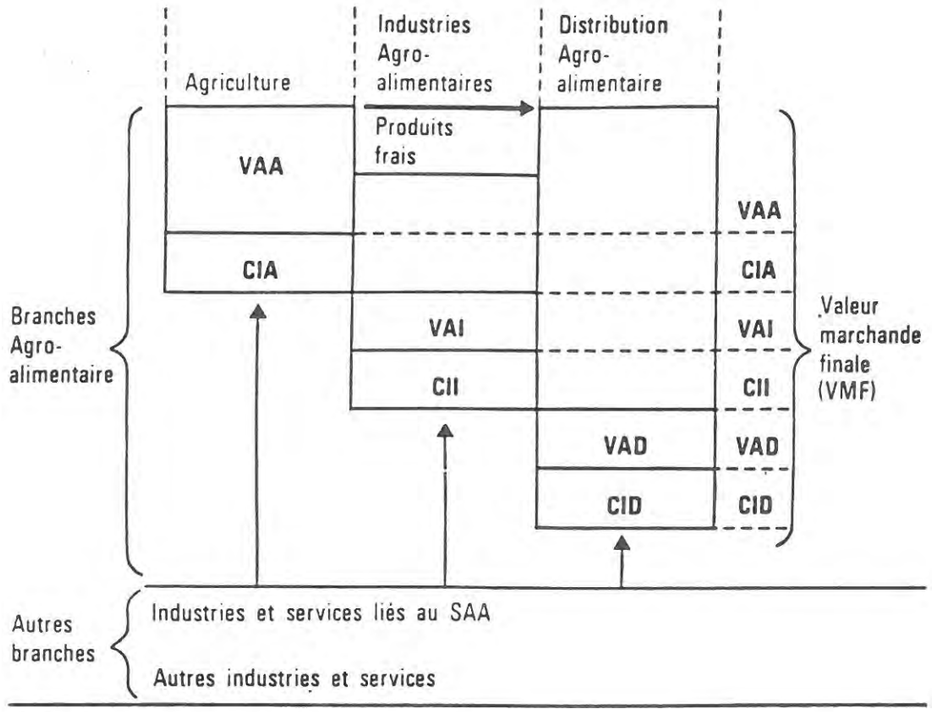
Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 7.14 Evolution des coefficients horizontaux des emplois pour les HR. Italie, 1970-1982.

	EI	CF	FBCF	VS	X	ET
1970	11,3	88,7	0,0	0,0	0,0	100,0
1974	12,0	88,0	0,0	0,0	0,0	100,0
1978	11,0	89,0	0,0	0,0	0,0	100,0
1982	12,2	87,8	0,0	0,0	0,0	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Fig. . 8.1 Formation de la valeur marchande agro-alimentaire finale



VAA : Valeur ajoutée par la branche agriculture
VAI : Valeur ajoutée par les IAA
VAD : Id. par la distribution agro-alimentaire (commerce + hôtels-restaurants)
CIA : Consommation extra sectorielle de A
CII : Consommation extra sectorielle de IAA
CID : Consommation extra sectorielle de la distribution

Source : L. Malassis, 1979/197.

Tableau 8.1 **Coefficients verticaux du SAA. Italie,1982.**

	A	IAA	HR	CO
A	0.0	75.6	13.7	0.0
IAA	52.7	0.0	59.0	0.1
HR	0.0	0.3	0.0	3.2
SAA	52.7	75.9	72.7	3.3
AB	47.3	24.1	27.3	96.7
T	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : nos calculs à partir du tableau agrégé, 1982.

Tableau 8.2 **Evolution des coefficients verticaux du SAA pour l'A. Italie,1970-1982.**

	1970	1974	1978	1982
A	0.0	0.0	0.0	0.0
IAA	47.1	52.1	55.9	52.7
HR	0.0	0.0	0.1	0.0
SAA	47.1	52.1	56.0	52.7
AB	52.9	47.9	44.0	47.3
T	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 8.3 **Evolution des coefficients verticaux du SAA pour les IAA. Italie,1970-1982.**

	1970	1974	1978	1982
A	80.7	79.3	78.6	75.6
IAA	0.0	0.0	0.0	0.0
HR	0.5	0.4	0.5	0.3
SAA	81.2	79.7	79.1	75.9
AB	18.8	20.3	20.9	24.1
T	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 8.4 Evolution des coefficients verticaux du SAA pour les HR. Italie,1970-1982.

	1970	1974	1978	1982
A	10,0	11,6	19,3	13,8
IAA	59,4	59,5	60,3	58,9
HR	0,0	0,0	0,0	0,0
SAA	69,4	71,1	79,6	72,7
AB	30,6	28,9	20,4	27,3
T	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 8.5 Coefficients horizontaux du SAA. Italie,1982.

	A	IAA	HR	CO	SAA	AB	EI	EF	ET
A	0,0	40,9	3,4	0,0	44,3	5,1	49,4	50,6	100,0
IAA	6,0	0,0	10,0	0,0	16,0	4,6	20,6	79,4	100,0
HR	0,0	0,3	0,0	2,1	2,4	8,9	11,3	88,7	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 8.6 Evolution des coefficients horizontaux pour l'A. Italie,1970-1982.

	A	IAA	HR	CO	SAA	AB	EI	EF	ET
1970	0,0	40,7	1,3	0,0	42,0	6,2	48,2	51,8	100,0
1974	0,0	41,3	1,5	0,0	42,8	6,7	49,5	50,5	100,0
1978	0,0	42,1	3,5	0,1	45,7	6,0	51,7	48,3	100,0
1982	0,0	40,9	3,4	0,0	44,3	5,1	49,4	50,6	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 8.7 Evolution des coefficients horizontaux pour les IAA. Italie,1970-1982.

	A	IAA	HR	CO	SAA	AB	EI	EF	ET
1970	4,3	0,0	5,8	0,1	10,2	3,2	13,4	86,6	100,0
1974	6,0	0,0	5,7	0,1	11,8	3,1	14,9	85,1	100,0
1978	6,2	0,0	7,8	0,0	14,0	4,0	18,0	82,0	100,0
1982	6,0	0,0	10,0	0,0	16,0	4,6	20,6	79,4	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 8.8 Evolution des coefficients horizontaux pour les HR. Italie,1970-1982.

	A	IAA	HR	CO	SAA	AB	EI	EF	ET
1970	0,0	1,1	0,0	1,9	3,0	9,2	12,2	87,8	100,0
1974	0,0	0,9	0,0	1,5	2,4	8,6	11,0	89,0	100,0
1978	0,0	0,7	0,0	1,8	2,5	9,5	12,0	88,0	100,0
1982	0,0	0,3	0,0	2,1	2,4	8,9	11,3	88,7	100,0

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 8.9 Evolution de la valeur alimentaire finale au stade de détail. Italie, 1970-1982.

	CIA	VAA	CII	VAI	CIC	VAD	VMFD	CIT	VAT	VMFD
1970	4,7	41,7	7,1	11,8	8,8	25,9	100,0	20,6	79,4	100,0
1974	5,5	38,8	8,0	12,0	10,1	25,6	100,0	23,6	76,4	100,0
1978	4,9	35,6	7,9	13,2	10,2	28,3	100,0	22,9	77,1	100,0
1982	5,0	29,9	8,4	13,4	9,6	33,7	100,0	23,0	77,0	100,0

CIA = Consommation extra-sectorielle de l'A
VAA = Valeur ajoutée par la branche A
CII = Consommation extra-sectorielle des IAA
VAI = Valeur ajoutée par la branche IAA
CIC = Consommation extra-sectorielle du CO
VAD = Valeur ajoutée par la distribution agro-alimentaire (CO)
VMFD = Valeur marchande finale au stade de détail

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 8.10 Evolution de la marge globale. Italie, 1970-1982

	MG
1970	54
1974	56
1978	60
1982	65

MG = Coût de Transformation et de Distribution (CTD)/ Valeur Marchande Finale au stade de Détail (VMFD)

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 8.11 Evolution de la valeur marchande finale au stade de la consommation. Italie, 1970-1982.

	CIA	VAA	CII	VAI	CID	VAD	VMFC	CIT	VAT	VMFC
1970	4,4	38,9	6,6	11,0	10,2	29,0	100,0	21,2	78,8	100,0
1974	5,2	36,0	7,4	11,2	11,2	29,0	100,0	23,8	76,2	100,0
1978	4,4	32,0	7,1	11,8	11,0	33,7	100,0	22,5	77,5	100,0
1982	4,3	25,8	7,3	11,5	11,0	40,1	100,0	22,6	77,4	100,0

CIA = Consommation extra-sectorielle de A
VAA = Valeur ajoutée par la branche A
CII = Consommation extra-sectorielle des IAA
VAI = Valeur ajoutée par la branche IAA
CID = Consommation extra-sectorielle de la distribution (CO+HR)
VAD = Valeur ajoutée par la distribution agro-alimentaire (CO+HR)
VMFC = Valeur marchande finale au stade de la consommation

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 9.1 Indices des échanges à l'interieur de CPAA. Italie, 1970-1982

A	Ia	Ib	Ic	Id
1970	84,47	47,08	15,53	52,92
1974	83,47	52,14	16,53	47,86
1978	81,45	55,94	18,55	44,06
1982	82,78	52,71	17,22	47,29
IAA	Ia	Ib	Ic	Id
1970	32,09	80,70	67,91	19,30
1974	40,39	79,35	59,61	20,65
1978	34,47	78,64	65,53	21,36
1982	29,01	75,59	70,99	24,41

Ia = Echanges A-IAA: ventes en % des ventes totales
Ib = Echanges A-IAA: achats en % des achats totaux
Ic = Ventes A/IAA aux branches à l'extérieur de CPAA en % des ventes totales
Id = Achats A/IAA aux branches à l'extérieur de CPAA en % des achats totaux

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 9.2 Structure des ressources et de la production dans le CPAA. Italie, 1970-1982

A	IIa	IIb	IIc
1970	20,55	50,61	77,97
1974	23,49	49,47	76,32
1978	22,07	47,79	73,04
1982	19,90	45,56	69,11
IAA	IIa	IIb	IIc
1970	14,46	49,39	22,03
1974	18,64	50,53	23,68
1978	17,71	52,21	26,96
1982	17,40	54,44	30,89

IIa = Indice des importations [M/(Pf+M)]
IIb = Mesure la répartition relative des produits des branches
IIc = Mesure la répartition relative de la valeur ajoutée des branches

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 9.3 Principaux coefficients structurels du SAA. Italie, 1970-1982.

Coefficients		Années	A	IAA
		1970	0,21	3,19
	CI	1974	0,30	3,28
	VA	1978	0,31	2,88
		1982	0,36	2,62
Structure des branches (coefficients structurels)		1970	0,93	0,15
	EI	1974	0,98	0,17
	EF	1978	1,07	0,22
		1982	0,98	0,26

	1970		0,99
Structure de la valeur	CTD	1974	1,04
marchande finale	PBA	1978	1,25
		1982	1,78
		1970	0,28
	VAI	1974	0,31
	VAA	1978	0,37
		1982	0,45
Structure du complexe de			
production agro-alimentaire		1970	2,19
	EFA	1974	2,24
	EFI	1978	2,39
		1982	2,27

CI = Consommation intermédiaire extra-sectorielle du secteur
VA = Valeur ajoutée du secteur
EI = Emplois intermédiaires du secteur
EF = Emplois finals du secteur
CTD = Côut de transformation et de distribution
PBA = Production finale de la branche A
VAA = Valeur ajoutée par la branche A
VAI = Valeur ajoutée par la branche IAA
EFI = Emploi final des IAA
EFA = Emploi final de l'A

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 9.4 Evolution du rapport entre consommation finale de biens alimentaires des IAA et ceux de l'agriculture Italie, 1970-1982.

	1970	1974	1978	1982
CFI/CFA	2,25	2,29	2,56	2,31

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 10.1 Typologie des économies agro-alimentaires

	CTD/PBA	VAI/VAA	EFI/EFA
Economie alimentaire agricole	<1	<1	<1
Economie alimentaire de transition	<1	<1	>=1
	>1		
Agro-industrie	>1	>=1	>1

Source : Malassis, 1979/379.

Tableau 10.2 Coefficients structurels de quelques économies agro-alimentaires

Pays	CTD/PBA	VAI/VAA	EFI/EFA
Côte-d'Ivoire (1970)	0,6	0,1	0,8
Algérie (1969)	0,7	0,4	2
France (1959)	1,3	0,3	2,2
France (1972)	1,4	0,7	2,3
USA (1919)		0,2	0,7
USA (1963)	>1	>1	2
USA (1972)	>1	1,1	11,5
RU (1970)	3,4	2,1	3,8
Italie (1970)	1	0,3	2,2

Source : Malassis, 1979/379 et pour l'Italie nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 10.3 **Typologie agro-alimentaire**

Modèle d'économie agro-alimentaire	I Paa (%)	II CIA (%)	VAA (%)	III VAA (%)	VAI (%)	IV PA (%)	CTD (%)	CFI (%)	V CFA (%)
Agricole	>50	10	90	75	25	80	20	20	80
Transition	50-10	30	70	65	35	50	50	40	60
Agro-industrielle	<10	60	40	50	50	30	70	80	20

I = population active employée dans l'agriculture
II = structure de la branche agriculture
III = structure du CPAA
IV = structure de la chaîne agro-alimentaire
V = structure de la consommation finale

Tableau 10.4 **Typologie de l'économie agro-alimentaire italienne, 1970-1982.**

	I Paa (%)	II CIA (%)	VAA (%)	III VAA (%)	VAI (%)	IV PA (%)	CTD (%)	CFI (%)	V CFA (%)
1970	18	18	82	78	22	51	49	69	31
1974	16	23	77	76	24	49	51	70	30
1978	14	24	76	73	27	44	56	72	28
1982	12	26	74	69	31	36	64	70	30

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Troisième Partie

Agriculture, industries agro-alimentaires, restauration dans le système économique

Orientation

Le déclin de l'agriculture au sein du système économique est un phénomène général dans tous les pays du monde, statistiquement bien connu, et considéré commme caractéristique du processus de croissance. Mais le secteur agricole ne perd pas d'importance seulement au sein de l'économie globale, il décline également au sein de l'économie agro-industrielle, de l'économie agro-alimentaire et de la production agricole elle-même. Ces trois formes de déclin sont pourtant tout aussi importantes et généralisées que la décroissance globale.

En relation avec le déclin de l'agriculture se réalise la croissance relative du secteur industriel et des services. Ce phénomène, analysé depuis longtemps au niveau de l'économie globale, a donné naissance à la théorie des trois secteurs (qui a suscité de nombreuses controverses). Selon cette théorie la societé passe par les stades successifs de société "primaire", "secondaire" et "tertiaire", ou, en d'autres termes par les stades agricole, industriel et post-industriel[1].

Dans cette partie, pour approfondir l'étude de l'évolution de la structure du SAA italien on analysera, à l'aide des tableaux agrégés et sur la base des statistiques économiques[2], le rôle de l'agriculture, des industries agro-alimentaires et de la restauration au sein de l'économie nationale, de l'économie agro-industrielle, de l'économie agro-alimentaire et du secteur même. L'étude sera complétée par une analyse des composantes de la valeur ajoutée de l'agriculture, des IAA et de la restauration.

En ce qui concerne la distribution, puisque l'analyse de la formation de la valeur marchande finale nous indique que les coûts de distribution agissent sensiblement sur le coût final de l'alimentation, à l'aide d'une analyse intersectorielle on peut quantifier cette incidence.

Le résultat nous donnera l'estimation des marges marchandes réelles et celle des coûts de transport pour l'agriculture et les industries agro-alimentaires. Cette étude portera ainsi sur quelques considérations concernant le réseau de distribution italien.

---

1 La plupart des sociétés occidentales en sont au troisième stade alors que la plupart des PMD en sont au premier (L. Malassis, 1979/377).

2 Ces analyses se fondent sur les travaux de E. Di Cocco (1977, 1982), L. Sicca (1977, 1981), L. Malassis (1979), G. Gios et Miglierina (1982), F. Momigliano et D. Siniscalco (1982), P. Bertoletti, G. Rampa, et V. Silva (1987). Pour les autres contributions on renvoie à la bibliographie.

Chapitre XI - Le déclin généralisé relatif de l'agriculture

Il ressort de tout ce qui a été exposé jusqu'à présent que l'importance de l'agriculture italienne diminue dans le système économique général par rapport aux autres secteurs ; elle est toutefois de plus en plus dépendante de ceux-là à la suite du processus d'intégration économique.

Afin de produire, l'agriculture aura donc davantage recours aux biens et services des autres branches de l'économie, en accord avec le phénomène généralisé d'intégration entre secteurs productifs du système économique. En effet "l*es développements plus ou moins récents de l'économie ont pu démontrer que toutes les activités économiques sont interdépendantes. Donc l'activité agricole dépend de l'activité industrielle et vice versa*" (Di Cocco, 1984/35).

Le déclin de l'agriculture à l'intérieur de l'économie globale est un phénomène général dans tous les pays du monde (Malassis, 1979/374) et revêt quatre aspects qui seront ensuite analysés :

- déclin par rapport à l'économie nationale ;
- déclin par rapport à l'économie agro-industrielle ;
- déclin par rapport à l'économie agro-alimentaire ;
- déclin par rapport à l'économie agricole.

Cette étude sera ensuite complétée par l'analyse de la valeur ajoutée agricole.

1 Déclin par rapport à l'économie nationale

On peut mettre en évidence le rôle de l'agriculture par rapport à l'économie nationale en analysant quelques indicateurs tels que les employés agricoles comparés à la totalité, la valeur ajoutée agricole par rapport à la valeur totale, les consommations alimentaires d'origine agricole comparées aux consommations totales (privées et publiques).

Le tableau 11.1 met en évidence le déclin de l'agriculture dans le système économique italien pendant la période 1965-1982. La diminution, généralisée et constante, a mené à une réduction de 50% de l'importance[3] de l'agriculture au sein du système économique italien (5-6% en 1982).

On peut tirer les mêmes conclusions en observant le tableau 11.2 : à prix courants la contribution à la production agrégée donnée par la branche agriculture est passée de 10,7% en 1960 à 4,5% en 1985, avec une diminution particulièrement prononcée entre 1965 et 1970.

On note la même tendance si on prend en considération les données relatives aux consommations finales intérieures d'origine agricole par rapport à la totalité ; les consommations intermédiaires totales (intérieures plus importées), au contraire, augmentent dans la période considérée, en confirmant le processus d'intégration déterminé par l'évolution du système économique, dans lequel l'agriculture est impliquée.

---

3 En réalité notre analyse démontre le déclin de l'agriculture à l'aide d'une analyse directe des données en omettant les effets des interelations qui existent entre secteurs au sein d'un système économiquement développé. En effet un secteur qui a peu d'importance du point de vue statistique, peut avoir une forte incidence économique à cause de l'impossibilité de remplacer ses productions.

La même analyse effectuée aux prix de 1980 (tableau 11.3) met en évidence une réévaluation de la production et des consommations de produits agricoles.

Le tableau 11.4 peut confirmer les résultats de notre analyse des emplois en agriculture par rapport aux actifs totaux. On constate ainsi la chute de l'emploi agricole : -65% entre 1960 et 1985. Celle-ci ne peut être expliquée seulement par une augmentation des employés dans d'autres secteurs productifs italiens, mais aussi par un fort exode qui a connu son maximum pendant la période 1960-70 (-41%)[4].

Le coefficient de travail indiqué dans le tableau 11.5, "indicateur inverse de la productivité"[5], se réduit par conséquent en agriculture à un rythme de 20% plus élevé que celui de la moyenne nationale de 1960 à 1985.

2 Déclin par rapport à l'économie agro-industrielle

L'économie agro-industrielle englobe l'économie agro-alimentaire. En fait elle comprend celle-ci et tous les secteurs économiques qui, même en ne produisant pas de biens alimentaires, utilisent des biens agricoles pour leurs productions, ou fournissent biens ou services aux branches agro-alimentaires.

Le secteur agro-industriel (SAI) comprend non seulement le SAA, mais aussi l'agrégé des industries liées en aval à l'agriculture[6], tandis que les secteurs économiques liés en amont à l'agro-alimentaire, ont été exclus à cause de l'impossibilité de leur isolement statistique dans les tableaux agrégés[7].

Le SAI est en Italie ainsi délimité :

- secteur agro-alimentaire SAA
  - agriculture
  - industries agro-alimentaires
  - restaurants et établissements publics

- industries liées ILA
  - textiles et vêtements
  - cuir, maroquinerie, chaussures
  - bois et meubles
  - papier, produits papetiers, presse

Le rôle de l'agriculture dans le système agro-industriel ne peut pas être considéré comme essentiel, mais le poids qu'il a à l'intérieur de ce secteur change d'une façon considérable

4 Pour des approfondissements à propos de l'exode agricole voir E. Di Cocco, 1984/Chap. XX.

5 P. Bertoletti, G. Rampa et V. Silva, 1987/71.

6 En réalité le secteur nommé "industries liées à l'agriculture" achète la plupart des inputs nécessaires à sa production à l'agriculture mais aussi, même si en petite quantité, aux IAA (voir par exemple la branche cuir). En définitive, le secteur ILA, est lié non seulement à l'agriculture mais aussi aux IAA.

7 En effet, dans les tableaux ces secteurs sont agrégés avec d'autres secteurs qui ne montrent pas de rapports économiques (significatifs) avec ceux de l'agro-alimentaire, c'est-à-dire que leur insertion peut amener à une surestimation du secteur agro-industriel.

au cours du temps. On peut en effet observer, en analysant le tableau 11.6, que l'importance de l'agriculture dans le SAI diminue nettement au cour de la période considérée.

Tous les indices calculés nous confirment le déclin du rôle de l'agriculture au sein de l'économie agro-industrielle, mais ces diminutions montrent clairement que :

1) la diminution de la valeur ajoutée de l'agriculture par rapport à la totalité du secteur, liée à la diminution des actifs agricoles, manifeste la restructuration au sein du monde agricole (exode, abandon des entreprises "marginales", etc.), le transfert de plus en plus important du travail des produits agricoles de base aux IAA, ainsi que le déclin déjà indiqué par rapport à l'économie globale et donc la croissance de tous les autres secteurs économiques. L'indice de la production effective (avec autoconsommation) exprime la même tendance, car l'agriculture est typiquement un secteur au sein duquel la valeur ajoutée a une grande importance, même si sa faible diminution est imputable à la hausse de ses achats intermédiaires.

2) On peut noter, pour ce qui concerne les indices relatifs à l'agriculture comme secteur de "vente", un déclin moins accentué et cela confirme qu'en Italie une grande partie de la production agricole est destinée à la consommation finale sans passages intermédiaires (sauf bien sûr celui de la distribution).

3 Déclin par rapport à l'économie agro-alimentaire

Pour pouvoir quantifier ce déclin le tableau 11.7 reporte la structure de l'économie agro-alimentaire de l'Italie (Malassis, 1979/376) et de certains autres pays.

Les données démontrent que, à la suite du développement économique, l'importance relative des coûts de transformation et de distribution augmente, tandis que celle de la production agricole diminue. Dans les PVD l'importance du CTD est basse pour deux raisons fondamentales : le bas niveau de développement de l'industrie alimentaire (prédominance de la consommation des produits agricoles non transformés) et le coût très bas de la distribution causé par une population nettement rurale.

Le coût de transformation et de distribution représente dans les pays développés plus de 50% de la valeur alimentaire finale ; L. Malassis explique qu'au Royaume-Uni, où la production agricole nationale ne satisfait que 50% des nécessités alimentaires et où les importations sont donc considérables, le coût de transformation et de distribution représente plus de 75% de la valeur alimentaire finale (Malassis, 1979/376).

Le tableau 11.7 montre en outre une différente distribution de la valeur ajoutée et des emplois finals entre l'agriculture et les IAA pour les raisons indiquées précédemment, dont une haute sophistication et transformation des produits alimentaires (hausse de la valeur ajoutée des IAA par rapport à celle de l'agriculture) et la conséquente tendance à une augmentation de la valeur des emplois finals des produits des IAA par rapport à l'agriculture.

4 Déclin par rapport à l'économie agricole

L'agriculture fait face enfin à un déclin par rapport à elle-même. Le tableau 11.8 nous permet en effet de relever une hausse de la consommation intermédiaire de biens et services d'autres branches de l'économie et une diminution de la valeur ajoutée agricole

(en pourcentage de la production finale), directement corrélés au développement du système économique.

La tendance à la croissance des consommations intermédiaires simultanément à la diminution de la valeur ajoutée par rapport à la production finale de l'agriculture, est un phénomène généralisé et concerne tous les pays du monde pendant le déroulement du progrés économique ; L. Malassis affirme à ce propos, que les consommations intermédiaires, qui représentent moins de 15% de la production agricole finale des PVD, tendent à égaler ou même à dépasser la valeur ajoutée de l'agriculture des PD[8].

5 Analyse de la valeur ajoutée agricole

On a pu constater au cours du paragraphe précédent, que l'agriculture s'intègre aux autres branches du système économique et que la valeur ajoutée de l'agriculture diminue par rapport à la production agricole finale. Il est donc nécessaire d'analyser l'évolution des composantes de la valeur ajoutée, à la fois par rapport à la VAT nationale et à celle du SAA et d'en relever par conséquent, les tendances principales.

Les composantes de la valeur ajoutée au sein des tableaux agrégés relatifs à l'économie italienne, sont au nombre de quatre :

- salaires et traitements bruts ;
- charges sociales ou contributions sociales ;
- autres revenus (résultat net de gestion) ;
- amortissements.

Le tableau 11.9, qui compare la valeur ajoutée de la branche agriculture à la VA nationale et à celle du SAA[9], montre un fort et constant déclin de la valeur ajoutée agricole, plus accentué par rapport au déclin national (-68%) que par rapport à celui du SAA (-35%). Ce dernier représentait en 1982 presque 50% de tout le secteur.

Ce déclin implique même les différentes composantes de la valeur ajoutée agricole, comparées aux mêmes composantes de la valeur ajoutée nationale (tableau 11.10) et à celles du SAA (tableau 11.11).

Le déclin implique seulement partiellement les amortissements, signe indirect d'une volonté de continuer à investir, malgré les difficultés contre lesquelles l'agriculture italienne se débat.

8 En ces termes, l'Italie devrait être considérée comme un PVD, en réalité il faut dire que ces indices peuvent subir l'influence de la politique agricole et du caractère de ce qui est typique des cultures d'un pays donné. En d'autres termes, les cultures typiques italiennes (horticulture, fruits, raisins) sont intensives et amènent, en relation avec la structure agricole italienne, à une haute valeur ajoutée (L. Malassis, 1979/376).

9 Il faut l'entendre comme ensemble des activités productives de l'agriculture, des IAA et des HR.

Chapitre XII - Le rôle des industries agro-alimentaires: entre déclin et croissance

On a analysé au cours du chapitre précédent, le déclin généralisé de l'agriculture. On peut de même étudier les tendances structurelles des industries agro-alimentaires. En effet on peut constater dans la période historique examinée (1965-82) quatre aspects :

- déclin par rapport à l'économie nationale ;
- déclin par rapport à l'économie agro-industrielle ;
- croissance par rapport à l'économie agro-alimentaire ;
- croissance par rapport à elles-mêmes.

1 Déclin par rapport à l'économie nationale

Alors que le déclin de l'agriculture par rapport au système économique général est constant, celui des IAA semble plutôt être fonction du niveau de développement rejoint par l'économie. Les indices de tableau 12.1 montrent en effet une première période (1967-74) durant laquelle les IAA ont maintenu leur poids pratiquement constant au sein du système économique et une deuxième période (à partir de 1974) où ce poids a nettement diminué, en raison de la tertiarisation de tout le système économique[10].

Ce déclin de l'importance des IAA italiennes, par rapport à l'économie dans sa globalité, est généralisé et concerne aussi bien la production que la consommation.

On peut intégrer, comme pour l'agriculture, l'analyse des IAA en élaborant des tableaux agrégés.

Si le tableau 12.2 confirme à prix courants les résultats du précédent, le tableau 12.3 par contre, qui analyse les IAA dans la même période mais à prix 1980, semble être plus intéressant. On peut en effet noter que le déclin des IAA est causé plutôt par des motivations de genre monétaire (exemple l'inflation), que par des faits réels. En effet en analysant le déséquilibre entre prix courants et prix constants pour ce qui concerne les industries en général et les services "*on peut affirmer que le phénomène de tertiarisation de l'économie italienne (aussi bien pour les outputs que pour les consommations finales) devrait être attentivement évalué par les données à prix constants, pour pouvoir individualiser les causes du différent degré de "propension à l'inflation" montrées par l'industrie et les services*" (Bertoletti, Rampa, Silva, 1987/71).

C'est-à-dire que les prix relatifs à la branche services ont augmenté davantage que les prix industriels. En plus les industries alimentaires ont été, parmi les industries en général, les moins responsables de poussées inflationnistes[11].

L. Sicca (1981/84) parvient à la même conclusion, toujours en utilisant les tableaux agrégés, et affirme que "*l'industrie alimentaire italienne a pu absorber la plupart des accroissements des coûts des inputs intermédiaires (agricoles ou non) et du travail, sans les transférer totalement sur les prix de vente de ses produits. [...] Du cours de l'indice des*

10 Cette problématique sera étudiée au cours du prochain paragraphe.

11 Pour les données concernant les autres types d'industries voir P. Bertoletti, G. Rampa et V. Silva, 1987/67-68 et 72-75.

prix implicites de la valeur ajoutée, dans lequel on synthétise le cours des prix des inputs et des outputs combinés, il ressort que l'industrie alimentaire, par rapport à tous les autres secteurs de l'économie nationale, ne s'est pas comportée comme agent inflationniste".

L. Sicca relève que cet indice a augmenté dans la période 1960-73 de 68,2% pour les industries alimentaires, tandis que pour la globalité des autres secteurs de l'activité économique il est de 100,2%.

En ce qui concerne l'incidence en pourcentage des employés des industries alimentaires par rapport à la totalité des actifs (tableau 12.4), on peut noter, entre 1960 et 1985 et notamment à partir de 1965, une diminution d'environ 11%[12]. L'analyse du coefficient de travail est aussi intéressante (tableau 12.5), car elle prouve la hausse de productivité du travail dans ce secteur. En effet la demande de travail par unité de produit diminue de 73%, 11% de plus que la diminution moyenne nationale (66%).

2 Déclin par rapport à l'économie agro-industrielle

Un résultat inattendu au cours de l'analyse du poids économique des industries agro-alimentaires par rapport au secteur agro-industriel[13], est son déclin constant, même si on ne peut le rapprocher de celui du secteur agricole.

On peut noter dans le tableau 12.6 que, dans la période 1970-82, les industries agro-alimentaires perdent de leur importance surtout dans le secteur de vente de produits à l'utilisateur final. Cette donnée s'exprime par la diminution (environ 21%) de la participation à la totalité des consommations finales agro-industrielles.

L'indice relatif à la valeur ajoutée nous montre, au contraire des autres, un signe positif à cause de la plus grande exigence par les consommateurs finals de produits élaborés et du transfert de la valeur ajoutée du secteur agricole aux autres secteurs agro-alimentaires.

Le déclin des IAA par rapport à l'économie agro-industrielle a eu certainement une influence sur la grande croissance de la restauration collective et celle des autres industries manufacturières non alimentaires.

3 Croissance par rapport à l'économie agro-alimentaire

L'importance croissante des IAA au sein de l'économie agro-alimentaire est en corrélation avec le déclin de l'agriculture ; on renvoie donc à ce propos aux considérations (tableau 11.1) déjà faites.

On peut toutefois ajouter que la croissance des IAA au sein de l'économie agro-alimentaire italienne atteindra une limite quand les services représentés par les branches CO et HR prendront l'avantage, en analogie avec ce qui se passe au sein du système économique général où la société devient de plus en plus "tertiarisée".

12 La diminution du coefficient du travail revêt une grande importance par rapport à la même diminution déjà mise en évidence au sein du secteur agricole, parce que ce dernier est dû à l'exode agricole et au processus d'industrialisation italien des années 1960.

13 En ce qui concerne la définition et la délimitation du secteur agro-industriel nous renvoyons au chapitre précédent.

4 Croissance par rapport à elles-mêmes

On peut considérer, comme déjà à propos de l'agriculture, la valeur ajoutée comme la vraie contribution à la formation de la production d'une certaine branche, car les biens et les services intermédiaires ne représentent que des achats dans les autres secteurs.

Le tableau 12.7 montre qu'à partir de 1974, la valeur ajoutée des IAA italiennes par rapport à leur production finale augmente fondamentalement et tend à rejoindre les chiffres français, et c'est à cause de la différence de structure générale qui existe entre les économies agro-alimentaires des deux pays que l'écart est encore si considérable.

5 Analyse de la valeur ajoutée[14]

L'analyse historique (1959-1982) de la valeur ajoutée des IAA par rapport à la totalité nationale et à celle du secteur agro-alimentaire (tableau 12.8), donne des résultats opposés : dans le premier cas on relève un déclin constant (-32%), mais moindre que dans l'agriculture, tandis que dans le deuxième on a une croissance constante et importante (+37%) ; cela confirme l'importance croissante de cette branche dans le SAA.

Si on analyse les données de la valeur ajoutée des industries agro-alimentaires par rapport à celles de la valeur ajoutée totale nationale (tableau 12.9), on peut noter qu'elles sont constantes ou en légère diminution, exceptée la composante "autres revenus", qui présente, au contraire, dans la même période, une diminution constante.

Si on prend au contraire les composantes de la valeur ajoutée des IAA en relation au SAA (tableau 12.10), on relève une constance substantielle ou bien de petites différences en faveur de cette branche, excepté la composante "contributions sociales", qui présente une diminution qui, toutefois, est peu importante à cause de son poids non-significatif dans la formation de la valeur ajoutée totale.

14 Les statistiques relatives à la valeur ajoutée, à la consommation finale des familles, à l'occupation, etc., sont en cours de réévaluation. L'ISTAT, en effet, complète la comptabilité nationale avec les données de l'année 1985. Un tableau agrégé de l'économie italienne relatif à 1985 sera publié courant 1990. A ce propos on relève que " le tableau agrégé de l'économie italienne relatif à 1982... diffère des TEI précédents à la fois par une plus ample disponibilité des informations de base et par quelques innovations méthodologiques". "La TEI 1982 est plus cohérente avec la nouvelle série de la comptabilité nationale 1980-86... et se pose comme un des fondements de la révision-même" (ISTAT, 1987a).
Cette révision n'introduit tout de même pas de grosses différences dans notre analyse, car les indices utilisés ne sont pas influencés d'une façon significative, au moins au niveau de tendances, par les différences entre tableaux pré et post révision.

Chapitre XIII - La croissance relative généralisée de la restauration

La restauration commerciale et collective, représentée dans les tableaux agrégés italiens par la branche restaurants et établissements publics (HR), prend de plus en plus d'importance au sein de l'économie agro-alimentaire et globale de notre pays.

En effet le développement économique a pour conséquence le déclin de l'agriculture et la croissance des industries et, en particulier, des services. La société se transforme donc de "primaire", où l'agriculture est le secteur principal de l'économie, en "secondaire" (industrielle) et enfin en société de services, autrement dit "tertiaire"[15]. En fait "*les données statistiques de tous les pays industriels nous indiquent que la composition de l'occupation dans les grandes branches productives est en train de changer d'une façon dramatique. Le pourcentage des actifs dans les services, suivant une tendance qui s'était déjà manifestée à partir des années 1930 aux Etats-Unis, a nettement augmenté au cours de ces vingt dernières années dans tous les pays. De plus, à partir de 1973, touste les croissances d'emplois se sont concentréés exclusivement au sein de la branche des services*" (Momigliano, Siniscalco, 1982/143).

Ces phénomènes sont décrits comme "tertiarisation" ou bien "désindustrialisation" du système économique[16]. Le raisonnement pour les SAA est tout à fait semblable: on a pu constater une hausse des coûts de transformation (industries) et de la distribution (services) par rapport à la production finale de l'agriculture dans la formation de la valeur alimentaire finale[17] et la croissance du rôle de restauration sociale et collective au sein de la chaîne agro-alimentaire.

En analogie avec ce qu'on a vu pour l'agriculture, pour les IAA la branche HR peut être aussi examinée sous quatre aspects différents :

- par rapport à l'économie nationale ;
- par rapport à l'économie agro-industrielle ;
- par rapport à l'économie agro-alimentaire ;
- par rapport à elle-même.

1 Croissance par rapport à l'économie globale

Le tableau 13.1 nous montre que la branche HR a eu un fort développement au sein de l'économie italienne, surtout au niveau des consommations finales, pour lesquelles elle est

---

15 La répartition de l'économie en secteur primaire, secondaire et tertiaire est due à C. Clark, 1940.

16 "*La tertiarisation ... s'extériorise avec une hausse du poids relatif des activités de service (nombre d'occupés et valeur ajoutée) par rapport aux activités industrielles, même en présence d'une tendance à la croissance ou bien à la conservation des niveaux absolus rejoints par la production industrielle (toujours pour ce qui concerne la capacité d'absorber main-d'oeuvre et valeur ajoutée). La désindustrialisation amène à une réduction en valeur absolue des actifs de l'industrie à cause de l'accentuation du dégrée de tertiarisation de certains contextes économiques*" (S. Vacca', 1980/11).

17 Le transfert du raisonnement à propos du processus de tertiarisation de l'économie générale à l'intérieur du SAA existe déjà dans les travaux de L. Malassis (1979/11) : "*... ce phénomène général au niveau des économies globales, se vérifie aussi à celui du secteur agro-alimentaire ... Le secteur agro-alimentaire français est donc à la limite entre «industriel» et «post-industriel»*".

passée de 2,47% en 1959 à 7,06% en 1982. Cette hausse est encore plus importante si on la compare à la baisse des consommations finales au sein des branches agriculture et IAA.

2 Croissance par rapport à l'économie agro-industrielle et alimentaire

La croissance de la restauration commerciale et collective est un phénomène répandu dans toutes les économies occidentales développées et atteint donc même en Italie une proportion de plus en plus considérable comme on a pu le constater au cours du paragraphe précédent.

Cette croissance, en analysant cette branche au sein de l'économie agro-industrielle et de celle agro-alimentaire, est destinée à atteindre une dimension encore plus importante. En effet les indices du tableau 13.2 nous montrent que la hausse au sein du secteur agro-industriel est considérable et progressive au cours de la période analysée.

3 Croissance par rapport à elle-même

On analyse, à l'aide du même procédé utilisé dans les paragraphes concernant l'agriculture et les IAA, le concours des consommations intermédiaires (CI-HR) et de la valeur ajoutée (VA-HR) à la formation de la production finale de la branche HR.

Le tableau 13.3 montre que la valeur ajoutée de la branche HR a une tendance positive et que les autres branches de l'économie (qui lui fournissent des biens et services) participent moins, en pourcentage, à la formation de sa production.

Ce phénomène devrait être réélaboré et évalué à l'aide des tableaux agrégés plus récents pour pouvoir ainsi juger l'influence de la restauration collective typique des années 1980 ("néo-restauration") sur les tendances structurelles de cette branche.

Si ces nouveaux phénomènes comportent une hausse des inputs intermédiaires, on aura un effet multiplicatif à l'arrière, c'est-à-dire que les secteurs qui fournissent directement les inputs devront eux mêmes augmenter leur production pour suppléer aux ventes à l'HR, et cela comportera un autre cycle d'achat d'inputs dans des secteurs qui fournissent ces derniers, etc.

Ce procédé ne peut qu'impliquer les autres secteurs agro-alimentaires (agriculture et IAA), à la fois parce qu'ils sont les principaux fournisseurs directs des biens nécessaires à la production et parce que, à cause du phénomène expliqué ci-dessus, ils sont impliqués indirectement car ils livrent une partie de ces productions aux secteurs qui sont fournisseurs de biens à l'HR (textiles, meubles, papier, etc.).

4 Analyse de la valeur ajoutée

Au cours de l'analyse de la valeur ajoutée de l'agriculture par rapport à la VA nationale on avait constaté une diminution de l'importance de cette branche ainsi qu'une certaine invariabilité dans les IAA. Par contre pour la branche HR on a pu constater une hausse considérable de la valeur ajoutée.

La valeur ajoutée de la branche HR, au cours de la période analysée, s'accroît de façon significative (+86%) par rapport à la VA nationale (tableau 13.4). Mais la hausse de la

valeur ajoutée de cette branche à l'intérieur du SAA réalise une croissance de grande proportion (+274%), devenant par ordre d'importance la deuxième branche dans la formation de la valeur ajoutée du SAA et dépassant même les IAA, elles-mêmes en hausse, comme on l'avait constaté.

La croissance des HR devrait être réévaluée et en partie redimensionnée à cause de la plus grande propension aux phénomènes inflationnistes démontrés par les secteurs qui appartiennent au tertiaire (au contraire de ce qui concerne la production des IAA). Malgré cela, la restauration collective prendra de plus en plus d'importance économique dans la scène agro-alimentaire italienne avec des effets bénéfiques sur l'agriculture et sur les IAA, cette dernière étant orientée sur la consommation finale avec donc une production qui nécessite de gros achats de biens aux deux autres branches du SAA.

En analysant les composantes de la valeur ajoutée des HR par rapport à celles de la valeur ajoutée totale nationale (tableau 13.5) et du SAA (tableau 13.6), la hausse relevée ci-dessus est due essentiellement à celle des "autres revenus".

Chapitre XIV - Les coûts de distribution

Comme on l'a déjà indiqué au cours du chapitre relatif à la formation de la valeur marchande finale, les coûts de distribution grèvent sensiblement le coût final de l'alimentation.

A l'aide d'une analyse intersectorielle il est possible de quantifier cette incidence : plus précisément le coût de la distribution est donné par la différence entre la consommation de biens alimentaires, évaluée à prix de marché, et l'agrégé correspondant à prix départ-usine ; le résultat nous donne l'estimation des marges marchandes réelles et celle des coûts de transport.

L'incidence de ce coût sur la totalité de la consommation alimentaire[18] en Italie, a beaucoup augmenté dans la période 1959-1982, passant de 25,1% à 39% (tableau 14.1)

On peut relever que, la croissance du système économique entre 1959 et 1982 s'accompagne de la hausse des coûts de distribution des produits alimentaires. La conséquence de ce phénomène est la diminution au cours du temps des entrées des producteurs de biens agro-alimentaires sur la valeur finale à la consommation de ces biens, au détriment d'une incidence de plus en plus grande des coûts de distribution (charges marchandes et de transport). En d'autres termes, "*la quote-part du prix de la vente à la consommation qui revient aux agriculteurs est décroissante lors que le revenu national augmente*"[19].

Ce n'est certainement pas une nouveauté d'affirmer que la chaîne de distribution italienne est arriérée par rapport aux autres pays européens et aux Etats-Unis, où s'est développée une préférence pour la grande distribution (surtout pour les produits alimentaires de masse). En Italie, au contraire, le petit détail (épicerie, boucherie, boulangerie, etc.) maintient la prévalence, avec des effets négatifs à la fois pour le consommateur et pour le producteur agricole. En effet "*la diminution des coûts de distribution des produits alimentaires pourrait permettre d'obtenir des avantages considérables pour les consommateurs s'ils pouvaient apporter une épargne même petite dans leur incidence en pourcentage*"[20].

L'importance des coûts de distribution peut se modifier selon le type de bien alimentaire qui est l'objet de déplacement marchand ; les tableaux agrégés à 44 branches nous permettent une subdivision en catégories de producteurs de biens agro-alimentaires plutôt limitées (tableau 14.2), mais qui, malgré tout, nous donne la possibilité de relever quelques tendances fondamentales.

Le tableau met clairement en évidence une nette différence de croissance des coûts de distribution entre l'agriculture et les IAA.

---

18 En est exclue la restauration vendue par le secteur HR. Par conséquent, la consommation alimentaire totale déduite des tableaux agrégés n'est pas la même que celle donnée par les statistiques de l'ISTAT sur la consommation des ménages.

19 E. Di Cocco, 1984. On peut appliquer ce raisonnement aux biens alimentaires produits par les IAA, comme l'on verra après.

20 L. Sicca, 1977/89. L'auteur, en utilisant la même méthodologie appliquée ici au cas italien, a comparé l'incidence des coûts de distribution dans des différents pays européens en concluant que (même en tenant compte que l'incidence peut être influencée par les différents niveaux de prix des divers produits alimentaires dans chaque pays) le coût de distribution en Italie est plutôt plus élevé.

En effet en agriculture pendant la période 1965-82 les coûts de distribution sont passés de 33,5% à 51,6% avec une hausse de 54%, tandis que dans les industries agro-alimentaires ces coûts sont passés de 25,7% à 33% avec une croissance limitée à 28,4%, accumulée dans la période 1965-70 (entre 1970 et 1982 cette hausse était seulement de 1,5%). Parmi les industries agro-alimentaires celles qui présentent le concours le plus élevé des coûts de distribution par rapport au coût total de l'achat de leurs produits par le consommateur, sont les industries liées aux produits de la zootechnie, c'est-à-dire la "viande" et le "lait" (en 1982 respectivement 38,1% et 35,3%) suivies par les "boissons alcoolisées et non-alcoolisées" (32,1%) et enfin par la branche hétérogène des "autres produits alimentaires" (25,1%).

On peut atteindre à un degré d'analyse plus élevé en subdivisant les disponibilités agro-alimentaires en deux catégories (celles de la production nationale et celles de l'importation), et en calculant leurs coûts de distribution (tableaux 14.3 et 14.4).

Les tableaux nous montrent les plus hauts coûts de distribution des produits d'origine étrangère par rapport à ceux d'origine nationale, différence causée par les plus hauts coûts de transport et probablement par la présence d'un plus grand nombre d'intermédiaires marchands. En agriculture on a pu assister à une croissance continue de ces coûts, comme le montre la diminution du différentiel entre produits d'importation et produits nationaux (6,2% en 1965 contre le 2,1% en 1982).

Au sein des IAA cette différence (environ 7%) se maintient constante dans la période considérée, en relevant en même temps quelques tendances particulières. En effet tandis que dans la branche "autres produits alimentaires" en 1970 les biens importés présentaient des coûts de distribution bien plus élevés que les produits locaux, dans les "boissons" les coûts de distribution étaient au contraire plus bas pour les produits d'origine étrangère par rapport à ceux d'origine intérieure. Au cours des années suivantes la règle, produits étrangers donc coûts de distribution plus élevés, s'est rétablie dans tous les cas.

1 Les coûts de distribution en agriculture

Les cinq groupes de produits : "produits de cultures" (01),"produits de la zootechnie" (02), "vin et huile de pression" (03), "bois" (04) et "produits de la pêche" (05)[21], qui dans le tableau à 44 branches sont agrégés sous une seule activité nommée "produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche" (simplement "agriculture" dans ce travail) présentent des caractéristiques différentes au niveau de coûts de distribution (tableaux 14.5, 14.6, 14.7).

Avant tout il faut exclure de ce genre d'analyse le groupe "produits de la zootechnie", qui présente une faible propension à la consommation finale (en 1982, 1,6% seulement de la dépense alimentaire des ménages), car ces produits sont pour la plupart des inputs pour d'autres productions et plus précisement pour les activités "viande" et "lait" (que l'on traitera au cours de l'analyse des IAA). Pour la même raison on a exclu le groupe "bois" (qui en 1982 représentait seulement 0,29% de la dépense alimentaire totale).

Par contre, les trois groupes qui restent ont une production dirigée principalement vers la consommation finale et donc apte aux calculs des coûts de distribution.

21 Les correspondances entre le classement des groupes des produits NACE-CLIO et les TEE italiennes (84 et 92 branches) sont : 01 = 011, 019 ; 02 = 014 ; 03 = 012, 013 ; 04 = 020 ; 05 = 030.

Les "produits de culture", composantes de la branche agriculture, sont les principaux fournisseurs de biens pour le consommateur final avec 22,18% en 1982. Les caractéristiques technologiques et marchandes de ces produits[22] et, probablement, certains problèmes dans la chaîne marchande classique sont la cause de la hausse des coûts de production de ces produits, qui sont passés, au cours de la courte période considérée dans notre analyse (1978-82) de 45,73% à 53,95% de leur valeur finale au détail. On ne signale pas une différence notable de ces coûts entre biens d'origine nationale et ceux d'origine étrangère.

Le groupe d'activités "vin et huile à pression" montre au contraire des coûts de distribution bas par rapport aux autres groupes de l'agriculture et en plus, d'un point de vue dynamique, ces coûts se montrent stationnaires ou même en diminution, passant de 41,90% en 1978 à 39,63% en 1982. Cette tendance est extrêmement significative, si on considère que c'est la seule activité du complexe agro-alimentaire (A + IAA) qui la présente. Il faut aussi relever que les produits importés montrent un coût de production plus élevé (41,55% en 1982) que les produits nationaux (39,62% toujours en 1982)[23].

La dernière activité à considérer est celle de "produits de la pêche", qui montre le plus haut coût de production de tout le complexe agro-alimentaire avec, de plus, une croissance constante entre 1978 (47,64%) et 1982 (55,48%). La grande incidence de ces coûts peut être due aux caractéristiques typiques des produits de la pêche qui sont confirmées par un coût de production du produit national plus élevé que celui du produit étranger (56,03% en 1982 contre 54,57% en 1978), en supposant que le premier montre un pourcentage plus grand pour les produits frais par rapport à ceux importés, pour la plupart déjà transformés (ou semi-élaborés).

2 Les coûts de distribution dans les industries agro-alimentaires

Les tableaux à 84 branches et à 92 branches nous permettent d'individualiser 13 groupes d'activités économiques qui constituent l'agrégé "industries agro-alimentaires"[24] et l'importance de la distribution dans leur production (tableaux 14.8, 14.9, 14.10).

En analogie avec ce qu'on a affirmé au cours du paragraphe précédent à propos des secteurs "produits de la zootechnie" et "bois", dans les IAA on peut exclure les groupes d'activité tels que "décorticage, mouture,.." et "aliments pour bétail" car leur productions sont presque totalement absorbées par d'autres secteurs du complexe agro-alimentaire et donc seulement en quantité négligeable par le consommateur final ; on prend donc en considération les marges marchandes et les coûts de transport de ces productions comme des simples transactions marchandes intermédiaires plutôt que comme des vrais coûts de distribution, car, comme précédemment, ils sont insignifiants au niveau du consommateur final[25].

22 Ils sont nommés aussi "produits frais", dans le sens qu'ils n'ont pas subi de vraies transformations industrielles, mais à la limite des modifications de caractère agricole-artisanal.

23 En réalité les importations de ce genre d'aliment sont plutôt limitées (seulement 0,31% de la dépense alimentaire des familles pour les biens alimentaires d'origine étrangère).

24 Pour pouvoir comparer la version à 84 branches productives à celle de 92, on renvoit aux annexes.

25 Les branches "décorticage, mouture,.." et "aliments pour bétail" représentent seulement respectivement 0,82% et 1,13% de la dépense alimentaire totale des ménages italiens en 1982. Les coûts de distribution sur ce type de biens ne sont toutefois pas très importants et en 1982 ils étaient de 19,17% et de 28,19% avec une tendance à la hausse.

Comme nous l'avons dit, les IAA qui transforment les produits de la zootechnie sont les activités qui présentent les plus hauts coûts de distribution. En effet le secteur "viandes", a une incidence de ces coûts qui atteint, en 1982, 38,06%, tandis que le secteur "lait" atteint 35,31%. Il faut relever que l'ensemble des industries représentent environ 42% de la dépense alimentaire finale et environ 62% de la dépense totale réservée aux produits des IAA dans leur ensemble.

Par contre les secteurs directement dépendants, pour les achats, du secteur "décorticage, mouture, ..." donc la "boulangerie" et la "fabrication de pâtes" révèlent une incidence des coûts de distribution parmi les plus bas dans les IAA : 19,24% pour la première et 20,73% pour la deuxième en 1982. Toutefois ces valeurs sont plus élevées qu'en 1978 (16,83% et 17,73% respectivement). Ces deux secteurs représentaient en 1982 environ 10% de la dépense alimentaire totale des familles et environ 15% de celle des IAA. Il faut relever le poids non significatif de l'importation de ces biens sur le total des importations de biens alimentaires.

En ce qui concerne le secteur "boissons" les coûts de distribution se posent autour de 30-33% ; en 1982 ils étaient de 31,63% dans le secteur "alcools, eaux-de-vie, liqueurs et vins spéciaux", de 30,78% dans la "bière" et enfin de 33,52% dans les "boissons non-alcoolisées". Les trois secteurs connaissaient une hausse de ce coût par rapport aux données de 1978, toutefois leur importance dans la dépense alimentaire totale est seulement d'environ 3,2% et par rapport aux ventes totales des IAA aux consommateurs, elle est d'environ 5%. En comparant les coûts de distribution des produits d'origine nationale et ceux des produits d'importation, on constate une grande différence dans le secteur "alcools, eaux-de-vie, liqueurs et vins spéciaux". En effet, dans ce secteur, l'incidence des coûts de distribution des produits locaux était, en 1982, de 29,30% pour les produits importés[26].

Les coûts de distribution dans le secteur de la "confiserie" (qui n'inclut pas la pâtisserie fraîche comprise dans la boulangerie) sont, après ceux de la viande, les plus élevés: 35,04% et 36,27% respectivement en 1978 et en 1982, tandis que le secteur "Produits de la transformation des betteraves" qui, en substance, représente l'industrie du sucre, montre des coûts de distribution plutôt contenus, 19,84% en 1982.

Un autre secteur qui montre des coûts de distribution au-dessous de la moyenne des IAA est celui de la "conservation et transformation des fruits et légumes" (26,95%).

Le dernier secteur qu'il faut analyser est celui des "autres produits alimentaires non classifiés", qui se présente comme un agrégé avec des caractéristiques hétérogènes non seulement dans le cycle de production, mais aussi dans les coûts de distribution[27]. Ce secteur compte 5,27% de la dépense alimentaire totale, qui représentait 7,8% de la totalité des produits achetés des IAA. L'incidence des coûts de distribution était en 1982 de 32,48%, tandis qu'elle est supérieure, dans la marchandise importée (35,46%), à celle d'origine intérieure (32,20%).

---

26 Cette différence élevée (environ 6%) peut être expliquée par la particularité des biens qui représentent ce secteur. En effet on peut penser que les liqueurs et vins spéciaux amènent à une hausse des coûts de distribution, car les clients de ce type de biens payent ces coûts (qui se reflètent dans un plus haut prix de vente) plutôt que d'acheter des biens analogues de production nationale (s'ils existent).

27 Dans cette catégorie on trouve des produits tels que les huiles raffinées et les produits diététiques et naturels (probablement ces derniers avec des coûts de distribution beaucoup plus élevés).

3 Quelques considérations

On peut affirmer, à la lumière de ces données, que le secteur qui montre le plus haut coût de distribution est l'agriculture et dans celle-ci la zootechnie, à la fois comme production et comme industries alimentaires liées.

"*Un poids si important des coûts de distribution pour les produits agricoles, même s'il est dû en partie aux caractéristiques marchandes des produits, est certainement un indice d'inefficacité dans la commercialisation des produits frais sur lequelle se reflète le manque d'efficacité de l'agriculture elle-même qui favorise la prolifération de structures souvent parasitaires*" (Sicca, 1977/88).

Les causes principales de ces coûts élevés il faut les rechercher principalement dans deux anneaux de la chaîne agro-alimentaire : l'agriculture et la commercialisation des produits agricoles.

En ce qui concerne la première, il faut mettre en évidence la caractéristique de fragmentation des productions et l'insuffisance des organismes qui doivent concentrer l'offre agricole. La fragmentation des productions dérive de la dimension moyenne de la plupart des exploitations agricoles italiennes (environ 7 hectares), problème qui peut être résolu avec une politique de remembrement appropriée. Une autre solution serait d'augmenter le rôle des organismes susnommés (associations de producteurs, coopératives agricoles, etc.), qui, en opérant d'une façon plus rentable qu'actuellement, pourraient atténuer quelques-uns des problèmes qui dérivent de la dimension limitée des exploitations, tels que le problème de l'offre agricole déjà cité, qui amène souvent à l'intervention de certains intermédiaires qui ne seont pas nécessaires.

En ce qui concerne le système de distribution italien, encore caractérisé par le rôle important du petit commerce, la solution la plus indiquée parait être celle qui a été déjà adoptée depuis quelques dizaines d'années dans les pays économiquement plus développés, c'est-à-dire l'intensification du réseau de commercialisation alimentaire qui se base sur la grande distribution (hypermarchés, supermarchés, discounts, superettes, etc.) et des associations de détaillants.

Comme l'indique Sicca (1977/90), "*un changement des structures de l'offre et de l'appareil distributif au détail constitue donc la seule voie possible pour la réduction des passages intermédiaires, avec le succès des chaînes de distributions plus directes et plus économiques*".

TABLEAUX ET FIGURES

TROISIEME PARTIE

Tableau 11.1 **Déclin de l'agriculture dans le système économique national. Italie, 1965-1982* (en%)**

Indices	1965	1967	1970	1974	1978	1982
PAa/PAt	-	-	18,39	15,99	14,38	12,09
ETa/ETt	13,30	12,46	9,94	8,43	8,08	6,32
VAa/VAt	13,26	12,66	10,33	9,02	7,91	5,77
PEa/PEt	10,11	9,53	8,48	7,23	6,76	4,93
CFa/CFt	15,14	13,91	10,38	9,35	7,77	6,82

* Les séries 1965-1967, établies sur la base de TES "version nationale", et 1970-1982, établies sur la base de TES "version CEE", ne sont pas strictement comparables telles qu'elles sont (voir annexe).

PAa/PAt = population active agricole/population active totale
ETa/ETt = emplois totaux de l'A/emplois totaux de la nation
VAa/VAt = valeur ajoutée par l'A/valeur ajoutée totale
PEa/PEt = production effective de l'A/production effective totale
CFa/CFt = consommation finale des prod. agricoles/consommation finale totale

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 11.2 **Evolution de l'agriculture dans le système économique national. Italie, 1960-1985 (en %, à prix courants).**

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1960-1985
Prod. agr./Prod. tot.	10,65	9,83	6,92	6,18	5,28	4,49	-58
Cons. fin. agr./Cons. fin. tot.	8,83	7,92	5,82	4,53	3,44	2,92	-67
Cons interm./Prod. agr.	34,62	36,68	37,78	40,38	45,67	47,44	37

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 11.3 **Evolution de l'agriculture dans le système économique national. Italie, 1960-1985 (en %, à prix 1980).**

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1960-1985
Prod. agr./Prod. tot.	9,21	8,64	6,23	5,72	5,28	5,23	-43
Cons. fin. agr./Cons. fin. tot.	7,64	7,11	5,33	4,10	3,44	3,52	-54
Cons interm./Prod. agr.	35,06	37,28	39,62	40,53	45,67	44,66	27

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 11.4 **Proportion des actifs agricoles en % des actifs totaux. Italie, 1960-1985.**

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1960-1985
Agriculture	31,46	23,74	18,45	15,37	13,36	11,09	-65

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 11.5 **Coefficients de travail pour l'agriculture : UTH/milliard de lires de production aux prix 1980. Italie, 1960-1985.**

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1960-1985
Agriculture	279,20	146,70	120,30	95,40	72,70	59,30	-79
Moyenne nationale	81,70	53,30	40,60	35,50	28,80	28,00	-66

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 11.6 **Déclin de l'agriculture dans le secteur agro-industriel. Italie, 1970-1982 (en%).**

Indice	1970	1974	1978	1982	1970-1982
PAa/PAsai	51,9	49,1	47,1	42,9	-17,2
ETa/ETsai	28,4	26,0	24,6	21,5	-24,3
VAa/VAsai	45,5	41,2	36,4	30,1	-33,8
PEa/PEt	29,8	26,9	25,1	20,8	-30,2
CFa/CFt	21,0	20,0	17,3	16,2	-22,9

PAa/PAsai = population active agricole/population active secteur agro-industriel
ETa/ETsai = emplois totaux de l'A/emplois totaux du secteur agro-industriel
VAa/VAsai = valeur ajoutée par l'A/valeur ajoutée par le secteur agro-industriel
PEa/PEt = production effective de l'A/production effective du secteur agro-industriel
CFa/CFt = consommation finale des prod. agricoles/consommation finale totale du secteur agro-industriel

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 11.7 **Structure de l'économie agro-alimentaire de certains pays**

	Structure du VAF			Structure du CPAA		Structure des emplois finaux	
	CIA	VAA	CTD	VAA	VAI	EFA	EFI
France (1959)	10	33	57	59	41	30	70
France (1972)	14	28	58	55	45	27	73
Algérie (1969)	14	46	40	72	28	32	68
Côte-d'Ivoire (1970)	8	53	39	91	9	72	28
Royaume-Uni (1970)	15	8	77	26	74	21	79
Etats-Unis (1972)	-	-	-	48	52	8	92
Italie (1970)	5	43	51	78	22	31	69
Italie (1982)	5	28	67	69	31	31	69

CIA = Consommation intermédiaire de l'A
VAA = Valeur ajoutée par la branche A
CTD = Côut de transformation et de distribution
VAI = Valeur ajoutée par la branche IAA
EFA = Emplois finals pour l'A
EFI = Emplois finals pour les IAA

Source : Malassis, 1979/375 et pour l'Italie nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 11.8 **Structure économique de l'agriculture. Italie,1970-1982.**

	CIA	VAA	PFA
1970	18	82	100
1974	23	77	100
1978	24	76	100
1982	26	74	100

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 11.9 **Valeur ajoutée par l'agriculture par rapport à la VAT nationale et à celle du SAA. Italie, 1959-1982 (en %)**

	Total national	SAA
1959	17.95	76.21
1965	13.26	71.53
1965 (SEC)	13.37	72.37
1967	12.66	70.75
1969	11.13	68.71
1970	10.33	68.53
1974	9.02	66.07
1978	7.91	59.13
1982	5.77	49.32

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 11.10 **Analyse des composantes de la valeur ajoutée par l'agriculture par rapport au total national. Italie, 1959-1982 (en %)**

	salaires	charges sociales	autres revenus	amortissements
1959	6.72	4.23	30.37	
1965	5.84	1.04	24.79	12.44
1965 (SEC)	5.90	1.09	25.39	12.45
1967	5.63	1.12	23.32	12.45
1969	5.40	0.97	19.87	12.20
1970	5.20	0.92	19.39	11.89
1974	5.63	1.14	17.47	10.61
1978	5.50	1.42	13.94	9.73
1982	3.92	0.56	8.58	

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 11.11 **Analyse des composantes de la valeur ajoutée par l'agriculture par rapport au total du SAA. Italie, 1959-1982 (en %)**

	salaires	charges sociales	autres revenus	amortissements
1959	61.63	46.72	81.37	
1965	57.73	17.16	79.21	73.19
1965 (SEC)	58.45	18.38	79.70	77.43
1967	56.72	17.77	78.70	73.85
1969	57.03	16.46	76.22	73.83
1970	57.03	16.84	76.20	77.44
1974	58.41	19.46	75.08	74.90
1978	53.78	25.21	64.95	68.78
1982	47.72	12.88	52.60	

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 12.1 **Déclin de l'IAA dans le système économique national. Italie, 1965-1982* (en%)**

Indices	1965	1967	1970	1974	1978	1982
PAiaa/PAt	-	-	2.33	2.37	2.30	2.29
ETiaa/ETt	12.12	12.11	12.01	10.57	10.52	8.74
VAiaa/VAt	3.49	3.35	2.92	2.80	2.92	2.58
PEiaa/PEt	8.45	8.29	7.70	7.06	6.88	5.69
CFiaa/CFt	22.94	23.29	23.32	21.44	19.87	15.73

* Les séries 1965-1967, établies sur la base de TES "version nationale", et 1970-1982, établies sur la base de TES "version CEE", ne sont pas strictement comparables telles qu'elles (voir annexe).

PAiaa/PAt = population active industries agro-alimentaires/population active totale
ETiaa/ETt = emplois totaux des IAA/emplois totaux de la nation
VAiaa/VAt = valeur ajoutée par l'IAA/valeur ajoutée totale
PEiaa/PEt = production effective de l'IAA/production effective totale
CFiaa/CFt = consommation finale des produits des IAA/consommation finale totale

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 12.2 **Evolution de l'IAA dans le système économique national. Italie, 1960-1985 (en %, à prix courants).**

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1960-1985
Prod. iaa/Prod. tot.	7.76	9.08	8.52	7.45	6.22	5.86	-24
Cons. fin. iaa/Cons. fin. tot.	19.88	16.72	15.25	13.99	11.89	10.50	-47
Cons interm./Prod. iaa	74.58	69.50	72.49	74.31	73.32	70.93	-5

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 12.3 **Evolution de l'IAA dans le système économique national. Italie, 1960-1985 (en %, à prix 1980).**

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1960-1985
Prod. iaa/Prod. tot.	5.48	6.50	6.63	6.74	6.22	6.20	13
Cons. fin. iaa/Cons. fin. tot.	13.73	12.64	11.85	12.70	11.89	11.74	-14
Cons interm./Prod. iaa	90.89	86.09	87.62	75.32	73.32	73.22	-19

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 12.4 **Composition en pourcentage des employés dans les IAA. Italie, 1960-1985.**

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1960-1985
IAA	2,32	2,89	2,44	2,37	2,28	2,07	-11%

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 12.5 **Coefficients de travail pour l'IAA : unité/milliards 1980. Italie, 1960-1985.**

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1960-1985
IAA	34,60	23,70	14,90	12,50	10,50	9,30	-73%
Moyenne nationale	81,70	53,30	40,60	35,50	28,80	28,00	-66%

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 12.6 Déclin de l'IAA dans le secteur agro-industriel. Italie, 1970-1982 (en%).

Index	1970	1974	1978	1982	1970-1982
PAiaa/PAsai	6.6	7.3	7.5	8.1	22.7
ETiaa/ETsai	34.2	32.6	32.1	29.8	-12.9
VAiaa/VAsai	12.9	12.8	13.4	13.5	4.7
PEiaa/PEsai	27.1	26.3	25.6	24.0	-11.4
CFiaa/CFsai	47.2	45.9	44.3	37.4	-20.8

PAiaa/PAsai = Population active dans l'IAA/population active du secteur agro-industriel
ETiaa/ETsai = Emplois totaux de l'IAA/emplois totaux du secteur agro-industriel
VAiaa/VAsai = Valeur ajoutée par l'IAA/valeur ajoutée par le secteur agro-industriel
PEiaa/PEsai = Production effective de l'IAA/production effective du secteur agro-industriel
CFiaa/CFsai = Consommation finale des produits des IAA/consommation finale totale du secteur agro-industriel

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 12.7 Structure économique de l'IAA. Italie et France,1965-1982.

		CII	VAI	PFI
Italie	1965	74	26	100
	1967	75	25	100
	1970	76	24	100
	1974	77	23	100
	1978	74	26	100
	1982	72	28	100
France	1971	65	35	100
	1979	63	37	100

Source : pour l'Italie nos calculs à partir de l'ISTAT et pour la France, Malassis, 1979.

Tableau 12.8 Valeur ajoutée de l'IAA par rapport au total national et à celui du SAA. Italie, 1959-1982 (en %)

	Total national	SAA
1959	3.80	16.14
1965	3.49	18.80
1965 (SEC)	3.47	18.77
1967	3.35	18.75
1969	3.15	19.46
1970	2.92	19.36
1974	2.80	20.50
1978	2.92	21.82
1982	2.58	22.05

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 12.9 Analyse des composantes de la valeur ajoutée par les IAA par rapport au total national. Italie, 1959-1982 (en %)

	salaires	charges sociales	autres revenus	amortissements
1959	2,88	3,68	4,59	
1965	3,30	3,78	3,59	3,41
1965 (SEC)	3,19	3,60	3,76	3,18
1967	3,38	4,00	3,15	3,15
1969	3,13	3,71	3,04	2,83
1970	2,96	3,30	2,86	2,38
1974	2,88	3,39	2,46	2,52
1978	3,04	2,83	2,71	3,19
1982	2,30	2,44	2,83	

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 12.10 Analyse des composantes de la valeur ajoutée par les IAA par rapport au total du SAA. Italie, 1959-1982 (en %)

	salaires	charges sociales	autres revenus	amortissements
1959	26,41	40,69	12,29	
1965	32,56	62,30	11,46	20,08
1965 (SEC)	31,66	60,61	11,80	19,80
1967	34,07	63,26	10,63	18,71
1969	33,04	62,70	11,66	17,13
1970	32,47	60,74	11,22	15,49
1974	29,86	57,93	10,55	17,82
1978	29,71	50,05	12,62	22,53
1982	27,98	55,58	17,32	

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 13.1 **Croissance des HR au sein de l'économie nationale. Italie, 1965-1982* (en %)**

Indices	1959	1965	1967	1970	1974	1978	1982
PAhr/PAt	-	-	-	3,04	3,13	3,13	3,43
EThr/ETt	1,28	1,29	1,28	1,91	1,76	2,45	2,92
VAhr/VAt	1,80	1,79	1,88	1,83	1,84	2,55	3,35
PEhr/PEt	1,46	1,50	1,51	2,22	2,00	2,72	3,25
CFhr/CFt	2,47	2,39	2,47	4,27	4,39	5,81	7,06

* Les séries 1965-1967, établies sur la base de TES "version nationale", et 1970-1982 établies sur la base de TES "version CEE", ne sont pas strictement comparables telles quelles (voir annexe).

PAhr/PAt = Population active dans les HR/population active totale
EThr/ETt = Emplois totaux des HR/emplois totaux de la nation
VAhr/VAt = Valeur ajoutée par les HR/valeur ajoutée totale
PEhr/PEt = Production effective des HR/production effective totale
CFhr/CFt = Consommation finale des services des HR/consommation finale totale

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 13.2 **Croissance des HR dans le secteur agro-industriel. Italie, 1970-1982 (en %)**

Indices	1970	1974	1978	1982	1970-1982
PAhr/PAsai	8,6	9,6	10,2	12,2	41,9
EThr/ETsai	5,4	5,4	7,5	9,9	83,3
VAhr/VAsai	8,0	8,4	11,7	17,5	118,7
PEhr/PEsai	7,8	7,4	10,1	13,7	75,6
CFhr/CFsai	8,6	9,4	13,0	16,8	95,3

PAhr/PAsai = Population active dans les HR/population active secteur agro-industriel
EThr/ETsai = Emplois totaux des HR/emplois totaux du secteur agro-industriel
VAhr/VAsai = Valeur ajoutée par les HR/valeur ajoutée par le secteur agro-industriel
PEhr/PEt = Production effective des HR/production effective du secteur agro-industriel
CFhr/CFt = Consommation finale des services des HR/consommation finale totale du secteur agro-industriel

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 13.3 **Structure économique de la branche HR. Italie,1965-1982.**

	CIHR	VAHR	PFHR
1965	60	40	100
1970	57	43	100
1974	55	45	100
1978	53	47	100
1982	48	52	100

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 13.4 **Valeur ajoutée des HR par rapport au total national et à celui du SAA. Italie, 1959-1982 (en %)**

	Total national	SAA
1959	1,80	7,65
1965	1,79	9,67
1965 (SEC)	1,64	8,86
1967	1,88	10,51
1969	1,92	11,83
1970	1,83	12,11
1974	1,84	13,44
1978	2,55	19,05
1982	3,35	28,63

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 13.5 **Analyse des composantes de la valeur ajoutée par les HR par rapport au total national. Italie, 1959-1982 (en %)**

	salaires	charges sociales	autres revenus	amortissements
1959	1,31	1,14	2,36	
1965	0,98	1,25	2,92	1,14
1965 (SEC)	1,00	1,25	2,71	0,45
1967	0,91	1,20	3,16	1,25
1969	0,94	1,23	3,16	1,49
1970	0,96	1,22	3,20	1,09
1974	1,13	1,32	3,34	1,03
1978	1,69	1,40	4,81	1,23
1982	1,99	1,38	4,91	

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 13.6 **Analyse des composantes de la valeur ajoutée par les HR par rapport au total du SAA. Italie, 1959-1982 (en %)**

	salaires	charges sociales	autres revenus	amortissements
1959	11,97	12,58	6,33	
1965	9,70	20,54	9,33	6,72
1965 (SEC)	9,89	21,01	8,50	2,77
1967	9,21	18,97	10,68	7,44
1969	9,93	20,84	12,12	9,04
1970	10,50	22,43	12,57	7,07
1974	11,74	22,61	14,36	7,29
1978	16,51	24,73	22,42	8,68
1982	24,30	31,55	30,09	

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

Tableau 14.1 **Pourcentage des coûts de distribution sur la totalité de la consommation alimentaire. Italie, 1959-1982**

	coûts de distrib. (%)
1959	25,1
1965	29
1967	32,1
1970	35
1975	34,6
1978	34,7
1980	36,9
1982	39

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 14.2 **Coûts de distribution en pourcentage de la dépense alimentaire. Italie, 1965-1982**

	1965	1967	1970	1975	1978	1980	1982
Agriculture	33.5	37	40	44.3	45.1	46.3	51.6
Viande	-	-	38.1	35	35.8	38.7	38.1
Prod. laitiers	-	-	33.8	31	32.1	35.4	35.3
Autres prod. agr.	-	-	24.2	24.4	23.1	25.9	25.1
Boissons	-	-	36.6	32.7	29.4	32.6	32.1
IAA	25.7	28.8	32.5	30.3	30.3	33.2	33

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 14.3 **Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires domestiques. Italie, 1965-1982**

	1965	1967	1970	1975	1978	1980	1982
Agriculture	33.1	36.8	39.5	44.3	45	46.1	51.4
Viande	-	-	37.7	34.8	35.7	38.6	37.4
Prod. laitiers	-	-	32.4	30.5	32.2	35.4	35.1
Autres prod. agr.	-	-	23.6	24.2	22.9	25.7	24.8
Boissons	-	-	37.3	32.4	29.4	32.6	31.4
IAA	25.1	28.3	31.8	29.9	30	32.9	32.1

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 14.4 **Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires d'importation. Italie, 1965-1982**

	1965	1967	1970	1975	1978	1980	1982
Agriculture	39.3	40	46.6	44.1	45.9	48	53.5
Viande	-	-	42.7	36	36.2	39.1	41.2
Prod. laitiers	-	-	41.7	33.7	31.7	35.5	36.5
Autres prod. agr.	-	-	36.8	27.3	27	29.8	30.9
Boissons	-	-	25.7	35.8	29.2	32.3	34.9
IAA	32.6	34.1	40.4	33.6	32.8	36.1	38.2

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 14.5 **Coûts de distribution en pourcentage de la dépense alimentaire totale, secteurs de l'agriculture. Italie, 1965-1982**

		C	Z	VH	B	P	A
Dép. alim. (total)	1978	20,07	1,80	5,38	0,21	2,37	29,83
	1980	18,78	1,52	5,02	0,50	2,69	28,50
	1982	22,18	1,60	4,53	0,29	3,75	32,35
Coûts distrib.	1978	45,73	45,30	41,90	35,78	47,64	45,10
	1980	48,29	44,19	38,80	38,08	48,71	46,26
	1982	53,95	46,16	39,63	40,51	55,48	51,61

C = Produits de cultures
Z = Produits zootechniques
VH = Vin et huile de pression
B = Bois
P = Produits de la pêche
A = Total agriculture

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 14.6 **Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires domestiques, secteurs de l'agriculture. Italie, 1978-1982**

		C	Z	VH	B	P	A
Dép. alim. (domestique)	1978	20,46	1,92	5,80	0,19	1,60	29,97
	1980	19,30	1,61	5,49	0,49	1,67	28,56
	1982	23,31	1,77	5,15	0,28	2,68	33,18
Coûts distrib.	1978	45,73	45,33	41,89	35,88	47,90	45,01
	1980	48,29	44,18	38,80	38,04	48,57	46,07
	1982	54,00	46,11	39,62	40,36	56,03	51,39

Sigles : cf. tableau 14.5
Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 14.7 **Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires d'importation, secteurs de l'agriculture. Italie, 1978-1982**

		C	Z	VH	B	P	A
Dép. alim. (importation)	1978	16,52	0,70	1,49	0,35	9,51	28,58
	1980	14,23	0,66	0,83	0,59	11,69	28,01
	1982	14,48	0,45	0,31	0,34	11,07	26,64
Coûts distrib.	1978	45,73	44,52	42,55	35,28	47,24	45,91
	1980	48,29	44,36	39,11	38,40	48,89	47,96
	1982	53,35	47,60	41,55	41,37	54,57	53,47

Sigles : cf. tableau 14.5
Source : nos calculs à partir de l'ISTAT.

Tableau 14.8 **Coûts de distribution en pourcentage de la dépense alimentaire totale, secteurs des IAA. Italie, 1978-1982**

		Viande	Prod. lait.	Dec	Pan	Past	Gat	Sucre	Fruits	AA	Bét	Alcool	Bière	Non-al	IAA
Dép. alim. (total)	1978	29.41	12.20	0.93	7.71	2.86	1.83	1.78	1.83	7.75	0.44	2.12	0.42	0.90	70.17
	1980	30.13	12.07	0.80	7.86	2.50	1.58	1.68	3.11	8.12	0.41	1.66	0.67	0.92	71.50
	1982	29.94	11.98	0.82	7.57	2.34	2.06	1.56	1.75	5.27	1.13	1.40	0.70	1.13	67.65
Coûts distrib.	1978	35.75	32.10	17.49	16.83	17.73	35.04	17.77	24.80	30.04	24.37	29.11	27.90	30.72	30.29
	1980	38.67	35.44	19.16	19.34	20.77	36.96	19.90	27.15	33.06	28.23	32.36	31.11	34.10	33.20
	1982	38.06	35.31	19.17	19.24	20.73	36.27	19.84	26.95	32.48	28.19	31.63	30.78	33.52	32.99

Viande = Viande fraîche et conservée
Prod. lait. = Lait et produits de la transformation du lait
Dec. = Produits du décorticage, mouture et autres travaux des céréales
Pan. = Produits de la panification, de la pâtisserie fraîche et des levains
Past. = Fabrication des pâtes alimentaires
Gat = Gâteaux (exclu "Pan.")
Sucre = Produits du travail de la betterave sucrière
Fruits = Produits de la conservation et de la transformation des fruits et légumes
AA = Autres produits alimentaires
Bét. = Aliment du bétail
Alcool = Alcool de 2.ème catégorie et boissons alcoolisées
Bière = Bière et malt
Non-al. = Boissons non-alcoolisées
IAA = Total industries agro-alimentaires

Source : nos calculs à partir de l'ISTAT

Tableau 14.9 **Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires domestiques, secteurs des IAA. Italie, 1978-1982**

		Viande	Prod. laitiers	Dec	Pan	Past	Gat	Sucre	Fruits	AA	Bét	Alccol	Bière	Non-al	IAA
Dép. alim. (domestique)	1978	28.44	11.60	0.98	8.46	3.17	1.83	1.79	1.60	7.89	0.47	2.01	0.42	0.99	70.03
	1980	29.27	11.64	0.86	8.65	2.78	1.53	1.72	3.05	8.43	0.41	1.47	0.63	1.01	71.44
	1982	28.22	11.42	0.87	8.55	2.68	2.10	1.68	1.52	5.53	1.29	1.00	0.67	1.29	66.82
Coûts distrib.	1978	35.69	32.16	17.49	16.83	17.73	34.87	17.77	24.66	30.08	24.37	29.09	27.86	30.72	30.02
	1980	38.60	35.44	19.16	19.34	20.77	36.94	19.85	27.13	33.04	28.23	32.32	31.09	34.10	32.87
	1982	37.39	35.07	19.11	19.22	20.73	35.82	19.79	26.56	32.20	28.18	29.30	30.52	33.51	32.15

Sigles: cf. tableau 14.8
Source : nos calculs à partir de l'ISTAT

Tableau 14.10 **Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires d'importation, secteurs des IAA. Italie, 1978-1982**

		Viande	Prod. laitiers	Dec	Pan	Past	Gat	Sucre	Fruits	AA	Bét	Alcool	Bière	Non-al	IAA
Dép. alim. (importation)	1978	34.73	17.74	0.51	0.73	0.01	1.80	1.70	4.00	6.45	0.13	3.14	0.44	0.04	71.42
	1980	37.80	15.86	0.23	0.88	0.01	2.01	1.32	3.63	5.39	0.39	3.29	1.03	0.13	71.99
	1982	41.67	15.84	0.48	0.84	0.01	1.78	0.77	3.36	3.51	0.07	4.08	0.90	0.05	73.36
Coûts distrib.	1978	36.20	31.69	17.58	17.55	18.40	36.63	18.39	25.32	29.50	24.40	29.27	28.26	31.24	32.75
	1980	39.13	35.48	19.19	19.38	20.80	37.08	20.38	27.32	33.41	28.26	32.50	31.22	34.02	36.10
	1982	41.16	36.46	19.82	20.11	20.82	39.88	20.67	28.15	35.46	29.34	35.55	32.12	35.69	38.21

Sigles : cf. tableau 14.8
Source : nos calculs à partir de l'ISTAT

CONCLUSION

La "modélisation" de la chaîne agro-alimentaire italienne developpée dans la première partie (MAN, MCA et SMCA), dans la deuxième partie (CPAA et SAA) et dans la troisième (agriculture, industries agro-alimentaires, restauration et distribution) nous permet d'énoncer quelques considérations finales portant sur les questions qui sont à l'origine de notre étude.

A partir des années 1960 la consommation alimentaire italienne, comme pour la plupart des pays développés, reste stagnante sur le plan quantitatif. Mais en même temps on constate une évolution de la consommation extra-domestique et de la gamme qualitative des produits. On enregistre, notamment pendant ces dernières trente années, une modification des attitudes alimentaires.

Les facteurs qui ont déterminé les modifications quali-quantitatives de la consommation alimentaire sont nombreux et peuvent être appliqués à tout le système socio-économique : l'augmentation de la richesse du pays mise en corrélation avec la hausse du revenu des ménages et les changements socio-culturels (il suffit de penser à l'industrialisation à laquelle est lié l'exode rural qui accélère le processus d'urbanisation, à la généralisation du travail féminin, à l'élévation du niveau d'études). Ces facteurs, ajoutés à d'autres, ont entraîné la diffusion de nouveaux styles de vie (et donc de consommation), la destructuration des repas, de nouvelles modalités de préparation et de consommation des aliments.

La dépense alimentaire a augmenté en raison de l'amélioration qualitative des biens achetés par le consommateur. Les aliments "pauvres" ont été progressivement substitués par des aliments plus "riches", et cela est également dû aux récentes connaissances nutritionnelles et diététiques ; de plus, la substitution de certains produits agricoles ou agro-artisanaux par des produits industriels est en cours.

Par ailleurs, on remarque la tendance croissante de la consommation des produits : à haut contenu de services, pour la consommation entre les repas, ayant subi un processus industriel, de marque.

Malgré tout cela les céréales et les produits amylacés constituent encore la base du régime alimentaire italien avec un tiers des calories finales, tandis que les protéines d'origine animale ont dépassé la moitié de l'apport protéique total. En ce qui concerne les lipides, les produits laitiers accroissent leur importance, tandis que la consommation de viande atteint un palier.

Le *modèle agro-nutritionnel* italien se distingue par d'importantes disponibilités en céréales, huiles et graisses, fruits et légumes, légumineuses. On peut rapprocher l'Italie à la partie "haute" du "modèle méditerranéen" car avec le tiers des calories animales par rapport à la consommation totale et avec la moitié de l'apport protéique d'origine animale, elle dépasse de deux points la moyenne du modèle. La première donnée nous indique qu'il y a une nette distance du "modèle anglo-saxon", tandis que la deuxième découvre une tendance vers le "modèle européen", toutefois diminuée à cause de la consommation nettement inférieure de sucres.

La forte croissance des disponibilités alimentaires par tête, la hausse du pouvoir d'achat, le changement radical des conditions objectives de la consommation, l'évolution de

l'éducation et de l'information permettent la formation d'un modèle de consommation typique des pays développés. Toutefois l'analyse qui a été réalisée nous permet de constater que les variables qui déterminent la complexité du *modèle de consommation alimentaire* italien sont principalement au nombre de deux.

La première, qui souligne les aspects régionaux du pays, nous indique l'existence de deux modèles de consommation alimentaire bien distincts qui caractérisent l'Italie septentrionale et méridionale. Les régions du nord et du centre se trouvent en effet orientées vers un style de vie qui les rapproche du modèle des autres pays développés, tandis que le midi reste encore solidement attaché à ses traditions méditerranéennes.

La deuxième variable, qui souligne les aspects socio-économiques du pays, nous permet de faire une répartition des deux modèles (*centre-nord* et *sud*) en quatre sous-modèles (*supérieur*, *intermédiaire*, *populaire*, *retraité*).

Il reste à se demander quelles seront les évolutions futures. La réponse à cette question n'est pas tout à fait évidente. Il est probable que le centre-nord continuera sur la voie de l'internationalisation de son modèle : la libre circulation des travailleurs et des capitaux dans le Marché Commun et la croissance continue des multinationales agro-alimentaires, fourniront probablement une impulsion dans cette direction.

Les tendances découvertes en analysant les sous-modèles représentent une confirmation de tout cela. La vraie énigme reste le midi. Bien qu'il représente seulement le tiers des exigences nationales, son importance est énorme. On pourrait penser à une prochaine intégration de son sous-modèle "supérieur" parmi ceux du centre-nord et en même temps à la formation d'un seul grand modèle méridional. Cela ne semble pas possible dans un futur immédiat, à cause des facteurs qui déterminent la consommation dans cette circonscription. Le plat de "spaghetti" mangé chez soi constituera peut-être encore longtemps le symbole d'un style de vie qui acceptera difficilement les "fast food" et les produits précuits.

Une réalité de la consommation aussi variée est le reflet de l'évolution de tout le *système agro-alimentaire* italien.

A partir de l'analyse macro-économique du SAA italien on a démontré que l'*agriculture* s'est intégrée de plus en plus au sein du système économique, dont la dépendance vis-à-vis des autres secteurs économiques a augmenté : la quote-part de la consommation intermédiaire augmente, tandis que sa valeur ajoutée diminue ; au sein du secteur agro-alimentaire l'agriculture est même devenue encore plus dépendante de certains groupes d'industries agro-alimentaires d'amont (par exemple les usines d'aliments pour animaux).

Grâce à l'évolution (en termes de revenus) du système économique, l'agriculture a diminué sa fonction typique de fournisseur de biens alimentaires aux consommateurs et est devenue davantage un secteur à "demande dérivée". Elle s'est transformée en secteur avec une production intermédiaire de biens alimentaires bruts transformés ensuite par les IAA. L'agriculture a donc augmenté fondamentalement son intégration en amont et en aval.

Il faut également remarquer le déclin de l'"importance économique de l'agriculture par rapport à l'économie dans sa globalité et à l'économie agro-industrielle et agro-alimentaire, conséquence directe du processus d'industrialisation et de tertiarisation.

Les *industries agro-alimentaires*, par contre, sont caractérisées par une intégration technologique élevée (haute nécessité de consommations intermédiaires) avec les autres secteurs (surtout avec l'agriculture), mais la tendance structurelle nous indique que cette

caractéristique est en diminution et que, au contraire, sa valeur ajoutée augmente à cause de la nécessité de transformer et d'élaborer les produits agricoles. La diminution des consommations intermédiaires est due en particulier à la diminution en pourcentage de l'achat de produits bruts agricoles. De plus, l'intégration technologique avec les secteurs économiques, excepté l'agro-alimentaire, augmente.

La croissance de la valeur ajoutée des industries agro-alimentaires et, en même temps, la diminution de celle de l'agriculture mettent en évidence le transfert de la valeur ajoutée à l'intérieur du secteur agro-alimentaire, entre ces deux branches. On peut aussi noter une diminution des emplois finals, qui est due à la hausse des ventes de ce secteur à l'agriculture et à la branche auberges et établissements publics (une hausse donc de ses emplois intermédiaires).

La branche IAA est donc bien intégrée à l'intérieur et à l'extérieur du secteur agro-alimentaire et la plupart de ses emplois sont destinés à la consommation finale par les ménages. Dynamiquement, toutefois, les deux caractéristiques sont en diminution.

La *restauration* représente une branche également bien intégrée au sein du système économique et en particulier dans le secteur agro-alimentaire. La plupart des achats proviennent de l'IAA, c'est-à-dire des produits alimentaires déjà transformés et élaborés. Sa caractéristique principale est de constituer une branche exclusivement destinée à la consommation finale pour les familles, environ 90% de tous les emplois.

La diminution de l'agriculture et la croissance des coûts de transformation et de distribution des biens alimentaires sont les principales tendances dans la formation de la *valeur commerciale finale*. Le déclin de l'agriculture est le résultat d'un processus double : la croissance relative des coûts de transformation et de distribution des biens alimentaires en aval et la croissance relative des achats de biens et de services intermédiaires de l'agriculture en amont au détriment de sa valeur ajoutée.

Le pourcentage des *coûts de la distribution* sur la totalité de la consommation alimentaire a beaucoup augmenté dans la période analysée (plus pour l'agriculture que pour les industries agro-alimentaires) et la distribution semble être le pivot autour duquel se joue le rapport le plus important entre consommation et système agro-alimentaire.

En effet tout cela est lié directement à l'un des aspects les plus contrastants de la *chaîne agro-alimentaire* italienne par rapport aux autres pays : la structure de la distribution alimentaire. En Europe la distribution est constituée en moyenne à 80% de marchés de gros, hypermarchés et supermarchés, tandis qu'en Italie cela représente seulement un peu plus d'un tiers, avec une grande différence de concentration entre les régions septentrionales et méridionales en faveur des premières. Cela explique, en partie, la différence entre le modèle de consommation alimentaire nord-centre et celui du sud.

Finalement du point de vue de la typologie de l'*économie agro-alimentaire*, l'Italie peut être classée comme une "économie de transition" évoluant vers le stade agro-industriel. Cette évolution est toutefois ralentiee par une agriculture en retard par rapport au développement du système économique. Les industries agro-alimentaires ont, par contre, une structure plus moderne avec des caractéristiques similaires à celles des américains ou des anglais, qui en sont déjà au stade "agro-industriel".

Une analyse de la spécialisation productive et de la localisation des industries agro-alimentaires au niveau régional permettrait d'approfondir les liaisons entre disponibilités, modèles et sous-modèles alimentaires et SAA.

Dans ces conditions, quelles sont donc les perspectives d'évolution du système alimentaire italien ?

Bien qu'il y ait des changements en cours dans le modèle de consommation, la composante alimentaire constituée par des produits traditionnels, liée aux caractéristiques de la production primaire italienne, maintient un poids important sur le total de la consommation.

Cette considération est de grande importance pour comprendre les effets que l'évolution de la consommation peut avoir sur les caractéristiques du système agro-alimentaire et en particulier sur celles des industries agro-alimentaires, la branche la plus développée du système.

En fait en Italie l'industrie alimentaire nationale a continué à produire des biens plus traditionnels alors que les grandes multinationales européennes et américaines profitaient de leur savoir-faire pour pénétrer le marché italien avec des technologies plus sophistiquées. Et cela a conduit à une accélération du processus de changement de la demande en laissant à l'industrie nationale les technologies les plus traditionelles. (Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de changements technologiques des industries italiennes, mais simplement que les plus innovatifs ont été developpés par des entreprises étrangères).

D'autre part la croissance des IAA italiennes est aussi lourdement conditionnée par la structure de la production agricole et par le système de distribution qui sont pour la plupart atomisés et peu efficaces. Quand on affirme que l'industrie alimentaire italienne a accumulé un retard par rapport à celle des autres pays il faut comprendre que cela n'est pas dû — comme on le dit souvent — à l'absence d'un processus de concentration et de grands groupes multinationaux, mais probablement au manque de grandes initiatives qui pourraient mieux exploiter les avantages comparatifs : d'abord la qualité des matières premières agricoles ou des produits de première transformation dont l'Italie dispose en excédent par rapport à la demande interne et, ensuite, la caractéristique de certains produits.

Pour l'exploitation de ces avantages il faudrait développer les efforts technologiques (et tout ce qui concerne la gestion de l'entreprise) dans toute la chaîne agro-alimentaire afin d'obtenir des standards qualitatifs élevés pour les biens et les services alimentaires sollicités par l'évolution de la consommation et des conditions socio-économiques.

BIBLIOGRAPHIE

ALO' (C.), BENEDETTI (R.), 1988.- *Il businnes in tavola*.- Milano : Edizione Il Sole 24 ore.

ANNUAIRE ECONOMIQUE ET GEOPOLITIQUE MONDIAL, 1989.- *L'état du monde 1989-1990*.- Paris : La Découverte.

ASSOCIAZIONE ITALIANA TECNICA ALIMENTARE (AITA), Milano, 1988.- Prodotti dietetici, in : *Bollettino AITA*, n. 15.

ATLAS ECONOMIQUE MONDIAL, 1989.- *Atlaseco 1989*.- Paris : SGB.

BANCA D'ITALIA, Roma, 1987.- *L'agricoltura italiana - Quadro economico, integrazione negli scambi internazionali e politiche di intervento*.- Roma : Banca d'Italia.

BERNINI CARRI (C.), 1988.- Il ruolo delle branche agro-alimentari nei Paesi in via di sviluppo (PVS) : un confronto basato su alcune applicazioni dell'analsi input-output.- in : *Rivista di Politica agraria*, n. 1.

BERTELE' (U.), BRIOSCHI (F.), 1976.- *Il sistema agricolo-alimentare in Italia*.- Bologna : Il Mulino.

BERTELE' (U.), 1988.- L'agricoltura italiana nel contesto interno e internazionale.- in : *Rivista di Politica agraria*, n. 1.

BERTELE' (U.), BRIOSCHI (F.), 1981.- *L'economia agro-alimentare italiana*.- Bologna : Il Mulino.

BERTOLETTI (P.), RAMPA (G.), SILVA (V.), 1987.- Analisi strutturale e tavole interindustriali dell'economia italiana : 1960-1985.- in : *Economia e Politica industriale*, n. 54.

BRUGNOLI (A.), 1989.- *I consumi alimentari*.- in *Largo consumo*, n. 1.

CACCIOLA (R.), 1983.- Le modificazioni del sistema industria negli anni settanta.- in : *Rassegna economica*, n. 5.

CANARO (C.), MEDIO (A.), 1983.- Limiti ed affidabilità dell'analisi input/output.- in : *Rivista di Ricerche Economiche*, n. 1-2.

CARAFA (M.), 1988.- *Disponibilità agro-nutrizionali e MCA in Italia. Un confronto internazionale*.- Bologna : Istituto di Economia e Politica agraria, Università di Bologna, Facoltà di Agraria.- (thèse de maîtrise).

CARAVANI (R.), DE LUCA (A.), 1985.- Aggregazione settoriale : un'applicazione al modello sraffiano di produzione semplice.- in : *Rivista di Ricerche Economiche*, n. 3.

CASELLI (P.), PASTRELLO (G.), 1984.- L'integrazione industria e terziario in Italia tra il 1965 e il 1975. Un'analisi input-output mediante scomposizione dei coefficienti di attivazione.- in : *L'Industria*, n. 3.

CASSETTI (M.), 1987.- Gli effetti moltiplicativi degli investimenti per settore di destinazione sulla produzione, sulle importazioni e sull'occupazione in Italia, dal 1970 al 1982. Un'analisi intersettoriale.- in : *Rivista di Ricerche Economiche*, n. 2.

CENTRO STUDI INVESTIMENTI SOCIALI (CENSIS), Roma, 1989.- *I consumi in Italia nel 1987*.- Roma : CENSIS.

CHANG TING FA (M.), 1978.- Agricoltura o Agribusiness ? Una dicotomia concettuale per l'analisi dei rapporti agro-industriali.- in : *Pavia Economica*, n. 3, settembre.

CHANG TING FA (M.), 1987.- Le trasformazioni economiche nei paesi della CEE e il ruolo dell'Agribusiness.- in : *Studi di Economia e di Diritto, Bollettino degli interessi sardi*, n. 2.

CHANG TING FA (M.), 1981.- L'ipotesi "Agribusiness" : una verifica sulle matrici intersettoriali dell'economia italiana 1965-1973.- in : *Rivista di Economia agraria*, n. 2.

CHENERY (H. B.), WATANABE (T.), 1958.- International Comparison of the Structure of Production.- in : *Econometrica*, Vol. 26, n. 4.

CLARK (C.), 1940.- *The condition of economic progress*.- London : Mc Millian.

COMBRIS (P.), NEFUSSI (J.), 1984.- Le concept d'agro-alimentaire : intérêt et limites.- in : *Economie Rurale*, n. 160.

CONTI (S.), 1988.- *Tendenze evolutive del sistema agro-alimentare. Il caso Barilla*.- Bologna : Istituto di Economia e Politica agraria, Università di Bologna, Facoltà di Agraria.- (thèse de maîtrise).

CORSANI (A.), 1986.- Il sistema agro-alimentare nell'economia italiana.- in : *La Questione agraria*, n. 21.

CORSI (A.), 1980.- L'internazionalizzazione del complesso agro-industriale italiano.- in : *Rivista di Politica agraria*, n. 3.

CORSI (A.), 1980.- Principali fattori e conseguenze del processo di internazionalizzazione dell'agricoltura italiana.- in : *Rivista di Politica agraria*, n. 4.

D'ANTONIO (M.), 1980.- *Analisi delle interdipendenze settoriali : teoria e applicazioni empiriche*.- Napoli : Liguori.

DAVIS (J.H.), 1956.- From Agriculture to Agribusiness.- in : *Harvard Business Review*, Vol. 34, n. 1.

DAVIS (J.H.), GOLDBERG (R.A.), 1957.- *A Concept of Agribusiness*.- Boston: Harvard University Press.

DE STEFANO (F.), CESARETTI (G.P.), 1974.- Interdipendenze settoriali ed agricoltura: nuovi spunti di politica agraria.- in : *Rivista di Economia agraria*, n. 1.

DE VECCHI (N.), 1975.- *Interdipendenze strutturali e contabilità nazionale*.- Milano : Etas libri.

DI COCCO (E.), 1977.- *L'agricoltura e società*.- Bologna : Edagricole.

DI COCCO (E.), 1984.- *L'agricoltura nelle società in sviluppo*.- Bologna : Clueb.

DI COCCO (E.), 1987.- *L'intervento non detto (Convegno SIDEA-Parma-1987)*.- Bologna : Cusl.

DI SANDRO (G.), 1976.- *Agricoltura e sistema economico*.- Bologna : Istituto di Economia e Politica Agraria, Università di Bologna.

FABIANI (G.), MANFREDI (F.), 1976.- Agricoltura comunitaria ed interdipendenze settoriali.- in : *Rivista di Economia agraria*, n. 3.

FANFANI (R.), 1978.- La disaggregazione regionale dell'agricoltura nelle tavole delle interdipendenze industriali.- extrait de P. COSTA (a cura di), *Interdipendenze industriali e programmazione economica*.- Milano : Franco Angeli.

FANFANI (R.), 1982.- Il modello input-output nell'analisi regionale dell'agricoltura.- in : *Rivista di Economia agraria*, n. 1.

FERRO (O.), 1962.- *La domanda di beni di consumo in Italia*.- Bologna : Edagricole.

FERRO (O.), POVELLATO (A.), 1988.- Le nuove valutazioni della contabilità nazionale e le loro modifiche rispetto al passato.- in : *Rivista di Politica agraria*, n. 2.

FILIPPUCCI (C.), 1981.- Gli impieghi intermedi dei settori agricoli : il caso dell'Emilia Romagna.- in : *Statistica*, n. 1.

FILIPPUCCI (C.), ARTIOLI (G.), LONGAGNANI (C.), 1979.- Interdipendenze fra agricoltura e industria : un'analisi attraverso la disaggregazione della branca agricoltura nelle tavole intersettoriali dell'Italia del 1972.- extrait de C. CATENA, (a cura di), *La politica agraria in Italia*.- Roma : Editori Riuniti.

FILIPPUCCI (C.), GARDINI (A.), 1987.- *Il modello delle interdipendenze settoriali in Emilia-Romagna*.- Bologna : Clueb.

FOLLONI (G.), 1984.- La struttura settoriale dell'economia italiana : un'analisi 1965-1981.- in : *Economia e Politica industriale*, n. 41.

FRANÇOIS (P.), 1987.- *Systèmes agro-alimentaires et politiques agro-nutritionnelles*.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).- (Cours IAMM).

FRISA (M.T.), 1987a.- I consumi e i consumatori degli anni 90.- in : *Largo consumo*, n. 1.

FRISA (M.T.), 1987b.- L'evoluzione del supermercato alimentare.- in : *Largo consumo*, n. 12.

GALIZZI (G.), 1975.- L'emergente sistema agro-alimentare.- in : *Agricoltura*, n. 1.

GALIZZI (G.), 1981.- Sistema agro-alimentare e linee di politica agraria.- in : *Rivista di Economia agraria*, n. 1.

GARAU (A.), 1988.- Settori verticalmente integrati e analisi input-output.- in : *Studi di Economia e di diritto, Bollettino degli interessi sardi*, n. 4.

GARDINI (A.), 1985.- *La matrice della tecnica : misura dei coefficienti, verifica delle ipotesi e aggregazioni nel modello di produzione leotieviano*.- Bologna : Dipartimento di Scienze Statistiche, Università di Bologna.

GHERSI (G.), 1987.- Analyse du secteur agro-alimentaire.- extrait de *Fonctionnement et régulation des marchés vivriers : outils de sécurité alimentaire*.- Quebec : Université Laval et la Banque Mondiale.- (unité 2, document de travail).

GHERSI (G.), ALLAYA (M.), 1980.- *Economie de la production agro-alimentaire: introduction à l'analyse du système agro-alimentaire à partir des tableaux d'échanges inter-industriels*.- Montpellier :Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).- (Cours IAM, module 12, année 1979-80).

GIOS (G.), MIGLIERINA (C.), 1982.- L'evoluzione del sistema agro-alimentare comunitario : un'analisi condotta sulla base delle tavole input-output.- in : *Rivista di Economia agraria*, n. 4.

GOLDBERG (R.A.), 1968.- *Agribusiness Coordination. A System Approach to Wheat, Soybean, and Florida Orange Economics*.- Boston : Harvard University Press.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1976.- *Annuario di statistiche del lavoro*.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1981.- *Annuario di statistiche del lavoro*.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1986a.- *Annuario di statistiche del lavoro*.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma.- *Collana d'informazione*.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1988a.- *Compendio statistico italiano*.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1985a.- *Dati sulle caratteristiche strutturali della popolazione e delle abitazioni*.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma.- *I conti degli italiani*.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1985b.- *Indagine sulle strutture ed i comportamenti famigliari*.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1969a.- Le matrici dirette e inverse dell'economia italiana 1965.- in : *Note e Relazioni*, n. 45.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1986c.- Occupazione per attività economica e regione, 1970-1984.- in : *Collana d'informazione*, n. 1.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1965.- Primi studi sulle interrelazioni intersettoriali dell'economia italiana (Tavola economica 1959).- in : *Note e relazioni*, n. 27.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1987b.- *Sommario di statistiche storiche 1926-1985*.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1986b.- *Statistiche del lavoro*.- Roma : ISTAT.- (Vol. 20).

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1969b.- Tavola intersettoriale dell'economia italiana per l'anno 1965.- in : *Supplemento straordinario al Bollettino Mensile di Statistica*, n. 9.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1970.- Tavola intersettoriale dell'economia italiana per l'anno 1967.- in : *Supplemento straordinario al Bollettino Mensile di Statistica*, n. 11.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1974.- Tavola intersettoriale dell'economia italiana per l'anno 1970.- in : *Supplemento straordinario al Bollettino Mensile di Statistica*, n. 6.- Roma : ISTAT 1974.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1978.- Tavola intersettoriale dell'economia italiana per l'anno 1974.- in : *Supplemento straordinario al Bollettino Mensile di Statistica*, n. 9.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1983.- Tavola intersettoriale dell'economia italiana per l'anno 1978 (versione a 84 branche).- in : *Supplemento al Bollettino Mensile di Statistica*, n. 21.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1984.- Tavola intersettoriale dell'economia italiana per l'anno 1978 (versione a 44 branche).- in : *Supplemento al Bollettino Mensile di Statistica*, n. 6.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA (ISTAT), Roma, 1987.- Tavola intersettoriale dell'economia italiana per l'anno 1982.- in : *Collana d'informazione*, n. 22.- Roma : ISTAT.

ISTITUTO PER GLI STUDI E LA DOCUMENTAZIONE SUL COMMERCIO, SUL TURISMO E SUI SERVIZI (ISCOM), Roma, 1987.- *I consumi alimentari negli anni 1980*.- n. 25, Roma : ISCOM.

ISTITUTO TECNICA E PROPAGANDA AGRICOLA (ITPA), Roma, 1987.- *Per una sana alimentazione italiana*.- Roma : ITPA.

ITALIA : MINISTERO DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE, 1986.- *Relazione generale sulla situazione economica del paese, Vol.I*.- Roma.

LAMBERT (J.L.), 1984.- Evolution du MCA en France.- Ronéo.

LAMBERT (J.L.), 1986.- L'évolution des modèles de consommation alimentaire en France.- Nantes.- (thèse).

LEONTIEF (W.), 1966.- Input-Output Economics.- New York : Oxford University Press.

LEONTIEF (W.), 1969.- Teoria economica delle interdipendenze settoriali.- Milano : Etas libri.

LUNGHINI (G.), 1969.- Costi di produzione, prezzo delle merci e quote dei fattori primari.- in *L'Industria*, n. 4.

LUNGHINI (G.), 1965.- Note sul concetto di struttura.- in *L'Industria*, n. 4.

MALASSIS (L.), 1973a.- Analyse du complexe agro-alimentaire d'après la comptabilité nationale.- in *Economie et Sociétés* n. 11.- (Cahiers de l'ISMEA, Série AG).

MALASSIS (L.), 1985b.- Cours d'économie agro-alimentaire. Le modèle agro-industriel.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).- (Fasc. II, U.V. 20, IAM, Décembre).

MALASSIS (L.), 1978.- Economia agraria, agro-alimentare e rurale.- in *Rivista di Economia agraria*, n. 4.

MALASSIS (L.), 1979.- Economie agro-alimentaire: L'économie de la consommation et de la production agro-alimentaire.- Paris : Cujas.- (Tome I).

MALASSIS (L.), 1983.- Filières et systèmes agro-alimentaires.- in *Economie et Sociétés*, n. 17.- (Cahiers de l'ISEMA, Série AG).

MALASSIS (L.), 1975.- Groupes, complexes et combinats agro-industriels : méthodes et concepts.- in *Economie et Sociétés*, n. 9-10.- (ISMEA, Tome IX).

MALASSIS (L.), 1973b.- L'agro-industrie: méthodes et concepts.- in *Economie et Sociétés*, n. 11-12.- (ISMEA, Tome VII).

MALASSIS (L.), 1969.- La structure et l'évolution du complexe agro-industriel d'après la comptabilité nationale française.- in *Economie et Sociétés*, n. 9.

MALASSIS (L.), 1985a.- Politiques et stratégies alimentaires.- in *Economie et sociétés*, n. 7.

MALASSIS (L.), PADILLA (M.), 1988.- Cours d'économie agro-alimentaire. La production et le système agricole et agro-alimentaire.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).- (Fasc. II, IAM, Janvier).

MALASSIS (L.), PADILLA (M.), 1986.- Economie agro-alimentaire : L'économie mondiale.- Paris : Cujas.- (Tome III).

MALASSIS (L.), PADILLA (M.), 1983.- La base alimentaire mondiale.- Montpellier : Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier (ENSAM) et Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).- (série "Etudes et recherches", n. 74).

MALASSIS (L.), PADILLA (M.), 1987.- La consommation alimentaire mondiale.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).- (trois fascicules, cours IAM).

MALASSIS (L.), PADILLA (M.) 1978.- Modèles de consommation alimentaire. Essai de typologie.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).

MALASSIS (L.), PADILLA (M.), 1982.- Typologie mondiale des modèles agro-nutritionnels.- Montpellier : Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier (ENSAM) et Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).

MALERBA (F.), 1978.- Un tentativo di analisi dell'evoluzione dell'economia italiana nel periodo 1950-69 attraverso le tavole delle interdipendenze settoriali.- in *Giornale degli economisti e Annali di economia*, n. 1-2.

MANZONI (A.), 1974.- L'integrazione dei sistemi di contabilità sociale nel modello SEC.- in *Studi di economia*, n. 1-2.

MAZZILLI (D.G.), febbraio 1986.- Tavola delle interdipendenze settoriali del settore agricolo ai fini dell'input-output dell'agricoltura.- in *Atti del Convegno : Le statistiche in agricoltura: situazioni e prospettive*.- Verona.-

MONTALDO (F.), 1987.- L'ipermercato oggi in Italia.- in *Largo consumo*, n. 4.

OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, Bruxelles, 1970.- Système européen des comptes économiques integrés (SEC).- Bruxelles : CEE.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE), Paris, 1983.- La dynamique de l'évolution de la consommation alimentaire dans les pays de l'OCDE et les conséquences pour l'avenir.- Paris : OCDE.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE), Paris, août 1989.- Principaux indicateurs économiques.- Paris : OCDE.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE), Paris, 1986.- Statistiques de la consommation des denrées alimentaires 1976-85.- Parigi : OCDE.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Roma, 1987b.- Annuaire de la production, Vol. 40.- Roma : FAO.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Roma.- Bilans alimentaires : années moyennes 1972-74, 1975-77, 1971-81, 1982-84.- Roma: FAO.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Roma, 1977.- La quatrième enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation.- Roma : FAO.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Roma, 1987a.- La cinquième enquête mondiale sur l'alimentation.- Roma : FAO.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Roma, 1949.- Manuel pour l'établissement de bilans alimentaires.- Washington : FAO.

ORSI (R.), 1965.- L'agricoltura nell'economia nazionale vista attraverso la tavola economica intersettoriale italiana 1959.- Roma : INEA.

PADILLA (M.), 1985.- Distribution et tendances de la consommation alimentaire.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).- (série "Etudes et recherches).

PADILLA (M.), mars 1988.- Les modèles de consommation alimentaire dans le monde.- Milano : Convegno CARIPLO.

PARADIGMA, Ravenna, 1988.- Industria alimentare e grande distribuzione.- Milano : Edizioni Il Sole 24 Ore.

PARIS (Q.), 1975.- L'aggregazione nell'analisi economica.- in *Rivista di Economia agraria*, n. 3.

PARIS (Q.), 1984.- Per un modello del settore agro-alimentare.- in *Statistica*, n. 2.

PASINETTI (L.), 1975.- Lezioni di teoria della produzione.- Bologna : Il Mulino.

PATUELLI (V.), 1972.- Sulla qu alifica di industria.- in *Genio rurale*, n. 7-8.

PARIS (Q.), 1975.- L'aggregazione nell'analisi economica.- in : *Rivista di Economia agraria*, n. 3.

PARIS (Q.), 1984.- Per un modello del settore agro-alimentare.- in : *Statistica*, n. 2.

PASINETTI (L.), 1975.- *Lezioni di teoria della produzione*.- Bologna : Il Mulino.

PATUELLI (V.), 1972.- Sulla qualifica di industria.- in : *Genio rurale*, n. 7-8.

QUINTANO (G.), CALVELLI (A.), 1978.- Sulle interrelazioni dirette della matrice italiana.- in : *Rassegna economica*, n. 2.

RASTOIN (J.L.), 1976.- *Analyse des systèmes agro-alimentaires et prévisions*.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).- (Cours IAM).

ROSSI (N.), 1978.- *MEISA : un modello econometrico del sistema agro-alimentare italiano*.- Milano : Franco Angeli.

SANZANI (F.), 1989.- *Il settore agro-alimentare nell'evoluzione dell'economia italiana*.- Bologna : Istituto di Economia e Politica agraria, Università di Bologna, Facoltà di Agraria.- (thèse de maîtrise).

SCURRIA (M.), 1987.- L'immagine nel marketing strategico delle società di ristorazione.- in : *Largo consumo*, n. 3.

SETTIMO (G.), 1988.- L'ascesa dei surgelati.- in : *Largo consumo*, n. 4.

SICCA (L.), 1981.- La distribuzione dei prodotti alimentari trasformati e i riflessi sull'industria.- in : *Rivista di Economia agraria*, n. 1.

SICCA (L.), 1977.- *L'industria alimentare in Italiana*.- Bologna : Il Mulino.

SICCA (L.), 1989.- Mutamenti del sistema agro-industriale indotti dai nuovi orientamenti dei consumi.- in : *Rassegna Economica*, n. 2.

SIESTO (V.), 1977.- *La contabilità nazionale*.- Bologna : Il Mulino.

SINISCALCO (D.), 1987.- Alcune conseguenze macro-economiche della crescente integrazione internazionale del sistema produttivo italiano.- in : *L'industria*, n. 3.

TELEMARK, Roma, 1989.- I pasti in casa e fuori casa.- in : *Largo consumo*, n. 1.

TREMOLIERES (J.) et alii, 1973.- *Le grand livre de la nutrition et de la diététique*.- Genève : Robert Laffont.- (tome I).

TREMOLIERES (J.) et alii, 1984.- *Manuel d'alimentation humaine : les bases de l'alimentation*.- Paris : ESF.- (tome I, 10ème édition).

VACCA' (S.), 1980.- Un nuovo terziario per trasformare l'industrializzazione.- in : *Economia e politica industriale*, n. 25.

VERGOPOULOS (K.), 1986.- *L'impact des nouvelles technologies sur les industries alimentaires Européenes*.- Bruxelles : FAST.

YAN (C.S.), 1972.- *L'analisi delle interdipendenze strutturali*.- Bologna : Il Mulino.

ZACCHETTI (A.), 1987.- I dietetici.- in : *Largo consumo*, n. 3.

Liste des tableaux

Introduction

1 Indicateurs démographiques, économiques et du commerce extérieur pour l'Italie, 1970, 1980 et 1988

Première Partie

3.1 Classification agro-nutritionnelle des aliments

3.2 Évolution de la base agro-nutritionnelle italienne, 1972-1984

3.3 Fonction nutritionnelle des groupes de produits de base en Italie, moyenne 1982-1984

3.4 Disponibilités agro-nutritionnelles pour quelques pays en 1985

3.5 Caractéristiques nutritionnelles des MAN pour quelques pays en 1985

3.6 Caractéristiques nutritionnelles des trois MAN type en 1985

3.7 Évolution de la géographie des MAN structurels, moyenne 1975-77, 1985

4.1 Coût de la calorie pour les principaux groupes de produits

4.2 Évolution de la consommation moyenne par habitant dans les principaux pays occidentaux, 1961-1985

4.3 Évolution des dépenses alimentaires en Italie, 1970-1986

4.4 Évolution des dépenses des ménages en Italie, 1970-1985

5.1 Consommation des ménages selon la région en Italie, 1985 (quantité)

5.2 Consommation des ménages selon la région en Italie, 1985 (dépense)

5.3 Consommation des ménages par catégories socio-professionnelles en Italie, 1985

5.4 Consommation extra-domestique des ménages par catégories socio-professionnelles en Italie, 1985

5.5 Coefficients budgétaires des ménages du Nord-Centre par catégories socio-professionnelles en Italie, 1985

5.6 Coefficients budgétaires des ménages du Sud par catégories socio-professionnelles en Italie, 1985

5.7 Dépense par catégories socio-professionnelles pour l'achat d'une unité de consommation selon la répartition territoriale italienne, 1985

Deuxième Partie

7.1 Coefficients verticaux de la production finale des branches. Italie, 1982.

7.2 Évolution des coefficients verticaux de la production finale des branches pour l'agriculture. Italie, 1970-1982.

7.3 Évolution des coefficients verticaux de la production finale des branches pour les IAA. Italie, 1970-1982.

7.4 Évolution des coefficients verticaux de la production finale des branches pour les HR. Italie, 1970-1982

7.5 Distribution de consommations intermédiaires de l'agriculture et des IAA. Italie, 1970-82.

7.6 Évolution du coefficient structurel des branches . Italie, 1965-1982.

7.7 Évolution du coefficient technique global pour l'agriculture et pour les IAA. Italie, 1965-1982.

7.8 Évolution des coefficients techniques spécifiques pour l'agriculture. Italie, 1970-1982.

7.9 Évolution des coefficients techniques spécifiques pour les IAA. Italie, 1970-1982.

7.10 Évolution des coefficients techniques spécifiques pour les HR. Italie, 1970-1982.

7.11 Coefficients horizontaux des emplois des branches. Italie, 1982.

7.12 Évolution des coefficients horizontaux des emplois pour l'agriculture. Italie, 1970-1982.

7.13 Évolution des coefficients horizontaux des emplois pour les IAA. Italie, 1970-1982.

7.14 Évolution des coefficients horizontaux des emplois pour les HR. Italie, 1970-1982.

8.1 Coefficients verticaux du SAA. Italie, 1982.

8.2 Évolution des coefficients verticaux du SAA pour l'agriculture. Italie, 1970-1982.

8.3 Évolution des coefficients verticaux du SAA pour les IAA. Italie, 1970-1982.

8.4 Évolution des coefficients verticaux du SAA pour les HR. Italie, 1970-1982.

8.5 Coefficients horizontaux du SAA. Italie, 1982.

8.6 Évolution des coefficients horizontaux pour l'agriculture. Italie, 1970-1982.

8.7 Évolution des coefficients horizontaux pour les IAA. Italie, 1970-1982.

8.8 Évolution des coefficients horizontaux pour les HR. Italie, 1970-1982.

8.9 Évolution de la valeur alimentaire finale au stade de détail. Italie, 1970-1982.

8.10 Évolution de la marge globale. Italie, 1970-1982.

8.11 Évolution de la valeur marchande finale au stade de la consommation. Italie, 1970-82.

9.1 Indices des échanges à l'intérieur du CPAA. Italie, 1970-1982.

9.2 Structure de ressources et de la production à l'intérieur du CPAA. Italie, 1970-1982.

9.3 Principaux coefficients structurels du SAA. Italie, 1970-82.

9.4 Évolution du rapport entre consommation finale de biens alimentaires des IAA et celle de l'agriculture. Italie, 1970-82.

10.1 Typologie des économies agro-alimentaires.

10.2 Coefficients structurels de quelques économies agro-alimentaires.

10.3 Typologie agro-alimentaire.

10.4 Typologie de l'économie agro-alimentaire italienne, 1970-1982.

Troisième Partie

11.1 Déclin de l'agriculture dans le système économique national. Italie, 1965-1982.

11.2 Évolution de l'agriculture dans le système économique national. Italie, 1960-1985 (en %, à prix courants)

11.3 Évolution de l'agriculture dans le système économique national. Italie, 1960-1985 (en %, à prix 1980)

11.4 Proportion des actifs agricoles en % des actifs totaux. Italie, 1960-1985

11.5 Coefficients de travail pour l'agriculture : UTH/milliard de lires de production aux prix 1980. Italie, 1960-1985.

11.6 Déclin de l'agriculture dans le secteur agro-industriel. Italie, 1970-1982

11.7 Structure de l'économie agro-alimentaire de certains pays

11.8 Structure économique de l'agriculture. Italie, 1970-1982

11.9 Valeur ajoutée de l'agriculture par rapport à la VAT nationale et à celle du SAA. Italie, 1959-1982

11.10 Analyse des composantes de la valeur ajoutée par l'agriculture par rapport au total national . Italie, 1970-1982

11.11 Analyse des composantes de la valeur ajoutée par l'agriculture par rapport au total du SAA. Italie, 1970-1982

12.1 Déclin de l'IAA dans le système économique national. Italie, 1970-1982

12.2 Évolution de l'IAA dans le système économique national. Italie, 1960-1985 (prix courants)

12.3 Évolution de l'IAA dans le système économique national. Italie, 1960-1985 (prix 1980)

12.4 Composition en pourcentage des employés dans les IAA. Italie, 1960-1985

12.5 Coefficients de travail pour l'IAA : unité/milliards 1980. Italie, 1960-1982

12.6 Déclin de l'IAA dans le secteur agro-industriel. Italie, 1970-1982

12.7 Structure économique de l'IAA. Italie et France, 1965-1982

12.8 Valeur ajoutée de l'IAA par rapport au total national et à celui du SAA. Italie, 1959-1982

12.9 Analyse des composantes de la valeur ajoutée par les IAA par rapport au total national. Italie, 1959-1982

12.10 Analyse des composantes de la valeur ajoutée par les IAA par rapport au total du SAA. Italie, 1959-1982

13.1 Croissance des HR au sein de l'économie nationale. Italie, 1959-1982

13.2 Croissance des HR dans le secteur agro-industriel. Italie, 1970-1982

13.3 Structure économique de la branche HR. Italie, 1965-1982

13.4 Valeur ajoutée des HR par rapport au total national et à celui du SAA. Italie 1959-1982

13.5 Analyse des composantes de la valeur ajoutée par les HR par rapport au total national. Italie, 1959-1982

13.6 Analyse des composantes de la valeur ajoutée par les HR par rapport au total du SAA. Italie, 1959-1982

14.1 Pourcentage des coûts de distribution sur la totalité de la consommation alimentaire. Italie, 1959-1982

14.2 Coûts de distribution en pourcentage de la dépense alimentaire. Italie, 1965-1982

14.3 Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires domestiques. Italie, 1965-1982

14.4 Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires d'importation. Italie, 1965-1982

14.5 Coûts de distribution en pourcentage de la dépense alimentaire totale. Secteurs de l'agriculture. Italie, 1978-1982

14.6 Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires domestiques. Secteurs de l'agriculture. Italie, 1978-1982

14.7 Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires d'importation. Secteurs de l'agriculture. Italie, 1978-1982

14.8 Coûts de distribution en pourcentage de la dépense alimentaire totale. Secteurs des IAA. Italie, 1978-1982

14.9 Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires domestiques. Secteurs des IAA. Italie, 1978-1982

14.10 Coûts de distribution en pourcentage de la dépense de produits alimentaires d'importation. Secteurs des IAA. Italie, 1978-1982

Annexes

A1 Pourcentage des marges commerciales dans l'agriculture et dans les IAA par rapport au total. Italie 1965-1982

A2 Schéma de calcul du coefficient de pondération pour le commerce. Italie, 1982

B1 Taux de change Franc français/Lire italienne

Liste des figures

3.1 Profils agro-nutritionnels d'orientation et structurels pour les États-Unis, la France et l'Italie en 1985

3.2 Variation de la structure de la ration moyenne italienne par rapport à la variation du revenu brut, 1952-1984

4.1 Dépense mensuelle des ménages par rapport au revenu en Italie, 1985

4.2 Évolution du degré de transformation industrielle de produits par rapport à la variation de la consommation des matières premières agricoles

5.1 Distribution des ménages et des dépenses alimentaires par tranches de dépense en Italie, 1985

5.2 Variation de la consommation de quelques aliments (en pourcentage de la moyenne nationale)

5.3 Variation de la consommation de quelques aliments (en pourcentage de la moyenne nationale)

6.1 Typologie des modèles de consommation alimentaire en Italie

8.1 Formation de la valeur marchande agro-alimentaire finale

Annexes

A- Sur les coefficients de pondération

Dans le chapitre VIII (paragraphe 2) on a analysé la valeur commerciale finale à travers les tableaux agrégés.

Comme on l'a vu, le procédé de calcul se base sur l'utilisation des coefficients de pondération pour "dépurer" les branches restauration (HR) et commerce (CO) de la quote-part non alimentaire. On avait évalué en 1982 la branche HR comme "alimentaire" pour 73%, tandis que pour la quote-part relative était de 44%.

Ces coefficients sont toutefois fonction du développement économique et donc on présentera au cours de cette annexe le procédé pour obtenir les valeurs par rapport à la période 1970-82. Les valeurs ainsi obtenues sont celles qu'on a utilisées dans le calcul de la valeur alimentaire finale.

1 - Coefficient de pondération pour les HR

Pour calculer ce coefficient on peut très simplement en utiliser les données qui ont été déjà élaborées dans le tableau 8.4. Ce tableau reprend les coefficients verticaux du secteur agro-alimentaire, qui représentent la composition des achats dans les autres branches de l'économie (au net des autoconsommations) par rapport aux achats totaux.

Sur la base de ce tableau on peut démontrer que la branche HR achète dans l'agriculture et dans les IAA un pourcentage en produits agro-alimentaires qui atteint 70% des achats de biens et services totaux[1]. C'est-à-dire que, pour calculer correctement la valeur alimentaire finale, on devrait utiliser, pour la branche HR, les coefficients de pondération suivants :

- pour 1970 : 69% (0,69)
- pour 1974 : 71% (0,71)
- pour 1978 : 80% (0,80)
- pour 1982 : 73% (0,73)

2 - Coefficient de pondération pour le commerce

Alors que la recherche du coefficient de pondération pour la branche HR est relativement simple, pour ce qui concerne le commerce le procédé est un peu plus compliqué[2].

Théoriquement il suffit de relever le pourcentage du commerce alimentaire par rapport au commerce total.

On a donc utilisé, pour chaque année prise en considération les tableaux agrégés dans la version au prix commerciaux. En rappelant que cette version est la même que celle à prix

---

1 Dans le cas de la France, L. Malassis considère la restauration comme "alimentaire" à environ 50%, valeur qui, évidemment, ne représente pas la situation italienne.

2 La littérature française, relativement au calcul du coefficient de pondération du commerce, ne l'éclaircit en aucune façon, sinon en mentionnant que sur les tableaux I-O sont représentés les marges marchands et que pour la France : "En 1971 les marges commerciales concernant le SAA (A + IAA) représentent environ le 40% des marges commerciales totales" (cf. L. Malassis, tome I, 1979/189).

départ-usine plus les marges commerciales et les coûts de transport, on a calculé la part des marges commerciales au sein des branches agro-alimentaires par rapport aux marges totales du système économique.

Le schéma de calcul est celui qu'on trouve dans le tableau A.2 :

1) on a transcrit les marges commerciales du tableau agrégé à prix marchands pour les branches agro-alimentaires en 1982 ;

2) on a isolé la valeur totale des marges commerciales existantes en Italie en 1982 ;

3) on a calculé la part en pourcentage des marges commerciales dans les branches agro-alimentaires par rapport au total.

La somme des pourcentages des marges commerciales des branches agro-alimentaires, qui était de 43,92% en 1982, n'est rien d'autre que le pourcentage du commerce alimentaire sur le commerce total ; en d'autres termes, en Italie en 1982, on pouvait considérer le commerce pour 44% "alimentaire" .

Dans le tableau A.1 on a calculé, en utilisant la même méthode, les marges commerciales en agriculture, dans les IAA et dans la production agro-alimentaire dans sa globalité (la somme entre A et IAA), par rapport aux marges commerciales totales.

Le tableau met en évidence l'erreur qu'on fait en considérant que les coefficients de pondération sont fixes au cours du temps, alors que le coefficient de pondération pour le commerce a diminué, pendant la période 1970-1982, de 58,70% à 43,92%.

A1 Pourcentage des marges commerciales dans l'A et dans les IAA par rapport au total. Italie, 1965-1982 (en %).

	A	IAA	CPAA
1965	29,28	29,32	58,60
1967	28,31	32,00	60,31
1970	22,83	35,87	58,70
1974	20,64	32,12	52,76
1978	20,21	31,17	51,38
1982	18,58	25,34	43,92

Source : nos calculs à partir des tableaux agrégés.

A2 Schéma de calcul du coefficient de pondération pour le Commerce. Italie, 1982.

1) Participations du Commerce dans les branches agro-alimentaires	
Agriculture	17597466
Viande	10746423
Produits laitiers	403512
Autres produits alimentaires	6901943
Boissons	1360843
Tabac	946535
Total	41588422
2) Marges commerciales totales dans le système économique	
Commerce	94691382
3) Participations du Commerce dans les branches agro-alimentaires par rapport au total	
Agriculture	18,58
Viande	11,35
Produits laitiers	4,26
Autres produits alimentaires	7,29
Boissons	1,44
Tabac	1,00
Total	43,92

Source : nos calculs à partir du tableau agrégé.

B- Sur les taux de change

Les taux de change sont calculés à partir des taux au comptant du dollar E-U côtés sur la place nationale à la fin novembre de chaque année.

Table B1 - Taux de change* Franc français/Lire italienne

1970	0.0089
1972	0.0088
1974	0.0077
1976	0.0058
1978	0.0052
1980	0.0049
1982	0.0049
1984	0.0050
1985	0.0045
1986	0.0047
1988	0.0046
1989	0.0046

Source: OCDE.- Principaux indicateurs économiques.- Paris: OCDE.-

TABLE DES MATIERES

Sigles utilisés
Sommaire
Introduction 1

Partie Préliminaire — Agriculture et agribusiness au sein de l'analyse agro-alimentaire

Chapitre I - De l'agriculture à l'agribusiness. 7

Chapitre II - De l'agribusiness à l'agro-alimentaire. 9

Première Partie — Disponibilités agro-nutritionnelles et modèles de consommation alimentaire

Chapitre III - Le modèle agro-nutritionnel italien 13

1- Disponibilités agro-nutritionnelles en Italie
2- Positionnement du MAN italien sur l'échiquier international

Chapitre IV - Evolution et tendances de la consommation alimentaire en Italie 17
1- La consommation alimentaire : quelques notions de base
4- Evolution et tendances de la consommation alimentaire italienne

Chapitre V - Le modèle de consommation alimentaire italien 21
1- Formation du modèle
2- Différenciation régionale
3- Consommation et catégories socio-professionnelles

Chapitre VI - Pour une typologie des modèles de consommation alimentaire en Italie 29
1- Typologie des modèles de consommation alimentaire en Italie
2- Les sous-modèles alimentaires

Tableaux/figures 33

Deuxième Partie — La structure économique du système agro-alimentaire

Chapitre VII - Tendances structurelles du SAA italien 57
1- Intégration verticale: les coefficients de la production finale des branches
2- Structure économique des branches
A. Coefficient structurel de branche
B. Coefficient technique global
C. Coefficients techniques spécifiques
3- Coefficients horizontaux des emplois des branches

Chapitre VIII - Intégration, interdépendances dans le SAA et formation de la valeur marchande finale 63
1- Coefficients fondamentaux du SAA
2- Les flux de la valeur marchande

Chapitre IX - Les échanges marchands dans le CPAA et les principaux coefficients structurels du SAA. 67
1- Echanges marchands dans le complexe de la production agro-alimentaire
A. Echanges à l'intérieur du CPAA
B. Structure des ressources et de la production dans le CPAA et répartition intérieure des branches
2- Les principaux coefficients structurels du SAA

Chapitre X - Typologie et évolution de l'économie agro-alimentaire italienne 71
1- Typologie des économies agro-alimentaires
2- Evolution de l'économie agro-alimentaire italienne

Tableaux/figures 75

Troisième Partie — Agriculture, industries agro-alimentaires et restauration dans le système économique

Chapitre XI - Le déclin relatif généralisé de l'agriculture 93
1- Déclin par rapport à l'économie nationale
2- Déclin par rapport à l'économie agro-industrielle
3- Déclin par rapport à l'économie agro-alimentaire
4- Déclin par rapport à l'économie agricole
5- Analyse de la valeur ajoutée agricole

Chapitre XII - Le rôle des industries agro-alimentaires : entre déclin et croissance 97
1- Déclin par rapport à l'économie nationale
2- Déclin par rapport à l'économie agro-industrielle
3- Croissance par rapport à l'économie agro-alimentaire
4- Croissance par rapport à elles-mêmes
5- Analyse de la valeur ajoutée des IAA

Chapitre XIII - La croissance relative généralisée de la restauration 101
1- Croissance par rapport à l'économie nationale
2- Croissance par rapport à l'économie agro-industrielle et alimentaire
3- Croissance par rapport à elle-même
4- Analyse de la valeur ajoutée des HR

Chapitre XIV - Les coûts de distribution 105
1- Les coûts de distribution en agriculture
2- Les coûts de distribution dans les IAA
3- Quelques considérations

Tableaux/figures 111

Conclusion 129

Bibliographie 133

Liste de tableaux 141

Liste de figures 147

Annexes
A- A propos des coefficients de pondération 149
1- Coefficient de pondération pour les Hôtels-Restaurants
2- Coefficient de pondération pour le Commerce
B- Taux de change Franc Français/Lire Italienne 153

Résumé

CIHEAM
Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Série «Thèse et Masters»

Numéros parus

1/ **Fernandez Canadas (Priscilla)**, 1987.- *Les importations de céréales pour l'alimentation animale en Espagne : l'impact de l'entrée dans la CEE.*- 135 p.

2/ **Koutsou (Stavriani)**, 1988.- *Impact de l'émigration sur les systèmes agraires et le marché foncier (Etude comparative de deux villages de la Thrace du Nord-Est de la Grèce).*- 102 p. + ann.

3/ **Bokias (Efthimios)**, 1988.- *Le marché des oléagineux en Grèce : enjeux et perspectives* .- 89 p. + ann.

4/ **Brum (Argemiro luis)**, 1988.- *L'évolution et les tendances du marché du soja. Le rôle de la CEE.*- 189 p. + ann.

5/ **Deybe (Daniel)**, 1989.- *Politiques agricoles et érosion des sols en Argentine : une méthodologie pour leur analyse.*- 95 p.

6/ **Vicien (Carmen)**, 1989.- *Les modèles de simulation comme outil pour la construction de fonctions de production : une application à la mesure de l'efficacité de la production agricole* .- 133 p.

7/ **Brunschwig (Gilles)**, 1990.- *Systèmes d'élevage extensif d'altitude dans les Andes Centrales du Pérou.*- 368 p. (200 FF)

8/ **Bravo (Gonzalo)**, 1990.- *Méthodes d'appréhension de la diversité d'exploitations agricoles (propositions pour un renouvellement de la démarche suivie à l'INTA, Argentine).*- 96 p.

9/ **Dorado (Guillermo)**, 1990.- *Fonctionnement technico-économique et gestion de l'exploitation agricole dans une perspective de développement (propositions théoriques et méthodologiques pour la région pampéenne de l'Argentine).*- 82 p. + ann.

10/ **Segre (Andrea)**, 1990.- *Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien.*-207 p.

Ces numéros peuvent être commandés au :
Bureau des Publications - CIHEAM - IAMM
3191, route de Mende - B.P 5056
34033 Montpellier Cédex 1 (France)
Tél. : 67 04 60 00
Fax : 67 54 25 27

Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien

SEGRE Andrea

Résumé
Bien que l'Italie soit reconnue comme un des pays les plus développés économiquement, le modèle de consommation alimentaire reste encore profondément lié aux schémas traditionnels. Quant aux pratiques, à la nature et à la quantité des aliments consommés et à la dépense alimentaire, la recherche des facteurs qui expliquent cette "contradiction" est à l'origine de ce travail. En suivant l'approche "agro-alimentaire", l'étude considère toutes les composantes de la chaîne agro-alimentaire italienne et conduit à la formulation d'un modèle agro-nutritionnel, de deux modèles de consommation alimentaires et de quatre sous-modèles alimentaires. L'analyse des structures du système agro-alimentaire met en évidence que certaines d'entre elles, notamment l'agriculture et la distribution, peuvent freiner le développement du modèle de consommation.

Mots clefs :
Italie - modèle agro-nutritionnel - modèle de consommation alimentaire - système agro-alimentaire - tableaux d'entrées-sorties

ISBN 2-85352-113-3
prix : 75 F

Centre International de Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes